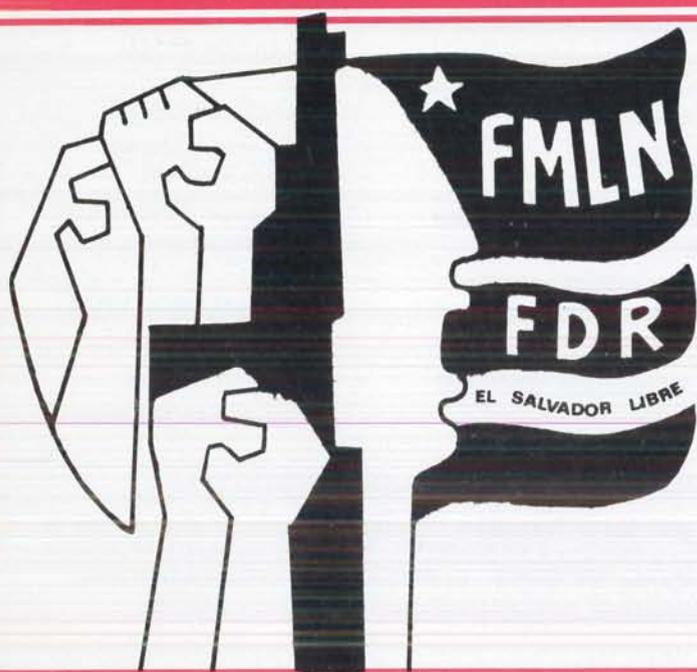


Numéro 138 du 6 décembre 1982 - 10 FF - 70 FB - 4 FS

# INPRECOR

**INTERCONTINENTAL PRESS**



**EL SALVADOR**  
**Importante**  
**offensive militaire**  
**et diplomatique**  
**du FMLN**



**POLOGNE**  
**De l'état de guerre**  
**à l'état d'exception**

**DOCUMENT EXCLUSIF**

**Un dirigeant du POUP parle des grèves ,  
de l'église et de la levée de l'état de guerre**



# Importante offensive militaire et diplomatique du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN)

**A** PRES l'échec relatif de l'offensive lancée par le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) le samedi 10 janvier 1981, l'impérialisme américain et les chefs de l'armée salvadorienne pensaient pouvoir marginaliser les forces révolutionnaires sur le terrain militaire, de manière à pouvoir tranquillement promouvoir leur « solution politique » électorale excluant toute forme d'opposition à la dictature. Les tentatives infructueuses de réduire les zones contrôlées par les guérilleros au cours du printemps 1981, et ensuite la relance des activités militaires du FMLN dès l'été de la même année, ont pourtant montré la vanité d'un tel projet.

La dictature, conseillée par Washington, décida donc de porter un coup direct à la guérilla, en l'attaquant dans son bastion, au Morazan, dans le nord-est du pays, en octobre 1981, avec entre autres pour objectif de faire taire la radio du FMLN, *Radio Venceremos*.

Si cette opération a conduit au massacre par l'armée de près d'un millier de paysans dans le village de Mozote, son objectif militaire ne fut néanmoins pas atteint. Elle marqua un tournant dans l'évolution de la guerre civile, car l'échec des 5 000 soldats gouvernementaux et les revers subis par la tristement célèbre brigade d'élite « Atlacatl » signifiaient que le FMLN avait réussi à surmonter avec succès la période dite de « résistance active », de réflexion stratégique, de réapprovisionnement et de réorganisation militaire, rendue nécessaire après l'offensive du 10 janvier 1981.



Combattante du FMLN. (DR)

Vincent KERMEL

La réponse de l'impérialisme américain fut alors d'accélérer l'entraînement des forces spéciales hélicoptérées salvadoriennes. A la mi-décembre 1981, le Pentagone annonçait, fait assez exceptionnel, que les « bérets verts » américains entraîneraient, aux Etats-Unis même, quelque 1 000 soldats et 500 officiers salvadoriens. Pressentant que le retour de ces forces pouvait rendre encore plus difficile son combat, le FMLN détruisait sur l'aéroport d'Ilopango, le samedi 2 janvier 1981, « près de la moitié de l'aviation salvadorienne ».

## LA NOUVELLE STRATÉGIE MILITAIRE DE LA DICTATURE

La tenue des élections de mars 1982 dans une partie du pays, malgré les actions militaires du FMLN et le retour des 1 500 soldats formés aux USA, semblaient ouvrir de nouvelles perspectives à la dictature salvadorienne. Durant l'été 1982, une série d'opérations de ratissage étaient organisées par les forces gouvernementales. Fin septembre, de nouvelles actions étaient lancées sur une plus grande échelle dans les départements de San Miguel, Usulután et La Unión, avec la participation de plusieurs milliers de soldats gouvernementaux, dans le but d'empê-

cher « la pénétration étrangère et la fourniture de munitions et de mercenaires » à travers la bande côtière du sud-est du pays qui longe le golfe de Fonseca. Cette mise en cause indirecte du Nicaragua était confirmée plus clairement encore par le secrétaire d'Etat américain Thomas Enders, qui précisait à la même époque que, « malgré l'appui du Nicaragua, les rebelles salvadoriens ont perdu l'initiative ». Quant au ministre de la Défense salvadorien, le général José Guillermo Garcia, il n'annonçait rien moins que la « destruction » de la guérilla (1).

Or, au-delà de ces proclamations triomphalistes, les conseillers militaires américains au Salvador s'avéraient peu satisfaits de l'efficacité de leurs élèves. Beaucoup plus mobiles que les forces gouvernementales, celles du FMLN pouvaient se replier face à un ennemi supérieur en nombre et en armement, porter l'action dans d'autres régions qui avaient ainsi été dégarnies par l'armée, puis réapparaître ensuite, après le départ des gouvernements. Ainsi, en août dernier, pour faire diversion, le FMLN lança des attaques contre des objectifs « économiques » — pylônes à haute tension et ponts de chemin de fer — dans les régions de Santa Ana, Sonsonate et Ahuachapán, qui sont considérées comme des zones d'intérêt économique vital par l'oligarchie du café, régions en général plus calmes.

De plus, le contrôle permanent par le FMLN de zones dans le nord et l'est du pays en font des sanctuaires d'où les forces gouvernementales ont jusqu'alors été incapables de les déloger.

Face à l'ensemble de ces problèmes logistiques et stratégiques et devant la baisse régulière du moral des forces gouvernementales, les conseillers américains et le général José Guillermo Garcia voulurent mettre à profit la réduction des actions armées du FMLN depuis les élections du 28 mars 1982 pour redonner l'initiative militaire aux forces gouvernementales. D'après la revue *Latin America Weekly Report* (LAWR) du 22 octobre dernier, publiée à Londres, les efforts antérieurs des conseillers US pour accroître l'efficacité des forces de la dictature n'avaient rencontré jusque là que peu de succès. « Seul le colonel Siegfried Ochoa, de Sesuntepeque, a sérieusement mis en pratique les recommandations des conseillers US d'utiliser des méthodes contre-insurrectionnelles plus agressives, avec de petites patrouilles, des actions de nuit et une plus grande mobilité. Partout ailleurs, les commandants font preuve d'une "mentalité de caserne". »

Les « recommandations » américaines s'inscrivent dans un plan stratégique

1. *Inforpress centroamericana*, Ciudad Guatemala, 21 octobre 1982.

fort semblable d'ailleurs à ceux utilisés par les Américains au Vietnam ou par les Portugais dans leurs ex-colonies, et qui consiste à concentrer le gros des forces régulières gouvernementales autour des régions d'intérêt économique et à utiliser dans la défense du reste du pays des unités hélicoptères spéciales, entraînées et encadrées par les Américains, disposant d'une grande mobilité et d'un matériel moderne. Les régions considérées comme importantes à défendre seraient, outre la capitale San Salvador, les cultures de coton dans l'Usulután, de café à Santa Ana, Sonsonate, Ahuachapán et La Libertad, les principales grandes routes, le réseau électrique et notamment les deux principales centrales hydroélectriques de « Cerro Grande » et « Cinco de Noviembre », qui alimentent la capitale et les provinces de l'Ouest.

La défense de ces régions contre les attaques du FMLN sur des objectifs « économiques » constitue en effet une nécessité économique pour le gouvernement d'Alvaro Magana, mais aussi une condition du maintien de ses bons rapports avec le secteur capitaliste privé. Récemment, les industriels du café, politiquement polarisés à l'extrême droite, se sont élevés publiquement contre la politique économique du gouvernement, en l'accusant d'être identique à « la politique discriminatoire à l'égard du secteur privé » qui aurait été celle des démocrates-chrétiens sous la présidence de Napoleón Duarte (2), bien qu'un projet de loi présenté à l'Assemblée prévoit la liquidation de l'Institut national du café (INCAFE) et un retour en arrière par rapport aux « nationalisations » effectuées par les démocrates-chrétiens après 1979. Mais la défense du « Salvador utile » est aussi destinée à préparer les conditions militaires pour la tenue d'élections municipales prévues pour l'année prochaine. Telle est la nouvelle étape du processus impulsé par l'impérialisme américain pour tenter de donner une image plus présentable de la Junte salvadorienne.

Pour permettre à la dictature salvadorienne d'appliquer une telle stratégie les Etats-Unis se sont employés à forger une force d'intervention hélicoptère, les fameuses brigades « Atlacatl » et « Ramon Belloso ». Or, la brigade « Atlacatl » fit très rapidement la preuve que sa réputation était quelque peu surfaite, en subissant de sérieux revers militaires dès son entrée en action au cours de l'été 1981. De toute manière, les USA doivent aussi renforcer considérablement le potentiel aérien de l'armée salvadorienne pour mener à bien leur projet. Mais ils se trouvent confrontés, sur ce point, à l'impréparation technique des militaires salvadoriens qui les contraignent à maintenir sur place un corps de techniciens américains pour la maintenance des avions et des hélicoptères, et sans doute quelques pilotes.

Les problèmes de la dictature salvadorienne ne sont pourtant pas uniquement d'ordre militaire et stratégique. La mise à l'écart des démocrates-chrétiens — jusque là fortement soutenus par les

USA et des pays latino-américains comme le Venezuela — à l'issue des élections de mars 1982, le retour en force à l'Assemblée nationale et dans le gouvernement du Parti de la conciliation nationale (PCN), formation traditionnelle de l'armée, et de l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) du major Roberto d'Aubuisson, a provoqué un déplacement vers l'extrême droite du centre de gravité politique du semblant d'institution parlementaire et du gouvernement salvadoriens. Cela accentua la crise de direction bourgeoise et, dans une certaine mesure, la contradiction entre la politique américaine — qui veut coupler « réformes » et « répression » — et l'orientation de l'ARENA soutenue par l'oligarchie locale. Cette dernière veut un retour en arrière par rapport aux « réformes » effectuées par la Démocratie chrétienne, développer une politique de terreur contre tous les opposants, et poursuivre la guerre à outrance.

### WASHINGTON VEUT MAINTENIR L'UNITÉ DE LA JUNTE SALVADORIENNE

Ainsi, les conflits entre les différentes formations de l'Assemblée nationale et du gouvernement — qui prirent un tour violent entre l'ARENA et les démocrates-chrétiens, plusieurs dirigeants de ces derniers étant assassinés dans de sombres circonstances — tout comme ceux qui, dans l'armée, étaient justement liés à l'évolution des rapports de forces militaires sur le terrain, ne se sont pas dissipés. A tel point que la neutralisation de ces divergences est devenue une « lourde » tâche pour l'ambassadeur US à San Salvador. Cela confirme, à sa façon, que l'obstacle systématique à la stratégie impérialiste réside toujours dans la fragilité de la « courroie de transmission » bourgeoise locale.

Une modeste étape dans le sens d'une pacification des rangs bourgeois a été néanmoins accomplie par la signature, le mardi 3 août dernier, de la « Plate-forme du gouvernement d'Union nationale » plus connue sous la dénomination de « Pacte d'Apaneca », véritable pacte de non-agression entre les différents partis politiques représentés dans les institutions de la dictature. Ce pacte, adopté sous l'égide du président Alvaro Magana, du ministre de la Défense José Guillermo Garcia — les deux représentants de la politique impérialiste américaine au Salvador — a prévu la mise en place d'une commission chargée d'établir un planning pour les prochaines élections municipales. Deux autres commissions, sur « les droits de l'homme » et sur « l'amnistie et la paix », ont aussi été constituées. La fonction essentielle de ce pacte reste assez limitée. Il s'agit d'éviter une polarisation trop forte entre les différents partis, et notamment les démocrates-chrétiens et l'ARENA, dans la perspective de ces fameuses élections. Mais lorsque l'on sait que l'objectif politique américain n'était rien moins que de parvenir à briser l'unité du Front démocratique révolutionnaire (FDR) d'ici aux prochaines élections

pour tenter d'en associer un secteur à leur tenue, on voit bien que ce Pacte, déjà remis en cause par certains de ses signataires, ne constitue en fait qu'un bien piètre replâtrage.

C'est dans ce contexte qu'est intervenue l'importante offensive militaire du FMLN du mois d'octobre 1982. Par la voix du commandant Joaquín Villalobos, membre de son commandement général, le FMLN avait auparavant dénoncé la préparation d'une opération militaire coordonnée « de l'armée hondurienne et salvadorienne comptant avec la participation de 12 000 soldats, dont 3 000 appartenant à l'armée hondurienne, qui pénétreraient en territoire salvadorien par Nahuaterique, Sabanetas et Marcala (3) ». Cette opération militaire combinée devait avoir lieu dans la période du dimanche 10 au mercredi 20 octobre dernier. Dans ce but, l'administration américaine a fait acheminer aux forces salvadoriennes et honduriennes, par des avions Hercules C-130 de sa base militaire du canal de Panama, plusieurs centaines de tonnes de napalm, pour bombarder les zones sous contrôle du FMLN. « Mais la campagne militaire lancée par le FMLN, le lundi 11 octobre, poursuit le commandant Joaquín Villalobos, a obligé l'armée salvadorienne à réintégrer ses casernes et a empêché la réalisation de cette opération qui avait été décidée lors d'une réunion tenue récemment, entre le haut commandement des armées hondurienne et salvadorienne, et le général Wallace Nutting, chef du commandement sud des forces US du canal de Panama. »

Prenant en quelque sorte de vitesse les stratèges militaires envoyés par Washington, les forces du FMLN, dont l'activité militaire s'était réduite ces derniers mois à des actions défensives contre les opérations gouvernementales dans le Morazan en juin dernier et à une campagne de destruction des moyens de transport et de blocage des voies de communication au mois de juillet, ont entrepris là une de leurs plus grandes offensives militaires, au moins depuis celles de janvier 1981, sous la dénomination de « Héros et Martyrs d'octobre 1979-1980 ».

### UNE OFFENSIVE D'AMPLEUR DU FMLN

Cette opération d'envergure a touché huit des quatorze départements du pays et a duré plusieurs semaines. Elle a nécessité une profonde coopération et une sérieuse coordination au niveau des activités militaires entre les différents fronts du FMLN, mais aussi les différentes organisations qui le composent. Et ce, alors même que l'on sait que les appréciations au sein du FMLN divergent sur la conduite de la lutte contre la dictature. La capacité dont a fait preuve le FMLN pour défendre, pendant plusieurs semaines parfois et contre plusieurs milliers de soldats, com-

2. Latin America Regional Report, Londres, 29 octobre 1982.

3. El Salvador, señal de libertad, correspondance de Radio Venceremos en France, numéro 3, 12 novembre 1982.

me dans la province de Chalatenango, les positions acquises lors de la première vague de l'offensive, dénote sans doute une avancée sérieuse dans la formation militaire des colonnes de guérilleros, dont l'objectif proclamé a toujours été la constitution d'une armée populaire révolutionnaire. Lorsque l'on se rappelle les difficultés de coordonner les actions des différents groupes armés lors de l'offensive de janvier 1981, on a une idée du chemin parcouru en ce qui concerne l'organisation des initiatives militaires et des communications entre les différentes structures du FMLN.

Enfin, en récupérant 190 fusils, 30 armes d'appoint, 100 000 cartouches, en causant 400 pertes à l'ennemi et en faisant plus de 100 prisonniers très rapidement libérés par l'intermédiaire de la Croix-Rouge internationale, cette offensive a atteint plus que symboliquement le potentiel militaire et le moral des troupes gouvernementales. La quantité d'armes récupérées à l'ennemi comme le nombre important de prisonniers faits par la guérilla rendent compte de la profonde crise morale que traversent les forces armées gouvernementales. Cette crise se trouvera encore aggravée après la diffusion par *Radio Venceremos* de nombreux témoignages de prisonniers. Ces derniers confirment d'ailleurs que la radio du FMLN est écoutée par de nombreuses familles de soldats et par les soldats eux-mêmes, désireux d'obtenir des informations sur le sort et le nom des victimes, ainsi que sur les prisonniers faits lors des affrontements avec la guérilla.

L'opération des forces du FMLN commença le lundi 11 octobre par la pri-

vince de Morazan, avec la prise du village de Perquin à 190 km de la capitale, et l'occupation de la route menant à cette région. Toujours selon l'APIA, 52 soldats gouvernementaux ont été capturés et une compagnie entière mise en fuite. Les voies de communication conduisant de la capitale à l'est du pays ont été occupées par la guérilla, la route panaméricaine et celle du littoral étaient barrées à environ 80 km de San Salvador. La moitié nord du Morazan et du Chalatenango se trouvait donc contrôlée par le FMLN, et l'Est isolé du reste du pays. Un véritable « arc de liberté » allant du nord à l'est du pays, sur une longueur d'environ 70 km et une largeur de quelque 20 km, représentant près de 10% du territoire, est ainsi tombé sous le contrôle des forces du FMLN. Or, le FMLN a toujours nié concevoir l'apogée du processus révolutionnaire salvadorien comme la simple extension territoriale des zones sous son contrôle, les conditions géographiques et humaines du pays rendant en effet illusoire une politique de « zones libérées ». Au contraire, dans la conception du FMLN, les zones contrôlées jouent un rôle d'appui stratégique pour créer les conditions d'une insurrection nationale.

Lors de cette offensive du mois d'octobre 1982, les forces du FMLN ont adopté une forme de combat contre l'armée proche de celle de la guerre de position. Il faudra en effet aux forces gouvernementales 3 500 soldats, des avions A-37 récemment livrés par le Pentagone et capables de lancer des bombes de 250 kg, des hélicoptères équipés de mitrailleuses, et des canons de 105 mm, pour s'approcher des villages de Las Vueltas et El Jicaro, qu'elles ne pourront investir que deux

NA du major Roberto d'Aubuisson, pour s'opposer à la mise en place de quelques projets « réformistes » de la Démocratie chrétienne appuyée par les USA, et couper définitivement court à toute idée de « dialogue » avec les « terroristes », a été confirmée notamment par le *Monde* du mercredi 17 novembre. Le quotidien affirme que « huit officiers supérieurs occupant des fonctions importantes dans les états-majors ou sur le terrain ont été mutés ». Et, parmi ceux-ci, on note des militaires très liés à l'ARENA, comme les colonels Nicolas Carranza et Israel Benavides.

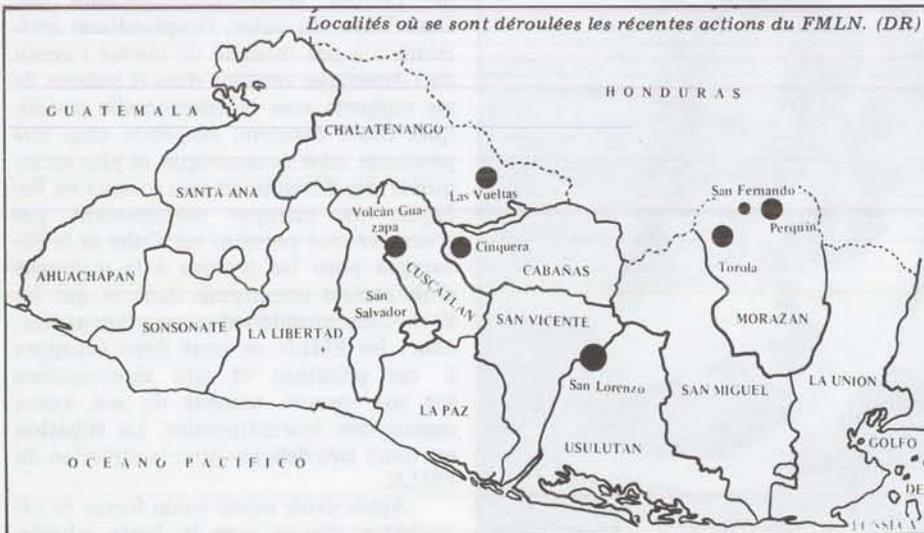
## L'ACTION DANS LES VILLES

Parallèlement à ses actions dans le nord et l'est du pays, le FMLN a effectué des incursions dans les faubourgs populaires de la capitale, à Zacamil et à Ayutuxrepeque. Le samedi 23 octobre, une action très audacieuse a vu un commando guérillero attaquer la caserne centrale de la police de Hacienda (police fiscale) à San Salvador. Ce choix n'est sans doute pas fortuit, le commandant de la police de Hacienda, le colonel Francisco Moran étant considéré comme le représentant du secteur militaire le plus proche du major Roberto d'Aubuisson.

Certes, ces actions, pour spectaculaires qu'elles soient, ne mettent pas immédiatement en cause le contrôle de la capitale par les forces gouvernementales. Elles ne peuvent pas non plus, dans l'état actuel des choses, entraîner la participation des masses urbaines. Après l'offensive de janvier 1981, le FMLN a tiré la conclusion que son appel au soulèvement dans la capitale n'avait pas été entendu, car les travailleurs ne se sentaient pas suffisamment sûrs d'une issue victorieuse à court terme de ce combat. L'appréciation de cet « attentisme » dicté par les énormes risques de répression encourus par un engagement ouvert aux côtés de la guérilla, a amené le FMLN à la conclusion qu'il ne fallait pas exposer inutilement le mouvement ouvrier — déjà amputé de nombre de ses cadres — aux coups de la répression. Nous nous trouvons toujours dans cette phase du processus révolutionnaire salvadorien.

Par la force des choses, les actions du FMLN dans la capitale constituent donc des initiatives purement militaires destinées à peser sur le moral des troupes gouvernementales, à porter des coups à l'économie de la dictature et à affirmer sa force aux yeux de la population urbaine soumise à la terreur et au contrôle systématique des forces militaires et paramilitaires.

En plusieurs années de guerre civile et de répression féroce, le panorama du mouvement de masse urbain a changé. La plupart des dirigeants ouvriers et populaires urbains liés aux organisations du FMLN sont soit en prison, soit ont rejoint les forces combattantes. Tous les canaux d'expression politique par lesquels



se des villages de Las Vueltas et El Jicaro dans la province de Chalatenango à 80 km au nord de la capitale. D'après un rapport de l'Agencia Periodística de Información Alternativa (APIA, Agence d'information journalistique alternative) dont le siège est à Managua au Nicaragua, une trentaine de militaires se sont alors rendus aux combattants du FMLN, tandis que des embuscades étaient tendues aux renforts gouvernementaux en provenance de la capitale provinciale. Les combats s'étendirent ensuite à la pro-

semaines plus tard, après le décrochage des guérilleros. Toutefois, il semble que l'armée ait été quelque peu paralysée dans sa riposte par ses divisions internes. Ainsi, le ministre de la Défense, Guillermo Garcia, « n'aurait délibérément pas envoyé contre le FMLN les brigades "Ramon Belloso" et "Atacatl", spécialisées dans la lutte contre-insurrectionnelle, parce qu'elles lui sont loyales et qu'il a besoin de leur soutien face au danger de coup d'Etat (4) ». En effet, la perspective d'un coup d'Etat d'officiers proches de l'ARE-

4. *Latin America Weekly Report*, Londres, 12 novembre 1982.

le FMLN pouvait faire passer sa propagande ont été démantelés. Un nouveau mouvement syndical urbain apparaît aujourd'hui plus ou moins lié aux forces politiques qui peuvent s'exprimer dans le cadre de la dictature. Ainsi en est-il de l'Union démocratique populaire (UDP). Certaines formes limitées de protestation syndicale ont récemment eu lieu. Ainsi, en novembre par exemple, 4 000 employés du ministère de l'Agriculture se sont-ils mis en grève pour des augmentations de salaire. Première du genre depuis une vingtaine de mois, cette grève, qui n'est sans doute pas sans rapport avec le débat sur l'avenir des « réformes » proposées par la Démocratie chrétienne, constitue néanmoins un défi ouvert à l'état de siège décrété par le gouvernement.

Pour le FMLN, il s'agit donc de parvenir à reconquérir une base de masse dans les centres urbains, condition *sine qua non* de toute perspective de liaison de la lutte armée de guérilla avec un soulèvement populaire urbain, et de renforcer son influence sur des mouvements qui, comme ces récentes grèves l'ont montré, sont aujourd'hui, semble-t-il, surtout contrôlés par la Démocratie chrétienne. Le processus de mobilisation dans les villes et, partant, le niveau de conscience et de combativité du mouvement de masse urbain, en est donc à un stade bien inférieur à celui qu'il avait atteint dans les années précédant le coup d'Etat de novembre 1979 et au cours de toute l'année 1980.

Maintenant toujours au minimum les marges de manœuvre de l'opposition dans les villes, l'armée a d'ailleurs mené avec succès quelques actions répressives importantes ces derniers mois. A la mi-août, par exemple, la police et l'armée ont quadrillé pendant huit heures les faubourgs popula-

res de San Antonio de Abad et de Soyapango dans la capitale, pour y réprimer toute forme d'organisation des masses ou de propagande clandestine du FMLN. Plusieurs dirigeants du Front démocratique révolutionnaire (FDR), dont Saul Villalta, ont été arrêtés fin août. En octobre, les forces armées ont reconnu détenir une vingtaine de dirigeants du FDR, parmi lesquels Jorge Alberto Martinez, dirigeant du Mouvement national révolutionnaire (MNR), Jorge Valencia, chargé des relations intérieures du FMLN-FDR, Julio Cesar Seravia Martinez, membre des Forces armées de la résistance nationale (FARN, l'une des organisations politico-militaires composant le FMLN) et responsable du travail syndical, et Berta Alicia Cosme, des FARN, chargée du travail syndical au niveau national.

### LE FMLN PROPOSE UN DIALOGUE

Cette répression, tout comme les assassinats nocturnes des commandos paramilitaires, constituent en fait la réponse des secteurs les plus réactionnaires de l'armée aux propositions de dialogue adoptées le mardi 5 octobre dernier par le FMLN-FDR, quelques jours seulement avant le déclenchement de son offensive

La répression quotidienne à San Salvador. (DR)



militaire, et présentées à Mexico le mardi 26 octobre. Ces propositions se veulent un appel à l'établissement d'un « dialogue direct, sans conditions préalables, avec comme but la recherche de la voie qui conduise au rétablissement de la paix et de la justice sociale au Salvador, et qui contribue à la détente en Amérique centrale », entre, d'une part, le FMLN-FDR et, d'autre part, « le pouvoir exécutif, l'Assemblée nationale constituante et les forces armées du Salvador ». Cette discussion devrait être ouverte à « d'autres secteurs nationaux », parmi lesquels le texte énumère « les partis politiques, les organisations syndicales ouvrières et paysannes, les associations de chefs d'entreprises, les milieux ecclésiastiques, universitaires, les collèges de professions libérales et autres secteurs corporatifs intéressés à apporter leur contribution à la solution du conflit salvadorien ». Ce dialogue devrait se réaliser « en présence de témoins de confiance ».

Pour apprécier, à cette étape, les propositions émises par le FMLN-FDR, il faut tenir compte, en premier lieu, du contexte régional et international dans lequel s'inscrit la lutte du FMLN.

L'impérialisme américain est décidé à mettre tout son poids militaire et politique pour refouler, puis écraser, la montée révolutionnaire en Amérique centrale. Les menaces sans cesse renouvelées contre l'état ouvrier cubain, accusé d'être « l'instigateur » de la révolution centro-américaine ; les préparatifs militaires faits au Honduras pour porter des coups à la révolution nicaraguayenne ; l'appui à la dictature du général Efraim Rios Montt au Guatemala ; le soutien apporté au régime du Costa Rica, tout cela traduit l'ampleur de l'effort contre-révolutionnaire des Etats-Unis. En outre, l'impérialisme américain n'a pas manqué de mettre l'avenir de l'Amérique centrale dans la balance de ses rapports avec la bureaucratie soviétique. Cette dernière, empêtrée dans une profonde crise économique, et plus qu'inquiète des développements sociaux en Pologne, ne manque certainement pas d'exercer une pression sur Cuba et le Nicaragua pour les pousser à la recherche d'un certain compromis dans ce que les Etats-Unis considèrent comme leur arrière-cour. Le FMLN ne peut donc échapper à ces pressions et aux répercussions sur son propre combat de ces vastes manœuvres internationales. La situation est donc très délicate pour la direction du FMLN.

Après avoir rejeté toute forme de négociation directe avec la Junte salvadorienne, mais en ne s'adressant qu'à son maître, l'impérialisme yankee, le FMLN avait déjà, en octobre 1981, proposé des pourparlers « entre des délégués nommés par le FMLN-FDR et des représentants de la Junte de gouvernement du Salvador ». A cette période nous étions au plus fort de l'offensive diplomatique américaine dénonçant un prétendu « afflux d'armements sophistiqués » au Nicaragua, en provenance d'URSS et de Cuba. De nouveau aujourd'hui, le FMLN avance ses propositions de dialogue au moment mê-

me où les menaces d'agression du Nicaragua par le Honduras en sont à leur point culminant, avec les manœuvres américano-honduriennes prévues pour la fin 1982 dans cette région. D'autre part, le poids du contexte régional dans la démarche diplomatique du FMLN rend compte, dans une certaine mesure, des pressions que certains pays comme le Mexique entendent exercer pour parvenir à une « pacification » de la région, à laquelle ils sont tout particulièrement intéressés.

Toutefois, la démarche diplomatique du FMLN a toujours été guidée par un refus de tout préalable signifiant le dépôt des armes par la guérilla — la plupart des initiatives diplomatiques du FMLN-FDR ont d'ailleurs correspondu à une augmentation de ses activités militaires — et à une volonté d'avancer ces propositions politiques pour attiser les contradictions dans le camp ennemi. Comme l'affirmait Enrique Guatemala dans une interview accordée à *Inpreco* (numéro 123 du 19 avril 1982), « la solution négociée est un instrument politique et militaire, c'est-à-dire un instrument politique appuyé sur la base de notre force militaire ». C'est le moyen pour le FMLN-FDR de justifier, en cas de refus de la dictature, le bien-fondé de sa lutte de libération nationale armée. Le FMLN répond ainsi à un souci politique ; la fatigue des masses populaires face à une guerre extraordinairement coûteuse sur le plan humain étant en effet un élément dont il faut tenir compte. Enfin, c'est aussi un moyen de neutraliser de nouveaux secteurs sociaux qui se démarquent de la politique actuelle de la dictature, et une contre-offensive internationale face à la politique impérialiste. Et il est vrai que, dans ce cadre, le débat entre les différentes composantes du FMLN sur le prolongement stratégique possible de ce « dialogue », et notamment la question des secteurs dits « nationaux » de l'armée, dont Enrique Guatemala reconnaissait il y a six mois qu'ils se trouvaient de plus en plus réduits, n'est pas encore achevé.

Si le vicaire général du diocèse du Salvador, Mgr Ricardo Urioste, a reconnu que les négociations étaient « l'issue la plus viable à la guerre qui aggrave tant les difficiles conditions de vie du peuple salvadorien (5) », toutes les composantes du pouvoir dictatorial ont, en revanche, rejeté les propositions du FMLN. Leurs différences de ton sont néanmoins significatives des nuances qui les traversent. Pour le président Alvaro Magana, c'est au nom « du processus démocratique initié par les élections constituintes de mars dernier » que le refus est exprimé (6). En bon militaire, le général José Guillermo Garcia s'est contenté d'accuser les organisations « clandestines » d'avoir essayé, au cours de leur dernière offensive, de détourner les forces armées de leur mission de « sauvegarder les points vitaux » du pays, reconnaissant ainsi implicitement l'attitude défensive des forces gouvernementales (7). Enfin, le major Roberto d'Aubuisso, président de l'Assemblée nationale depuis le 28 mars 1982, a affirmé que

toute négociation avec « des groupes criminels » ne serait qu'une « vile trahison » et une « absurdité politique ». Néanmoins, l'Assemblée a rejeté sa motion qui proposait d'exclure par principe « toute tentative de dialogue ou de pourparlers avec les minorités terroristes (8) ».

### LES CONTRADICTIONS DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE

Quant à Washington, la réponse fut elle aussi dilatoire. John Hugues, porte-parole de l'administration de Ronald Reagan, affirma que la négociation était inutile, car le FMLN ne serait prétendument qu'une « insurrection appuyée de l'extérieur, qui opère surtout dans les zones les moins peuplées du pays, qui détruit les routes et attaque les garnisons (9) », des bandits de grand chemin en quelque sorte. C'est d'ailleurs à cela que les conseillers américains au Salvador essaient, mais en vain, de réduire la guérilla, avec leur stratégie de défense des zones économiquement vitales du pays.

Néanmoins, malgré ce rejet catégorique, la démarche du FMLN, qui s'adresse aussi au peuple américain et au mouvement de solidarité dans ce pays, a mis le doigt sur les contradictions de la politique américaine. Car l'administration Reagan espère toujours pouvoir redonner une image un peu plus présentable de la dictature de San Salvador. C'est la raison pour laquelle les USA soutenaient auparavant les démocrates-chrétiens salvadoriens, et comptent aujourd'hui sur le président Alvaro Magana et le général José Guillermo Garcia pour arbitrer les conflits internes à la dictature et maintenir le cap d'une politique aux apparences « réformistes ». Mais ils se trouvent, bien évidemment, confrontés à la difficulté de faire endosser cette politique d'arrêt des massacres de civils sans discernement et de maintien des réformes démocrates-chrétiennes par l'oligarchie locale et les formations majoritaires aujourd'hui à l'Assemblée nationale et qui y sont farouchement opposés.

C'est donc comme un élément de pression diplomatique sur ces secteurs qu'il faut apprécier les récentes « petites phrases » de l'ambassadeur US à San Salvador, Deane Hinton qui, devant un parterre d'industriels salvadoriens, déclara le vendredi 29 octobre dernier : « 30 000 personnes ont été assassinées au Salvador, et moins de 200 ont été présentées devant les tribunaux pour ces crimes... Vous n'avez pas à tuer les gens la nuit... Vous n'avez pas à décapiter les gens. (10) » Excédé par l'arrogance de la classe dominante locale, qui sait bien que les USA n'ont pas d'autre alternative que de soutenir la dictature, Deane Hinton — pourtant fervent partisan de la « solution militaire » — mettra ses auditeurs en garde en déclarant : « Le Salvador doit faire de substantiels progrès pour déférer les assassins de vos citoyens, y compris ceux qui ordonnent ces meurtres, devant la justice. » L'ambassadeur US à San Salvador se fera d'ailleurs réprimander par Washington pour avoir aussi affirmé : « Dans

le cas contraire, les Etats-Unis, malgré nos autres intérêts, en dépit de notre engagement dans la lutte contre le communisme, pourraient être forcés de refuser l'assistance au Salvador. (11) » Ce glissement de l'ambassadeur US à San Salvador illustre l'empressement de l'administration de Ronald Reagan de voir le gouvernement salvadorien faire un geste dans le sens des recommandations américaines, avant la fin de l'année, date à laquelle le président américain devra assurer devant la Chambre des représentants des Etats-Unis que le



le Salvador fait des « progrès » dans le domaine du respect des droits de l'homme, pour obtenir la reconduction de l'aide militaire à la dictature.

En attendant, l'impérialisme américain n'a pas d'autre moyen pour combattre la révolution salvadorienne que de poursuivre son soutien à la dictature. Il s'agit donc de prendre très au sérieux l'appel solennel lancé depuis le département du Morazan, le mercredi 10 novembre 1982, par le commandement du Front nord-est du FMLN, suivant lequel des mouvements de troupes équipées de matériel lourd et d'hélicoptères des forces militaires du Honduras ont été détectées le long de la frontière avec le Salvador.

Il se pourrait, en effet, que la relance d'une action militaire combinée avec les forces honduriennes contre les zones contrôlées par le FMLN soit la seule réponse de la dictature de San Salvador et de son protecteur américain au succès de la récente offensive militaire des forces de la guérilla salvadorienne. ■

Vincent KERMEL  
22 novembre 1982.

5. *Uno mas Uno*, Mexico, 16 octobre 1982.

6. *Uno mas Uno*, 26 octobre 1982.

7. *Uno mas Uno*, 24 octobre 1982.

8. *Le Monde*, Paris, 17 novembre 1982.

9. *Uno mas Uno*, 28 octobre 1982.

10. *International Herald Tribune*, Paris, 9 novembre 1982.

11. *Ibid.*

# Un an après le coup de force de Jaruzelski

## Vers la levée de l'état de guerre et l'institutionnalisation des pouvoirs spéciaux

Le 13 décembre 1982 marquera le premier anniversaire de l'instauration de l'état de guerre en Pologne. Peut-être marquera-t-il aussi la date de sa levée, si l'on en croit les intentions du général Jaruzelski, « anxieux de lever la loi d'urgence (1) » ; « avant les fêtes de Noël », précisait même l'un des chefs de la délégation polonaise à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (2), qui s'est tenue début novembre à Madrid.

Symbole ou sens de l'humour ... la Diète a été convoquée pour le 13 décembre par le Conseil militaire de salut national (WRON), constitué à cette même date il y a très exactement un an.

Toutefois, comme prend bien soin de le préciser Tadeusz Porebski, membre du Bureau politique du Parti ouvrier unifié

polonais (POUP), dont nous reproduisons les propos dans le dossier qui suit, « l'idée, c'est que tout en levant ou en suspendant l'état de guerre, on donne au gouvernement des pouvoirs spéciaux tels que la militarisation des entreprises comme moyen de renforcer la discipline des travailleurs, ou tels que la proclamation de l'état d'exception dans certaines régions, voire dans tout le pays, bref, des pouvoirs qui permettent d'agir rapidement pour calmer la situation. Mais formellement, l'état de guerre sera levé ».

On ne saurait être plus clair. Depuis un an, le pouvoir a d'ailleurs eu le temps de mettre en place toute la législation nécessaire pour que la forme ne change rien au fond, et que l'appareil répressif soit assuré de pouvoir « agir rapidement ».

Jacqueline ALLIO

En ce qui concerne la situation économique, les chiffres parlent d'eux-mêmes. De mois en mois, la production n'a cessé de baisser. Les données fournies par l'Office des statistiques pour 1982, comparées à celles de l'année 1981 — qu'on ne saurait qualifier de « bonne » année ! — indiquent une diminution de la production oscillant entre 7 et 14 % pour les six premiers mois de l'année 1982, et l'on sait qu'elle a encore chuté depuis lors. Même dans le secteur du charbon, où tout a pourtant été fait pour parvenir à une augmentation de la production, les résultats sont loin d'être brillants. Certes, en mai 1982, la presse officielle pouvait proclamer une hausse de la production de 23,3 % par rapport à mai 1981. Mais la comparaison avec mai 1980 — avant l'explosion des grèves d'août — indique, elle, une diminution de la production de 27,7 % ...

Comme l'affirme un économiste de Solidarité, « la proclamation de l'état de guerre, en dépit des immenses coûts matériels, moraux et politiques, n'a contribué en rien à une solution des problèmes de l'économie polonaise : dette étrangère, asphyxie de l'économie par manque de matières premières, inflation, crise dans l'agriculture ... (3) ».

Les « programmes opérationnels », conçus pour assurer la réalisation de quelques priorités limitées dans le domaine de la production, sont devenus un système de gestion en soi, la plupart des directeurs des grandes entreprises étant parvenus à se faire inscrire sur la liste des « prioritaires » par le jeu habituel des pots de vin et de la lutte de fractions interbureaucratique. Quant aux implications des contrats spécifiques passés avec le Kremlin dans une série de secteurs industriels, tel que le textile, elles sont imprévisibles.

Pour pallier le manque de matières premières, il a en effet été conclu que certaines entreprises menaçant de fermer leurs portes travailleraient désormais directement pour le marché soviétique, lui livrant 85 ou 90 % de leur production, après transformation des matériaux reçus d'URSS. Etant donné que le dixième de la production de ces secteurs seulement arrive sur le marché polonais alors que les ouvriers, eux, touchent un plein salaire — même s'il est très bas —, une telle mesure est un facteur évident d'inflation.

La politique de privilèges accordés à l'armée, à la police et à la milice est par ailleurs un facteur non négligeable de désorganisation du marché intérieur. Un ouvrier de l'usine Polar relevait que, pour le seul mois de septembre, 1 153 machines à laver et 589 frigidaires — articles excessivement rares sur le marché polonais — avaient été vendus à la centrale commerciale militaire ...

Une telle orientation économique se fait bien sûr aux dépens des couches laborieuses les plus pauvres, comme le confirment aussi bien les données partielles de la presse officielle que les analyses parues dans la presse clandestine. « Dans les conditions d'une crise si pénible — 40 % de baisse du niveau de vie et paupérisation de larges couches de la société — les promesses de "primes à l'amélioration de la productivité du travail" sans augmentation globale de la masse salariale se traduiront, dans la pratique, par le fait que les pauvres deviendront encore plus pauvres, et les riches encore plus riches. (4) »

Comment une réforme économique aurait-elle la moindre chance d'aboutir dans de telles conditions ?

C'est bien parce qu'ils ont des doutes à ce propos — et non parce qu'ils se soucient le moins du monde des travailleurs polonais — que les capitalistes se sont fait tirer l'oreille pour allouer de nouveaux

crédits à la Pologne. Si les banquiers occidentaux ont fini par consentir de nouveaux prêts à la junte polonaise à condition que soient abolies les mesures répressives ... d'ici août 1983, c'est plus en raison des risques que représenterait une mise en faillite de la Pologne pour le monde de la finance internationale et parce qu'ils espèrent toujours en la capacité de la bureaucratie polonaise de rétablir un minimum d'« ordre » sur le plan économique.

### LE CASSE-TÊTE DES GÉNÉRAUX-BUREAUCRATES : LE RÉTABLISSEMENT DE L'ORDRE

Le problème des généraux-bureaucrates est donc bien de savoir comment venir à bout de ce qu'ils nomment le « désordre ». Ce désordre permanent qui s'est traduit depuis un an par des grèves incessantes, même si elles étaient souvent isolées et durement réprimées ; par des manifestations de rue innombrables, qu'il s'agisse d'affrontements minoritaires violents ou d'imposantes mobilisations rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes ; par des démonstrations de toutes sortes de l'opposition massive à la junte militaire.

Comment se targuer d'avoir rétabli l'ordre, alors que l'existence d'une presse clandestine comprenant des centaines de publications témoigne de l'ampleur du mouvement de résistance ? Comment se vanter d'avoir fait taire l'ennemi quand les émissions clandestines de radio persistent et se multiplient en dépit de tou-

1. Interview du général Jaruzelski au *Guardian*, 15 novembre 1982.

2. Interview de W. Konarski au *Quotidien de Paris*, 13 novembre 1982.

3. KOS numéro 17, in *Bulletin d'information de Solidarnosc* numéro 42, Paris, 10 novembre 1982.

4. *Nas Czas* numéro 3, 4 octobre 1982.

tes les saisies d'émetteurs annoncées à grand fracas à la télévision (5) ? Comment espérer avoir rallié les couches privilégiées, alors que les acteurs et les metteurs en scène poursuivent le boycott systématique de la télévision, initié au lendemain du 13 décembre ? Cette forme de protestation, dont peu de gens s'attendaient à ce qu'elle dure au-delà de quelques semaines, vaut d'être soulignée car, outre les restrictions matérielles très importantes qu'elle implique pour ceux qui la mènent, elle montre que la junte n'est pas arrivée à briser l'alliance entre les ouvriers et les intellectuels, qui a représenté un des points forts de la révolution polonaise, à partir des grèves d'août 1980.

Comment d'ailleurs les militaires pourraient-ils prétendre dominer la situation, alors que la création des nouveaux syndicats « justifiant » la mise hors la loi de Solidarité se heurte à un boycott massif de la part de la classe ouvrière ? Un boycott tel que même les offres alléchantes du genre de celle des Chemins de fer polonais proposant une augmentation de salaire et un séjour de six semaines dans un pays socialiste de leur choix à ceux qui accepteront de se joindre aux groupes d'initiative pour créer les nouveaux syndicats n'y font rien. Jusqu'à présent, à peine 3 % des 40 000 entreprises du pays ont réussi à réunir les 15 candidats nécessaires à leur mise en place.

On comprend dès lors le ton désabusé du ministre des Affaires sociales affir-

mant, dans une interview, que la loi sur les syndicats indépendants avait fait subir à l'opinion publique « un choc post-opératoire dont les effets ne sont pas encore passés. Les gens sont amers, pleins de ressentiment, méfiants, prudents et remplis de crainte devant l'ostracisme possible des autres. (...) La formation des nouveaux syndicats prendra au moins deux à trois ans. (6) » Le rétablissement de l'ordre, version Jaruzelski, n'est donc pas plus tangible que celui de l'économie.

### LE PROJET D'«ENTENTE NATIONALE»

Qu'en est-il alors des progrès concernant l'« entente nationale » ? A en croire les chiffres donnés par la presse clandestine sur le nombre de prisonniers politiques, ils sont 5 000 ou plus à avoir déjà été condamnés à des peines de 3, 4 voire 10 ans d'incarcération. Et 5 000 autres seraient en attente d'un procès. C'est beaucoup pour un gouvernement qui se targue d'être le champion de la concorde nationale.

A défaut de manier la carotte, on brandit donc le bâton, quand on n'a rien à concéder à l'adversaire. A la veille de la levée probable de l'état de guerre, c'est bien ainsi qu'il faut comprendre l'attribution de pouvoirs spéciaux au gouvernement, qui lui permettront de proclamer l'état d'exception, si nécessaire. C'est éga-

lement ainsi qu'il faut comprendre le redéploiement dans les campagnes polonaises des « groupes opérationnels » mis en place l'an dernier pour préparer la loi martiale. La junte espère, par ce moyen, pouvoir calmer les plus récalcitrants. Qu'elle y parvienne, c'est une autre affaire. Car l'une des leçons de l'année écoulée, c'est justement que les travailleurs ne se laissent pas facilement intimider. Malgré la répression et les milliers de licenciements, on ne saurait dire que l'insolence de la classe ouvrière polonaise ait notablement diminué.

La perspective d'une « entente nationale » est, de plus, d'autant moins près de se voir concrétisée que le pouvoir est profondément divisé sur l'attitude à adopter vis-à-vis de Solidarité. On pourrait n'y voir qu'une lutte de fractions traditionnelle au sein du POUP, et sans grande importance, si le parti lui-même ne se trouvait pas dans un état de délabrement complet.

« Choisissez entre la licenciement et la prison, ou l'adhésion au POUP », a-t-on dit aux travailleurs du dépôt des transport en commun de Poznan surpris en état d'ivresse ou en flagrant délit de vol. « Si tu as un emprunt à rembourser, adhère aux Jeunesses socialistes et nous l'annulerons », affirme en écho le président de l'organisation de jeunesse liée au POUP de Bialystok : « Nos réunions n'ont pas lieu très souvent. (...) Peu importent tes opinions, seule compte ta présence. (7) » Comme le dit un ouvrier de Gdansk, « la situation est difficile, car nous manquons de perspectives, mais ces messieurs qui nous gouvernent en ont encore moins ».

### LES TRAVAILLEURS POLONAIS ET L'ATTITUDE DE L'ÉGLISE

Face à cela, les ouvriers ont clairement perçu l'appel de la hiérarchie catholique les incitant à ne pas faire grève à la veille du 10 novembre comme le résultat d'un marchandage avec le pouvoir aux dépens du mouvement de résistance. « Il nous a lâchés », se seraient alors exclamés de nombreux dirigeants clandestins de Solidarité, en parlant de Mgr Glemp, primat de Pologne. Le problème est plutôt de savoir si Mgr Glemp les a jamais soutenus dans leur volonté de défendre, sans transiger, les intérêts des travailleurs.

Certains militants, plus lucides, n'attendaient d'ailleurs déjà plus grand chose du primat : « Peut-être le prélat adopte-t-il à dessein une attitude d'humilité dans l'espoir d'inciter le pouvoir à la bienveillance envers l'Eglise ? Mais un tel choix est un choix naïf. (8) » Evoquant la manière dont l'Eglise avait accepté, au lendemain du 13 décembre, de renoncer aux

OFFRE SPECIALE

Dix numéros d'Inprecor  
sur la Pologne pour 45 FF



A la veille du 1er anniversaire du coup de force militaire des bureaucrates polonais contre les travailleurs de ce pays et leur syndicat Solidarité, Inprecor propose à ses lecteurs et lectrices une offre spéciale pour une collection de dix numéros consacrés à la Pologne, qui peut être un instrument intéressant de formation, d'information et de débat pour les militants et sympathisants de la IVe Internationale, comme pour tous ceux qui se sont mobilisés en soutien à la lutte des travailleurs polonais.

Ces dix numéros d'Inprecor couvrent la période qui va du 21 décembre 1981 au

13 septembre 1982, soit au total 110 pages d'analyses, de prises de position des instances de la IVe Internationale et de documents du mouvement clandestin de Solidarité.

Pour vous procurer ces dix numéros d'Inprecor, vous devez adresser votre chèque bancaire ou postal (45 FF) libellé à l'ordre de PEC, à :

Inprecor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France, en ajoutant la mention *Collection Pologne*.

Ces collections sont aussi disponibles à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis (métro Nation), 75011 Paris.

5. Un relevé qui est loin d'être exhaustif indique que de telles émissions ont eu lieu régulièrement, d'avril à octobre, dans au moins six villes du pays.

6. Interview de S. Ciosek à *Polityka* (le Monde, 7 janvier 1982).

7. Bulletin d'information de Bialystok numéro 30.

8. KOS numéro 16, in *Bulletin d'information de Solidarnosc* numéro 40, Paris, 27 octobre 1982.

lettres pastorales lors de la messe retransmise chaque dimanche par les médias, « facilitant ainsi la tâche aux autorités polonaises », de même que le compromis passé à propos de la visite du pape, un autre militant accuse sans détours l'Eglise d'avoir « collaboré avec la propagande de la République populaire de Pologne » et d'avoir fait preuve « d'un empressément digne de loyalistes apeurés et naïfs » qui évoque « la continuation d'une tradition pas toujours brillante de la position de l'Eglise polonaise (9) ».

Il est évident que la hiérarchie catholique défend ses propres intérêts et n'épouse le mouvement des masses que pour autant qu'elle se sente menacée de perdre son crédit si elle ne le faisait pas. Un mouvement aussi puissant que l'était Solidarité avant le coup de force de Jaruzelski représentait pour elle une menace beaucoup plus qu'un allié, mais elle ne pouvait faire autrement que de soutenir ses exigences. Les difficultés actuelles du mouvement de résistance lui permettent de se réaffirmer comme puissance indépendante, susceptible de prétendre jouer un rôle d'arbitre dans la lutte opposant la classe ouvrière à la bureaucratie, dans le cadre de la recherche d'un compromis avec cette dernière. La volonté de l'épiscopat de se soustraire à la pression directe des masses — et aux critiques qui s'expriment pour la première fois de manière aussi crue — se traduit entre autres par la proposition faite récemment par Mgr Glomp, dans une homélie, « qu'il y ait des catholiques dans les assemblées communales, dans les conseils de voïvoïdie, dans les ministères et à la Diète ». Leur présence aurait l'avantage de faire tampon et de laisser les mains plus libres aux dirigeants de l'Eglise.

Il serait injuste, néanmoins, de laisser entendre que tous les prêtres épousent les vues de leurs supérieurs. Les récits d'arrestations et de tabassages de curés soutenant les initiatives du syndicat clandestin ne manquent pas, et l'on ne compte plus le nombre de ceux qui se voient déplacés de leur poste par la hiérarchie catholique elle-même, lorsque leurs activités témoignent d'une trop grande sympathie pour les vues du mouvement de résistance.

Il n'en reste pas moins qu'en négociant la libération de Lech Walesa et la visite du pape en Pologne contre son engagement à renouveler ses appels à la paix sociale, l'épiscopat a montré sans ambiguïté aucune quel camp il choisissait. Il est significatif, d'ailleurs, que les uns et les autres comptent tellement sur Lech Walesa pour mettre l'opposition clandestine en difficulté. « La décision de Lech Walesa d'engager le dialogue avec le pouvoir sur les problèmes de l'entente nationale (...) constitue un désaveu de cette opposition et de sa politique de confrontation », écrit par exemple le quotidien du Parti communiste français (PCF), *l'Humanité*, le 13 novembre dernier. Ce que sera le rôle de Walesa dans la période qui s'ouvre, l'avenir le dira. Mais quelle que soit l'attitude qu'il adopte, il serait profondément erroné de croire que la po-

sition d'un seul homme — fût-ce un leader charismatique — soit à même de déterminer tout l'avenir du mouvement.

## LES PROBLEMES ACTUELS DU MOUVEMENT DE RESISTANCE

La grève du 10 novembre 1982 a été un révélateur des problèmes que connaît le syndicat, problèmes déjà évoqués dans un article précédent (10).

Les divers textes de ce dossier montrent bien qu'il ne sera pas facile de les résoudre et que cela prendra du temps. Un militant qui s'exprime dans la presse clandestine constate, par exemple, à propos des manifestations du 31 août 1982 : « Dans des dizaines de villes (...) il n'y avait presque pas d'organiseurs. Non seulement on ne les voyait pas, mais ils étaient tout simplement inexistantes. (11) »

Sans être aussi sévères, de nombreux ouvriers affirmaient, dès le mois d'octobre dernier, leur inquiétude quant à la légèreté avec laquelle la Commission provisoire de coordination de Solidarité (TKK, direction clandestine) avait, selon eux, appelé à une grève générale qu'ils ne se sentaient pas en état d'assumer. « Beaucoup pensent que le moment est mal choisi et que huit heures de grève, actuellement, c'est trop difficile dans une entreprise militarisée. Nous ne critiquons pas la direction nationale, mais il y a un manque de coordination », affirmait un ouvrier des chantiers navals de Gdansk, à la veille de la grève du 10 novembre. Mais il précisait par ailleurs : « Non, les ouvriers n'ont pas peur. Ils sont seulement plus méfiants, plus prudents. (12) »

De fait, la grève n'a pas été suivie. Comment aurait-il pu en être autrement alors que, depuis une semaine, tous les ouvriers se trouvant à un poste clef de la production avaient un militaire dans le dos ? Mais ceux qui souhaitent ardemment la mort du mouvement de résistance auraient tort de prendre leurs désirs pour des réalités. Non seulement des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue le lendemain même du 10 novembre, mais les ouvriers des chantiers navals de Gdansk s'apprétaient à entrer en grève fin novembre au moment de la libération de Lech Walesa, « pour effacer l'échec du 10 ».

Non, la mise hors la loi de Solidarité ne signifie pas sa mort. Les travailleurs qui ne croient plus à une quelconque possibilité d'entente nationale et qui l'ont affirmé avec force après la délégalisation du syndicat, n'ont pas changé d'avis en une nuit, parce que Lech Walesa a été libéré. Car, même si cette décision du pouvoir suscite beaucoup d'espoirs et passablement d'illusions, l'incapacité de la junte à modifier quoi que ce soit dans la situation économique, et l'accentuation de la répression, ne peuvent que convaincre beaucoup de militants du bien-fondé des propos de Wladyslaw Frasnyski juste avant son arrestation : « Il est impossible que des syndicats autogérés existent dans une société qui n'est pas autogérée. » Depuis lors, l'ancien président de Solidarité pour la région de Wroclaw et membre

de la TKK a été condamné à six ans de prison.

Le problème est donc moins de savoir si le mouvement de résistance est à un tournant et s'il entre dans une période de reflux, que de savoir comment il va se préparer à un affrontement inévitable, même s'il est différé. « C'est se faire des illusions que de penser qu'on pourra prendre ce pouvoir à l'appât d'une offre de concessions a priori. Dans ce jeu, nous sommes le poisson et non pas le pêcheur. C'est le WRON qui tient la ligne en mains. Tant que cela ne changera pas, aucun représentant de Solidarité ne pourra signer une entente ou même une capitulation ; tout ce qu'il pourra signer, c'est une WRON-liste. La voie vers la table des négociations passe par l'épreuve de force. (13) »

Cette épreuve de force, il faut donc la préparer. La seule arme que les travailleurs aient entre leurs mains à cet effet, c'est — et cela reste — la grève générale. Mais pour la mener à bien, il faut d'abord que le mouvement soit capable de faire face à une série de tâches. « Il faut s'organiser et s'organiser encore », afin de pallier les carences de structures de coordination défaillantes ou inexistantes. La préparation de l'autodéfense des entreprises et le travail en direction de l'armée et de la milice — dont il a souvent été question dans les débats de la presse clandestine sans que beaucoup d'initiatives soient prises dans ce sens — font également partie des tâches essentielles qui attendent le mouvement.

Mais le problème fondamental et particulièrement criant après l'échec du 10 novembre, c'est celui de sa direction. Une direction collective capable d'être en prise sur la réalité du mouvement clandestin et d'avancer des perspectives programmatiques et des modalités tactiques indiquant aux travailleurs la voie à suivre. Peut-être la Commission interrégionale de défense de Solidarité (MKO), qui regroupe aujourd'hui des représentants ouvriers de 16 régions et travaille à l'élaboration d'un programme d'action, pourra-t-elle à l'avenir contribuer à la constitution d'une telle direction (14).

Ce qui est certain, c'est que le mouvement clandestin a plus que jamais besoin de notre soutien internationaliste. Pour empêcher son isolement. Pour l'aider au plan matériel. Pour l'appuyer dans sa lutte pour la libération de tous les prisonniers politiques. Pour la restauration des droits démocratiques et syndicaux. Pour que vive Solidarité. ■

Jacqueline ALLIO  
25 novembre 1982.

9. Kierunski numéro 21, in *Bulletin d'information de Solidarnosc* numéro 41, Paris, 4 novembre 1982.

10. *Inprecor* numéro 136 du 8 novembre 1982.

11. *Bulletin d'information de Solidarnosc* numéro 42, Paris.

12. *Matin de Paris*, 11 novembre 1982.

13. *Tygodnik Mazowsze*, in *Bulletin d'information de Solidarnosc* numéro 28, Paris..

14. Sur cette structure, voir *Inprecor* numéro 136 du 8 novembre 1982.

# Un membre du Bureau politique du POUP parle des grèves, de l'église et de la signification de la levée de l'état de guerre

**N**OUS publions ci-dessous des extraits d'un exposé de Tadeusz Porebski, ancien recteur de l'Ecole polytechnique de Wrocław, membre du Bureau politique (BP) du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) et premier secrétaire de ce parti pour la région de Wrocław (Basse-Silésie). Cet exposé, fait

devant les dirigeants locaux du POUP du département de Wrocław, enregistré clandestinement à la mi-octobre, jette une lumière crue sur les projets des bureaucrates et montre quelle sorte de langage ils tiennent quand ils s'adressent aux leurs. ■

Tadeusz POREBSKI

(...) Tout d'abord, quelques mots sur la situation politique. Pratiquement, si on compte la journée d'aujourd'hui, vendredi 15 octobre, cela fait trois jours que nous assistons à des tentatives de semer le désordre dans trois entreprises de Wrocław. Il s'agit de Delta-Hydral — ou si vous préférez son ancien nom WSK —, de l'entreprise de réparation du matériel ferroviaire ZNTK, et de la fabrique de machines à laver et de réfrigérateurs Polar. (...)

## « LES TROUBLES »

L'agitation a commencé mercredi 13 à Delta-Hydral, assez tôt, par un arrêt de travail dans un des départements de production. Cet arrêt a été suivi par celui des chaînes de montage — c'est-à-dire, en un mot, par les ouvriers de cette entreprise — et c'est alors que s'est constituée une manifestation parcourant l'entreprise, qui, selon les moments, a rassemblé de 200 à 1 000 personnes, ou plus.

(...) En ce qui concerne Delta-Hydral, ce serait l'information prétendument donnée par le journal télévisé de la veille, sur le déroulement d'une réunion du parti au cours de laquelle il aurait été voté que les travailleurs de Delta-Hydral soutenaient la nouvelle loi syndicale votée par la Diète, qui a servi de prétexte aux troubles. Je n'ai pas personnellement regardé ce journal télévisé, mais j'ai été présent à une de ces réunions : il est évident que les travailleurs ont été trompés, car les organisations du parti votaient de telles résolutions en leur nom propre, conformément aux directives du BP du POUP, selon lesquelles une telle démonstration de soutien pour cette loi syndicale était nécessaire.

Divers slogans ont été criés, comme « Libérez les internés ! », « A bas le parti ! », enfin, les slogans qu'on entend habituellement lors de tels troubles. (...)

Je voudrais mentionner que les trois entreprises en question sont militarisées et qu'elles sont toutes les trois dans le même quartier. Ce n'est pas un hasard. Je pense qu'il s'agit d'une épreuve de force consciemment organisée.

Le même jour, à la même heure, il y a eu un meeting à la ZNTK qui a duré trois heures. (...) Le prétexte était le même : la fausse information concernant Delta-Hydral à la télévision.

Le jour suivant (le jeudi 14 octobre), après la fin des troubles dans les deux entreprises précédentes, un rassemblement similaire, organisé selon le même schéma, a eu lieu à Polar. Cette fois-ci, le prétexte c'était « la solidarité avec Hydral ». Au moment culminant, 2 000 personnes ont pris part à ce meeting.

## QUE FAISONS-NOUS ?

Que faisons-nous en conséquence ? A Delta-Hydral, le département de cadres techniques a été dissous. Il s'agit, à lire des tracts qui depuis plusieurs semaines s'envolent de l'immeuble, du moteur des troubles et de la production des tracts. De plus, car les gens qui y travaillent portent une combinaison reconnaissable, ce sont eux qui ont été à l'origine de la manifestation dans l'entreprise. Le département de production, où tout a commencé, a été dissous également. Nous sommes en train de procéder à une vérification des travailleurs, à la suite de laquelle une partie d'entre eux — les plus actifs dans le passé et maintenant — ne sera pas réembauchée. La même initiative sera prise dans les deux autres entreprises.

## LES MANIFESTATIONS ET LEUR COMPOSITION

(...) D'autres troubles qu'il faudrait mentionner ici — et que vous connaissez déjà par les informations laconiques parues dans la presse — ont été, d'une part, la nouvelle tentative de manifestation devant la plaque commémorative de la naissance de Solidarité à Wrocław. 500 per-

sonnes y ont pris part durant deux à trois heures (certains venaient, d'autres repartaient). Il s'agit donc d'un événement de moindre importance qu'auparavant. (...) Mais nous devons remarquer un fait dangereux : cette fois — contrairement au mardi 31 août, où les entreprises étaient calmes — nos adversaires ont réussi à semer le trouble au sein des entreprises.

D'autre part, des troubles plus graves ont eu lieu à la sortie de la messe de la cathédrale à 18 h 30. Après la dispersion de ceux qu'on peut considérer comme étant des fidèles, 1 500 personnes ont commencé à parcourir la ville. On a donc procédé à la liquidation de cette manifestation, il faut le dire, cette fois-ci de façon plus efficace.

Notons que la messe de la cathédrale, le mercredi 13 octobre, avait été chauffée à blanc par une homélie, bien que des discussions aient été menées avec chaque prêtre et chaque curé pour les mettre en garde et leur expliquer ... avant le vote de la loi syndicale. Cela alors qu'une grande partie des prêtres a fait preuve de neutralité à cette occasion, conformément à nos conseils.

Si on peut penser que les arrestations donnent une image plus ou moins fidèle de la composition des manifestations, alors, sur environ 220 personnes arrêtées — dont certaines ont été interrogées, passées devant les tribunaux, ou libérées s'il n'y avait aucune preuve de leur culpabilité — plus de 150 avaient moins de 25 ans. 160 d'entre elles étaient des jeunes ouvriers. Ces proportions se retrouvent lors des troubles précédents. Enfin, parmi les arrêtés, il y avait également quelques étudiants et élèves, ces derniers, une quarantaine, donc moins de 20 %, les étudiants étant encore moins nombreux. Il est caractéristique que, dans ces manifestations, il n'y ait quasiment pas de gens ayant une formation supérieure achevée.

## LA LOI SYNDICALE

(...) Passons à un second point : la question des syndicats. Je voudrais souligner ici — bien que ce qui se passe ne soit malheureusement pas une démonstration de cette thèse — que nous voudrions que ces groupes d'initiative soient composés de militants authentiques du mouvement, jouissant d'autorité... c'est-à-dire, en un mot, qu'on ne fasse pas de force des syndicats du parti. (...) Par ailleurs, une partie des organisations de base du POUP n'ont pas voulu voter des résolu-





Le 29 août, dans l'église Stanislas de Varsovie. (DR)

tions de soutien à la loi syndicale. C'est une petite frange, mais elle existe.

En ce qui concerne ces groupes d'initiative, les premiers devraient voir le jour dès ce mois-ci (octobre) mais, comme je l'ai dit, nous avons demandé à tous de ne pas se presser, et en particulier de ne pas créer ces groupes d'initiative sur la base des seuls membres du parti ou presque. Ceux-là, si nous voulons travailler avec eux, nous les avons dans nos rangs. Il s'agit d'attirer des sans-parti, la jeunesse, c'est le sens de nos directives. (...) Je voudrais donc, si vous faites des réunions, que vous expliquiez cette question, car certains pourraient penser qu'on prend du retard et faire des bêtises lors de la création de ces groupes d'initiative syndicale.

En ce qui concerne l'Organisation internationale du travail (OIT), je voudrais souligner que notre gouvernement a reçu des recommandations des experts de l'OIT et non pas de l'OIT en tant que telle. (...) Il y a là dedans deux questions qui ne sont pas en accord avec ce qui se passe habituellement dans les syndicats et avec ce que l'OIT considère comme acceptable : la question de la dissolution de tous les syndicats par la Diète et non pas par le tribunal (la pratique dans le monde est différente), et le fait qu'on crée un seul syndicat, bien que la loi prévoit la possibilité qu'il y en ait plusieurs, mais c'est suspendu pour trois ans. (...) En ce qui concerne cette seconde question, nous avons bien sûr tous conscience qu'il s'agit là d'un viol des principes admis par l'OIT. (...)

### L'ATTITUDE DES PAYS CAPITALISTES

Il est caractéristique, je voudrais le mentionner ici, un jour peut-être cela vous sera utile, que nous fassions une erreur — on sait pour quelles raisons — en disant que nous avons affaire à une attitude négative des pays capitalistes en général face à ce qui change dans notre pays, face à la question syndicale. On devrait dire plutôt que l'attitude vient des pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN). (...) Les spécialistes disent qu'en ce qui concerne certains d'entre eux, il y a là plus de bruit que d'actions concrètes,

mais deux, voire trois pays semblent assez décidés sur ce point : les USA, l'Allemagne fédérale et également la France, bien que, toujours selon l'opinion des spécialistes, la France se prépare très énergiquement à la rencontre François Mitterrand-Leonid Brejnev. Donc, on pourrait également analyser cela comme étant du bruit sans conséquences sur la politique vis-à-vis des pays de l'Est.

Mais ne nous perdons pas en conjectures. En revanche, en pratique, la Pologne n'a pas été attaquée par les autres pays — dont les pays capitalistes — à l'Organisation des Nations unies (ONU). En fait, nous avons la compréhension, pour ne pas dire la sympathie, des pays de l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud ; il n'y a pas d'attaques de ce côté. Il n'y a pas non plus d'agression de la part des pays d'Afrique ni d'autres pays, à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. (...) La perte du statut commercial de « nation particulièrement favorisée » avec les USA signifie pour nous (...) une perte de l'ordre de 40 à 60 millions de dollars, sur les 200 millions de dollars que nous rapportent les exportations vers ce pays. (...)

### « NOS RELATIONS AVEC L'ÉGLISE »

Enfin, nos relations avec l'Eglise. Il y a des rencontres — sur lesquelles vous avez lu des informations laconiques — entre les représentants des autorités de l'Etat et ceux des autorités ecclésiastiques. Dernièrement, cela concerne la visite du pape Jean-Paul II. L'Eglise — selon les informations en ma possession — la voudrait éclatante et surtout très longue. (...) De notre côté, nous posons la condition de déterminer le caractère de cette visite et de ce que le pape, du point de vue politique, voudra soulever. Nous exigeons que cette attitude soit clairement exprimée avant la visite du pape. Nous voulons savoir ce que le pape amène comme bagage politique. D'où ces discussions actuelles. Le primat de Pologne, Mgr Glemp, a envoyé à ce sujet une lettre au camarade Jaruzelski et, en réponse, les conditions ont été précisées. (...) Bien que Glemp ait voulu très instamment rencontrer le camarade Jaruzelski durant ces der-

nières semaines, il s'est abstenu quand il a vu que la loi sur la liquidation des syndicats allait être votée par la Diète. De notre part, nous avons prévenu l'Episcopat qu'en cas d'actions répétées et de l'utilisation des messes contre l'Etat et contre l'ordre, nous allions :

1) mener des polémiques publiques ; on lèvera l'embargo sur les informations concernant les pratiques de l'Eglise. Nous en avons déjà eu l'exemple dans le journal d'hier, où il a été dit clairement que c'était tel prêtre qui était l'organisateur de telles affaires ;

2) commencer des enquêtes du parquet contre ceux des prêtres qui se livrent à une activité clairement anti-Etat dans leurs homélies.

Ce ne sera pas une chose simple, l'affaire est compliquée et a aussi des aspects disons négatifs, mais là l'Etat doit faire quelque chose pour qu'on ne pense pas que l'Eglise peut tout se permettre à ce sujet. Le gouvernement ne veut pas entamer une lutte avec l'Eglise — nous n'avons pas besoin de nouveaux fronts de lutte. Il y a une vieille thèse qui dit que « plus nous sommes forts, plus faibles sont nos adversaires », et donc aussi l'Eglise. Alors, si un jour nous voulions disons limiter les possibilités de l'Eglise, cela ne pourra avoir lieu que quand les temps auront changé ... Je le dis, car souvent, lors des réunions du parti, il y a des cris du genre : « Finissez-en avec cette Eglise ! » On peut certes crier, mais la réalité est ce qu'elle est, et nous devons composer avec. (...)

### « FORMELLEMENT, L'ÉTAT DE GUERRE SERA LEVÉ »

Pour finir, la question de l'état de guerre. En ce qui concerne la levée de l'état de guerre, nos décisions n'ont pas changé. Aujourd'hui, la direction du parti et de l'Etat veut procéder à cette levée de l'état de guerre vers la fin de l'année. Malgré les deux derniers événements, ceux du mardi 31 août et ceux tout récents (10 octobre), nous n'avons pas changé notre décision. On a devant nous au moins deux dates anniversaires — le mercredi 10 novembre et le lundi 13 décembre —, on verra ... L'idée, c'est que, tout en levant ou en suspendant l'état de guerre, on donne au gouvernement les pouvoirs spéciaux : je pense, par exemple, à la militarisation des entreprises comme forme de renforcement de la discipline des travailleurs, à la proclamation de l'état d'exception dans certains départements et peut-être dans tout le pays, c'est-à-dire de pouvoirs qui permettent d'agir rapidement pour calmer la situation. Mais — formellement — l'état de guerre sera levé. Je souligne une fois encore que, pour le moment, notre volonté demeure inchangée par rapport à la déclaration à la Diète du camarade Jaruzelski. ■

Tadeusz POREBSKI  
Wroclaw, mi-octobre 1982.

## Deux militants clandestins témoignent...

**N**OUS publions ci-dessous de larges extraits de deux témoignages de dirigeants clandestins de Solidarité, recueillis en Pologne par notre camarade Claude Sevrac, dans deux régions très différentes du pays, à Swidnik dans le sud-est du pays et en Silésie. Les témoignages — recueillis à mi-octobre — permettent de mieux comprendre la réalité de la résistance

### LA DISSOLUTION DE SOLIDARITÉ

A mon avis, la situation aujourd'hui est encore plus explosive qu'après le dimanche 13 décembre 1981. D'abord parce que la peur — qui était un phénomène de masse durant les premiers mois de l'état de guerre — a, sinon disparu, du moins décliné. Les gens se sont habitués, ils ont vu des internés qui sont rentrés, ils ont vu que les licenciés — en tout cas quand il s'agit d'ouvriers qualifiés — retrouvent du travail. Ici, à Swidnik, il y a eu plus de 3 000 licenciés en tout dans la fabrique d'avions, mais la plupart ont retrouvé du travail, car la production ne marchait pas sans eux : il est fréquent de voir le commissaire militaire licencier un gars un jour, et le directeur de l'entreprise le réembaucher le lendemain.

Un autre aspect, c'est le caractère fou de la répression : pour avoir ramassé un tract dans la rue, on risque sept ans de prison ; pour diriger une organisation politique clandestine, le prix est le même, il n'y a aucune échelle. Alors, les gens finissent par s'habituer à la répression, et comme la solidarité entre les réprimés est toujours forte, qu'ils savent qu'ils peuvent compter sur le soutien du syndicat, ils continuent à prendre des risques.

La délégalisation de tous les syndicats, le vendredi 8 octobre, a soudé les gens. Même ceux des syndicats de branches ou des syndicats autonomes — pour peu qu'il ne s'agisse pas d'arrivistes, mais de militants qui y croyaient — ont eu des réactions très violentes. Un ouvrier m'a même dit : « *Je ne serais pas étonné si demain ils célébraient une messe au Comité central, car ils n'ont plus aucun principe.* » Aucune équipe dirigeante n'a été aussi haïe que celle du général Jaruzelski. Cette haine, cette conviction profonde que c'est insupportable, voilà la base de la combativité actuelle.

Un autre élément de la situation, c'est la démoralisation des forces de répression. On sait que l'armée est considérée comme n'étant pas sûre : si Solidarité faisait sérieusement un travail en son sein, cela pourrait porter des fruits, et vite. Mais ce qui est nouveau, c'est la démoralisation des ZOMO. Cela fait trop longtemps qu'ils sont loin de chez eux. On a appris qu'il y a souvent des bagarres entre eux, qu'ils se tirent dessus parfois quand ils sont saouls. Ils sont corrompus et se livrent à des tas de trafics, de carburant en particulier. C'est important, car il

ne s'agit plus d'une phalange obéissante et prête à tout ; il se pourrait bien qu'un jour le désordre dans leurs rangs apparaisse dans la rue ...

Le boycottage des nouveaux syndicats est très massifs, car même si le projet du pouvoir est d'en faire avant tout une officine d'aide sociale, capable de distribuer un tas de petits privilèges pour attirer des gens, ce projet est utopique : du fait de la situation économique, il n'y a pas de carottes à distribuer.

### LA SITUATION DE SOLIDARITÉ

Ce qui fonctionne bien dans notre région, et au-delà dans toute la région de Lublin, c'est l'aide aux réprimés et la formation syndicale. Le second aspect est important : cela permet, en donnant des tâches à la jeunesse universitaire en particulier, d'éviter la coupure entre cette jeunesse et le reste du syndicat, comme c'est arrivé dans certaines autres régions. Mais cela ne veut pas dire pour autant que tout va pour le mieux. Il y a d'immenses difficultés de coordination entre les entreprises : les gens se méfient les uns des autres. S'ils ne se connaissent pas, ils évitent de chercher des contacts par crainte de se faire repérer. De plus, la police politique (SB) essaie parfois, comme à Przemysl, de faire elle-même la coordination, et cela ne peut que renforcer la méfiance des gens par la suite.

Mais le principal problème, c'est la désorientation politique de la majorité des directions : l'illusion de Jacek Kuron, selon lequel on peut stabiliser un compromis historique avec la bureaucratie, est encore présente chez de très nombreux cadres syndicaux. Cela entraîne des actions qui ont plus pour rôle de montrer au pouvoir qu'on existe que de faire évoluer le rapport des forces en notre faveur. Or, ce que veulent les travailleurs, ce sont des actions qui conduisent à des résultats, même limités : de moins en moins de gens — surtout parmi les plus politisés — sont prêts à prendre des risques pour ce qui apparaît comme une lutte symbolique. Et combien de temps pourra-t-on avancer les mêmes revendications sans donner des perspectives concrètes de lutte pour les arracher ?

Sans cela, les directions syndicales vont apparaître de plus en plus coupées de leur base, isolées, surtout si des erreurs tactiques se greffent sur cette absence de stratégie. Par exemple, le mot d'ordre de boycott de la presse officielle avait été

lancé en plein Mondial de football (juillet 1982) : c'est une attitude d'intellectuels, d'experts. Le travailleur, lui, va hésiter, faire les cent pas devant le kiosque, mais il finira par acheter ce journal qui, pour une fois, contient quelque chose qui l'intéresse ... Et la direction qui a pris une telle décision se déconsidère et déconsidère le syndicat.

Je suis très sceptique sur l'idée de la grève générale telle qu'elle est lancée aujourd'hui. Les travailleurs le disent clairement : une grève générale qui consisterait à s'enfermer dans les usines et à les occuper, cela ne changera rien. Car c'est la police qui déterminera dans ce cas la durée de la grève : les grèves s'arrêteront quand l'usine aura été prise d'assaut. Les effets des grèves précédentes — et au printemps il y avait des appels à la grève presque chaque semaine — pèsent également sur la conscience des travailleurs. Car ces grèves n'ont rien donné. En revanche, des milliers de travailleurs ont été licenciés et des centaines ont été emprisonnés. J'ai donc peur que les gens ne suivent pas la consigne de grève du mercredi 10 novembre, non par manque de combativité ou parce qu'ils seraient dépolitisés mais, au contraire, parce qu'ils pensent de façon politique et qu'ils voient que cette grève ne s'inscrit pas dans une perspective d'ensemble, qu'il s'agit une fois encore d'une action symbolique.

Les gens sont prêts à s'engager dans une lutte dure, mais à condition que la direction nationale de Solidarité présente une stratégie ouvrière d'ensemble. Ils sont même prêts à la grève générale, mais pour autant que cette grève débouche sur la question du pouvoir. Sans cela, ils pensent que c'est un jeu et les travailleurs ne sont pas des jouets.

S'il y a un programme d'ensemble, qui pose clairement la question du pouvoir des travailleurs, alors les gens seront prêts à de grands sacrifices, ils seront même prêts — comme cela a commencé à se faire dans une région — à aller s'engager dans l'armée pour y faire du travail. Mais personne n'acceptera des sacrifices sans perspectives. C'est donc là, aujourd'hui, la principale faiblesse de Solidarité : le manque de stratégie et d'une direction qui sait où elle veut aller et qui y va sans hésiter à chaque moment.

Propos recueillis par Claude SEVRAC  
Swidnik, octobre 1982.

## SUR LES MANIFESTATIONS

Je suis opposé aux manifestations de rue. D'une part, parce que c'est le terrain le plus favorable au pouvoir, qui peut les utiliser dans sa propagande en provoquant des troubles, puis en les utilisant pour salir notre mouvement. D'autre part, parce que le prix à payer pour ces manifestations est très élevé, sans rapport avec les résultats qu'on peut espérer. Même quand les autorités « tolèrent » de tels rassemblements, comme ce fut le cas le vendredi 3 septembre à Jastrzebie, où la police n'a pas attaqué les travailleurs rassemblés, tous sont filmés, puis convoqués quelques jours après et on leur inflige de très lourdes amendes : 18 000 à 20 000 zlotys (plus du double du salaire moyen officiel...) Les sommes à verser pour ces amendes finissent par absorber une bonne partie des finances du syndicat ce qui, bien sûr, rend notre activité beaucoup plus difficile.

Cela dit, les manifestations du mardi 31 août dernier n'ont pas eu que des aspects négatifs : le fait de montrer concrètement qu'il y a des dizaines de milliers de gens prêts à tout a été positif.



## LA RÉPRESSION

Tout le monde connaît les arrestations massives, les internements, les procès... Je voudrais attirer l'attention sur un autre aspect de la répression, moins connu. D'abord sur le fait que les contremaîtres ont tous les droits dans l'entreprise. De ce point de vue, c'est dans les mines de Silésie que la situation est la pire. Les contremaîtres y gagnent 50 000 à 60 000 zlotys par mois (salaire moyen officiel : 8 000 à 9 000 zlotys) et sont prêts à n'importe quoi pour ne pas perdre une situation aussi avantageuse. Or, c'est d'eux que dépend le salaire du mineur : suivant le poste qui lui est attribué, il gagnera 6 000 ou 30 000 zlotys. Et, avec 6 000 zlotys, on ne peut nourrir une famille en Silésie, où les prix sont plus élevés que dans les autres régions. Le second aspect, ce sont les licenciements. En juil-

let par exemple, six mineurs ont été licenciés d'une des mines pour une brouille : ils s'étaient adressés au commissaire militaire pour obtenir une autorisation de collecter de l'argent pour leurs camarades actuellement au chômage. Le commissaire a accepté et, trois jours plus tard, ils étaient licenciés à leur tour...

## LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE ET DE SOLIDARITÉ

Il faut le dire clairement : la classe ouvrière est aujourd'hui divisée. D'une part, parce que le pouvoir fait tout pour la diviser, suivant le vieil adage « *Diviser pour régner* ». Par exemple, il est évident que le décret numéro 199 — contre lequel Solidarité avait lutté avant le dimanche 13 décembre — qui fixe des salaires beaucoup plus élevés pour les mineurs, introduit une division objective : les autres travailleurs considèrent les mineurs comme des privilégiés, comme des gens peu sûrs...

D'autre part, il y a division du point de vue des perspectives. On pourrait dire qu'il existe trois courants. Le premier, radical, se prononce pour la lutte dans les rues, pour la prise du pouvoir tout de suite. Mais c'est irréaliste et ce genre d'aventurisme est dangereux. Le deuxième courant considère qu'il faut préparer les conditions d'une grève générale. Mais cela exige d'abord l'unité de tous les travailleurs et le renforcement de l'organisation et de la coordination. Une telle grève, avec autodéfense des entreprises, qui pourrait se transformer en une grève active si nous en sommes capables, mettrait le pouvoir en demeure, soit de céder la place, soit d'accepter un compromis. Et ce compromis sera d'autant plus favorable aux travailleurs qu'ils seront plus forts et mieux organisés : c'est notre force qui déterminera la nature du compromis. Quant au troisième courant, ce sont ceux qui ont perdu tout espoir et qui sont apathiques. Les deux premiers courants se retrouvent bien sûr dans la résistance, le troisième bien moins, évidemment.

Il faut enfin noter quelques phénomènes négatifs au sein de la résistance. Tout d'abord, les différents groupes ont tendance à se replier sur eux-mêmes, par peur du « flicage », ce qui rend difficile toute coordination et représente un handicap pour la circulation de la presse syndicale. La peur fait également que si beaucoup de gens sont prêts à prendre part à des initiatives au coup par coup, le nombre de ceux qui agissent quotidiennement dans les structures clandestines est en revanche beaucoup plus faible. Enfin, il faut noter que les initiatives appelées par les directions clandestines ne correspondent pas toujours à ce que les travailleurs sont prêts à faire. Par exemple, la grève de 15 minutes en mai a été un échec : en Silésie, ceux qui étaient prêts à prendre de gros risques pour un geste symbolique n'étaient pas nombreux.

Il faut donc dire clairement que nous devons nous orienter en fonction d'une lutte de longue durée car, pour faire une grève générale, il faut dépasser les divi-

sions actuelles et également avoir un programme clair et concret, qui nous manque aujourd'hui.

## LES DIFFICULTÉS DE CENTRALISATION DU SYNDICAT

La coordination des activités syndicales, c'est quelque chose d'essentiel. Il faut le dire, aujourd'hui nous n'en sommes encore qu'au début ; les conditions de clandestinité sont un frein évident et objectif en ce sens, mais je pense qu'avec le temps nous arriverons à une situation où, d'une manière ou d'une autre, chaque action sera décidée collectivement.

Sans jeter la pierre à la Commission provisoire de coordination (TKK) de Solidarité, car ces camarades travaillent dans des conditions très difficiles, il faut quand même noter que certaines de leurs décisions témoignent de leur isolement, de leur manque de contacts directs avec les entreprises. Par exemple, leurs appels à des manifestations au moment où la société dans son ensemble n'accepte pas les manifestations de rue. Ou des appels à des grèves qui ne sont pas toujours suivis, ce qui porte atteinte à la crédibilité du syndicat dans son ensemble.

C'est pour empêcher cela qu'a été créée la Commission interrégionale de défense de Solidarité (MKO), qui regroupe des travailleurs des grandes entreprises. Il ne s'agit pas là d'une structure concurrente. Au contraire, ces travailleurs veulent aider la TKK, grâce à leur insertion dans les usines. Actuellement, le MKO recouvre 13 régions, la plupart de ses membres sont des ouvriers et tous ont eu, à des niveaux divers, des responsabilités dans le mouvement avant la guerre.

Il existe enfin une autre structure nationale, créée sur le littoral de la Baltique, la Seconde Commission nationale (II KK). Elle regrouperait une cinquantaine d'entreprises.

## LES PERSPECTIVES

Je l'ai dit, nous devons préparer la grève générale. Mais il faut ajouter immédiatement que ce n'est pas une perspective immédiate : aujourd'hui, la grève générale est irréaliste. Il nous faut d'abord créer une forte structure nationale, renforcer les liens entre les multiples groupes clandestins d'entreprises, afin que l'information et le débat puissent circuler largement.

Il nous faut ensuite dépasser les divisions actuelles en présentant un programme et des buts précis qui puissent mobiliser tous les travailleurs, quelles que soient leurs croyances religieuses ou leurs options idéologiques. Rien ne sera possible si les travailleurs ne constituent pas un mouvement de masse organisé.

Quant aux buts, il faut montrer le lien entre la lutte actuelle pour des objectifs souvent limités et notre but général qui est le pouvoir des travailleurs. ■

Propos recueillis par Claude SEVRAC  
Silésie, octobre 1982.

## Manifestations de rue, organisation dans les entreprises et stratégie de la grève générale

**A**L'APPEL de la Commission nationale de coordination (TKK) de Solidarité, des manifestations de rue ont eu lieu dans tout le pays, le mardi 31 août dernier. C'est le 1er mai 1982 que Solidarité a eu recours à cette forme de lutte pour la première fois, et la classe ouvrière a acquis toute une expérience dans ce domaine au cours des mois qui ont suivi, au travers de manifestations de plus en plus fréquentes dans diverses régions du pays.

La question du rôle des manifestations de rue a d'ailleurs

été au centre d'une polémique entre le Comité régional de grève (RKS) de Wrocław, dirigé par Władysław Frasyniuk, arrêté depuis par la police, et « Solidarité combattante », dont le représentant le plus connu est Kornel Morawiecki (1).

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article de la rédaction d'*Inprekor* en polonais, publié dans son numéro 6 (août-septembre 1982), et consacré à l'analyse des débats qui traversent Solidarité sur ce thème.

Rédaction d'« INPREKOR »

« Les manifestations sont une forme supérieure de la lutte à laquelle il faut préparer la société pour éviter un spontanéisme dangereux. Il s'agit de la forme la plus efficace de protestation, car elle engage non seulement les grandes entreprises — comme c'est le cas pour une grève avec occupation — mais toutes les forces sociales actives. Les manifestations organisées simultanément dans l'ensemble du pays ne peuvent être réprimées par le pouvoir », pouvait-on lire dans un bulletin clandestin de Basse-Silésie, dès le mois de mai. Et les auteurs poursuivaient : « Cette forme de protestation est la voie la plus sûre pour obliger le pouvoir à reculer. Pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale, une organisation capable de diriger la lutte de la population existe en Pologne. Nous ne pouvons laisser passer cette chance. Il faut un centre qui coordonne toutes les actions de protestation et, d'autre part, il faut que la société elle-même s'organise sur les lieux de travail et d'habitation. Il faut élaborer une nouvelle stratégie et une nouvelle tactique du mouvement de masse de la résistance. (2) »

Selon « Solidarité combattante », les manifestations de rue, comme la bataille de la rue Grabiszynska à Wrocław (voir encart) devraient devenir l'axe central de cette nouvelle stratégie. Un militant de ce regroupement, Piotr Kminkiewicz, affirmait : « La rue permet d'agir effectivement sans grandes pertes. S'ils ne tirent pas, bien entendu. Mais ils ne tirent pas, ils en ont peur eux-mêmes. Il vaut mieux prendre des coups dans la rue, et même payer une forte amende, que de se faire emprisonner après avoir fumé une clope durant cinq minutes le 13 du mois à midi dans l'entreprise. Les manifestations de rue ont encore un autre grand avantage : nous nous voyons tous et le monde nous voit. (3) »

### LES BATAILLES DE RUE, LES ESCARMOUCHES ET LA QUESTION DU POUVOIR

Peu après, les dirigeants de « Solidarité combattante » ont quelque peu changé de point de vue. Tout en continuant à se prononcer pour les manifestations de rue



Rassemblement place du Château à Varsovie en mai 1982. (DR)

comme axe de la lutte, ils ne rejettent plus la lutte au sein des entreprises, du moins verbalement. « Nous ne disons pas : "la rue seule", mais nous ne pouvons pas admettre : "seules les entreprises". Ni ici ni là, nous ne vaincrons pas sans détermination et organisation, à l'échelle de tout le pays », écrit « Solidarité combattante » en juin 1982.

On peut mettre à l'actif de ce groupe l'introduction conséquente de la tactique des manifestations de rue dans l'arsenal des formes de lutte du mouvement social et la démonstration pratique — comme le montre la « bataille de la rue Grabiszynska » — que, dans certaines conditions, cette forme-là peut être efficace. Mais, toujours selon « Solidarité combattante », le caractère optimal de cette lutte viendrait du fait qu'elle peut conduire soit à un accord avec le pouvoir, soit à l'établissement d'un pouvoir nouveau, bien qu'il explique clairement par ailleurs : « Nous n'espérons plus une entente avec le pouvoir ; si entente il y a, nous devons l'arracher par la lutte : dans l'usine, à la campagne, dans la rue. (5) »

« Solidarité combattante » est le premier courant organisé au sein du mouvement social Solidarité qui est conscient de cette vérité et n'hésite pas à la proclamer. Mais, en même temps, sa position est

contradictoire, déchirée par la contradiction fondamentale entre son but et les méthodes d'action qu'il emploie pour l'atteindre. « Un affrontement central contient le risque de la catastrophe. C'est pour cela que nous misons sur la lutte d'escarmouches, qui, menée avec obstination et détermination, finira par faire pencher la victoire de notre côté », peut-on lire dans le bulletin de « Solidarité combattante » (6).

Vouloir, d'un côté, abattre le pouvoir et, de l'autre, penser qu'on peut y arriver en fatiguant l'appareil du pouvoir par des escarmouches, tient de l'illusion. Aucune forme de lutte d'escarmouches ne peut conduire à poser la question du pouvoir. Seule la grève générale peut le faire.

1. « Solidarité combattante » est un groupe de Wrocław qui se présente comme un « mouvement politique ouvert », distinct de Solidarité. Il dit « ne pas être une fraction scissionniste » mais, à lire sa presse, il se pose en alternative à la direction régionale (RKS) de Solidarité. Il a pris part à la création d'une « Seconde Commission nationale » (II KK) parallèle à la TKK, en juillet dernier.

2. *Biuletyn Dolnośląski*, bulletin de Basse-Silésie, numéro 4-5, avril-mai 1982.

3. *Solidarnosc Walczaka*, bulletin de « Solidarité combattante », numéro 1, 13 juin 1982.

4. *Op. cit.*, numéro 3, 27 juin 1982.

5. *Op. cit.*, numéro 8, 1er août 1982.

6. *Op. cit.*, numéro 4, 4 juillet 1982.

Il semble toutefois que « Solidarité combattante » n'ait pas totalement rejeté l'arme de la grève générale. Dans un article de son bulletin on peut lire : « *Il est temps de déclarer la guerre à la "guerre" (l'état de guerre). Nous voulons commencer par une grève avec autodéfense des entreprises. Cette autodéfense, il faut la préparer dès maintenant. Mais les entreprises seules ne suffisent pas. Elles ne peuvent être laissées à elles-mêmes, comme en décembre (1981). Il faut assurer l'autodéfense des villes et — bien que cela soit beaucoup plus difficile — il faut également préparer cette autodéfense-là. Les entreprises doivent sentir le soutien de la population des villes, les détachements des ZOMO (réserves motorisées de la police) qui les attaquent doivent être assaillis à leur tour. Il faut préparer les liaisons, l'approvisionnement en vivres et en eau, les soins médicaux, le maintien de l'ordre public. Tous ces buts, aussi limités soient-ils, exigeront de nous de l'audace, des sacrifices et un énorme travail organisationnel.* (7) »

Il s'agit là sans doute de la forme la plus développée de réflexion sur la grève générale qu'on puisse trouver dans Solidarité (mis à part celle de la grève active). Elle n'en reste pas moins en totale contradiction avec la « stratégie de la lutte d'escarmouches » prônée par d'autres articles du bulletin de « Solidarité combattante ».

Entre la grève générale et les manifestations, il ne peut y avoir de simple conjonction ; on ne peut les considérer comme des formes de lutte équivalentes. Car la grève générale avec autodéfense des entreprises doit être considérée comme étant la forme de lutte dominante et ayant un caractère stratégique, alors que les manifestations et les combats de rue doivent lui être subordonnées et relever de la tactique.

Nous considérons comme particulièrement importante l'opinion des militants de Solidarité de Basse-Silésie qui défendent fermement la stratégie de la grève générale, de même que, d'autre part, l'enrichissement du débat par les éléments de réflexion et la pratique de « Solidarité combattante ». Dans les bulletins proches de ce courant on peut lire : « *La lutte pour l'abolition de l'état de guerre doit bien sûr prendre en compte les expériences de l'échec de décembre 1981. La grève générale ne peut s'appuyer sur les dogmes rigides empruntés à août 1980. Il ne suffira pas de s'enfermer dans les entreprises. Car on ne peut attendre passivement l'arrivée dans chaque usine d'un détachement des ZOMO disposant d'une supériorité physique sur les travailleurs isolés d'une seule entreprise. On ne peut laisser au pouvoir la possibilité d'écraser la grève avec les forces limitées des corps d'élite. Il faut avoir à l'esprit que l'attitude des soldats aura un rôle décisif. On ne peut donc entrer en grève sans une unité et une détermination de la société au moins égale à celle de mars 1981 (préparation à la grève générale après la provocation de Bydgoszcz). Cela exige le choix du moment. Cela exige également des préparatifs qui*

## La bataille de la rue Grabiszynska

« Solidarité combattante » avait appelé, le dimanche 13 juin dernier, à Wrocław, à déposer des fleurs devant la plaque de Solidarité située dans la rue Grabiszynska. Cela a donné lieu à plusieurs heures d'affrontements avec les ZOMO, confrontation donnée en exemple par certains militants polonais. En voici le déroulement.

« *Lorsque les gens sont arrivés rue Grabiszynska en venant de la cathédrale, les ZOMO — après un bref appel à la dispersion — ont immédiatement commencé le matraquage. Les agressés, auxquels se sont joints les habitants des maisons environnantes (rue Pereca et Lwowska — c'est un quartier ouvrier), ont élevé des barricades qu'ils ont tenues jusqu'à la fin. Les ZOMO ont reçu des pavés, se sont fait tirer dessus à l'aide de grandes frondes fabriquées avec des chambres à air de voitures. Leurs boucliers et leurs visières se fendaient sous l'impact d'objets jetés des étages supérieurs des immeubles. Tout le monde a pris part à la bataille, les hommes comme les femmes, les vieux comme les jeunes. La haine, freinée durant des mois, a explosé avec une telle force que les habitants arrosaient les ZOMO d'eau bouillante, leur jetaient des meubles, des pots de fleurs, des bouteilles et même des boîtes de conserve. Il y avait des bouteilles d'essence, il y avait d'autres "bombes". Une quantité de matériel répressif a été détruite, ainsi que plusieurs voitures.* (1) »

La masse des ouvriers et des habitants du quartier s'est avérée être un adversaire de taille. « *Battus, gazés, jetés à terre par les canons à eau, ils luttent contre les ZOMO. Ils ne reculent plus devant les phalanges de matraqueurs, devant les camions qui lancent une pluie de grenades lacrymogènes. Les jeunes arrêtent les voitures qui passent, demandent des jerricans d'essence. Les chauffeurs — nombreux sont ceux qui ont des réserves d'essence — leurs remplissent les bouteilles. Rue Lwowska, une barricade est construite. Elle tiendra jusqu'au bout. Même l'attaque par un véhicule blindé sera repoussée avec des cocktails Molotov. Le blindé, en flammes, sera sauvé par les canons à eau. La nuit tombe. Les attaques répétées des ZOMO seront repoussées par des pavés, des cocktails Molotov, parfois au corps-à-corps. Les affrontements continueront jusqu'à 4 heures du matin. Les ZOMO tiennent la rue Grabiszynska, les autres rues sont libérées, continuent à se défendre. L'armée est là. Elle organise des cordons dans la rue Grabiszynska, mais ne prend pas part à la lutte. La foule n'attaque pas les soldats. Personne ne sait que l'armée a été placée en état d'alerte, que les élèves officiers ont reçu des munitions de guerre. Mais ils n'ont pas été lancés contre les manifestants. Heureusement.* (2) »

1. Tygodnik Mazowsze, bulletin hebdomadaire de Solidarité de Varsovie, numéro 20, 30 juin 1982.

2. Replika, numéro 2, 21 juin 1982.

*empêcheront que les principaux centres de la grève ne puissent être isolés du pays et entre eux. Cela signifie enfin la capacité de l'ensemble du pays d'engager une lutte solidaire, si celle-ci commence dans une région.* (8) »

### LA STRATÉGIE DE LA GREVE GÉNÉRALE

Les conclusions que « Solidarité combattante » tire des expériences des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière polonaise sont erronées. Pour les manifestations massives et spontanées, pour les affrontements non préparés et les combats sans organisation, en 1956, 1970 et 1976, la classe ouvrière a payé le prix fort. Et en ce qui concerne décembre 1970, sur le littoral de la Baltique, un prix exorbitant — sous la forme d'un nombre jamais établi d'ouvriers assassinés par la milice (probablement plusieurs centaines).

C'est un fait que chacune de ces protestations a été suivie d'un succès limité et temporaire. Mais la plus grande victoire remportée jusqu'à présent par la classe

ouvrière polonaise dans sa lutte contre le pouvoir de la bureaucratie totalitaire, et en même temps la révolution politique la plus avancée qu'on ait vue dans les pays restant sous le joug d'une dictature bureaucratique isolée et dégénérée, a été le fait d'une grève massive avec occupation des entreprises durant l'été 1980. Ce ne sont pas les manifestations de rue mais la grève générale d'occupation des entreprises, prolongée, qui est la forme supérieure de lutte de la classe ouvrière. Au-delà d'une telle grève, il n'y a que l'insurrection armée des masses.

C'est pourquoi nous sommes d'accord avec la rédaction du bulletin de la direction régionale de Solidarité (RKS) de Wrocław quand, se référant aux expériences positives d'août 1980 et aux expériences négatives des soulèvements précédents, elle affirme que ces expériences de luttes ouvrières « *parlent en faveur d'une lutte menée dans les entrepri-*

7. Ibid.

8. Replika, numéro 2, 21 juin 1982.

ses. (9) » Nous sommes d'accord avec Wladyslaw Frasyuniuk qui dit : « Août 1980 a démontré que la forme de lutte syndicale la plus efficace, c'est la grève. Décembre 1981 n'a pas remis cela en cause. (10) »

Le développement de la conscience, de l'organisation et de la combativité des travailleurs qui, au moment opportun, leur permettra d'occuper les entreprises et d'entreprendre leur défense active, est la tâche principale pour tous les militants et pour toutes les structures de Solidarité.

C'est ainsi que Wladyslaw Frasyuniuk présente la chose. « Notre tactique : apparemment une lente et laborieuse reconstruction de l'organisation ouvrière en s'appuyant sur les structures d'entreprises, capable de défendre les intérêts de la société en recourant à la grève générale comme ultime moyen d'action. La situation est telle que ce dernier recours peut, d'un moment à l'autre, s'avérer être le seul. Toute notre activité doit, en conséquence, être subordonnée à la préparation d'une telle grève. Il faut s'organiser au sein des entreprises en vue d'entamer la grève générale. Il faut préparer un système de liaisons entre les entreprises et leur défense. Il faut tout entreprendre pour que cette grève ait les plus grandes chances d'être victorieuse. (11) »

Le 5 juillet 1982, le RKS de Wrocław a appelé « toutes les organisations d'entreprises à entreprendre immédiatement les préparatifs nécessaires au renforcement et à la consolidation des structures syndicales, de façon à ce qu'elles

soient prêtes à mener la lutte en cas d'appel à la grève générale. Tout d'abord, il faut : 1) stabiliser le travail des organes de décision (également inter-entreprises), financiers, d'information et de diffusion ; 2) élaborer le règlement de la grève au sein de l'entreprise et créer les services prévus par le règlement (en particulier les services de liaisons, de défense et les services sanitaires) ; 3) entreprendre une action d'information active sur les buts du syndicat, en particulier au sein de l'armée, de la milice, des ZOMO et de la police secrète (SB), s'inquiéter de l'état d'esprit des travailleurs, se renseigner sur le plan des directions des entreprises. (12) »

Au départ, il semble que Wladyslaw Frasyuniuk était opposé aux manifestations de rue en général. Le reproche que lui faisait « Solidarité combattante », celui de vouloir enfermer la lutte dans les murs de l'usine, n'était pas sans fondement. Mais ultérieurement Frasyuniuk a changé d'avis : avec les autres membres de la TKK, il a appelé à manifester, de manière coordonnée, à l'échelle du pays, le mardi 31 août dernier. Dans une allocution prononcée à la radio clandestine à cette occasion, il déclarait : « Pour la première fois depuis sa création, le syndicat a appelé ses membres à des manifestations de rue pour que le monde entier comprenne de cette façon que les Polonais n'accepteront jamais la condition d'esclaves. Mais nous ne devons pas recourir trop souvent à cette arme. (13) »

La prudence de Wladyslaw Frasyuniuk face aux manifestations de rue a deux

sources. Tout d'abord, il considère que « Solidarité combattante », « en se prononçant pour la lutte dans les rues des villes, ne se rend pas compte qu'il choisit le scénario qui répond le mieux aux vœux d'une partie des autorités, (...) car les autorités ont provoqué, provoquent et vont provoquer à l'avenir des conflits et des affrontements de rue. Je suis persuadé que nous ne pouvons pas nous laisser provoquer. Nous ne pouvons laisser le pouvoir écrire le scénario des événements. Malheureusement, il a pu le faire souvent avant décembre (1981). Maintenant, nous n'avons plus les moyens de nous le permettre. (14) »

Nous sommes tout à fait d'accord avec cette façon de poser le problème. Nous pensons que, pour ne pas tomber dans le piège que le pouvoir peut tendre en utilisant justement les manifestations de rue — qui s'y prêtent particulièrement —, il faut utiliser cette forme de lutte avec prudence. Des manifestations de masses organisées, s'appuyant fermement sur les organisations syndicales d'entreprises, peuvent largement limiter le risque dont parle Wladyslaw Frasyuniuk.

Ce dernier considère que sa tâche, en tant que dirigeant clandestin de Solidarité, consiste à « conduire à la victoire avec le moins possible de pertes humaines (15) ». Pour « Solidarité combattante », il s'agit là de banalités, « de fuite, de mots coupés de la réalité, de principes bons à exprimer dans un cloître (16) ». Les limites du radicalisme de « Solidarité combattante » se révèlent clairement dans les termes mêmes de cette critique adressée à Wladyslaw Frasyuniuk. Dans la lutte que la classe ouvrière mène aujourd'hui, des pertes humaines sont inévitables, mais un dirigeant de masse se montre à la hauteur de sa tâche justement quand il est capable d'assurer les conditions qui permettent de vaincre avec les pertes les moins grandes possibles. Un militant représentant les intérêts et les aspirations réelles des masses, profondément intégré en leur sein, se différencie justement de cette manière, non seulement de l'attitude d'un chef militaire bourgeois pour lequel les masses ne sont qu'un outil, mais également de toute orientation aventuriste qui expose les masses à la répression, les conduit non préparées à la lutte, et les condamne à l'action spontanée qui ne prend pas en compte le rapport des forces.

Le principe rappelé par Wladyslaw Frasyuniuk doit être d'autant plus respecté que, comme le dit justement la rédaction

## INPREKOR EN POLONAIS

### Le numéro 6 est paru !

Au sommaire : Les manifestations de rue dans la stratégie de la grève générale ; Le mouvement antiguerre en Occident ; Le mouvement ouvrier britannique face à « Solidarnosc » ; Les socialistes en URSS ; Les pacifistes en RDA ; Le massacre des Palestiniens. Archives du mouvement ouvrier : Felix Morrow, l'Insurrection ouvrière en Espagne, 1936.



### INPREKOR EN POLONAIS A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

Chèques bancaires et postaux à l'ordre de PEC (mention « Pour Inprekor en polonais »), à adresser à : Inprekor, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Mandats bancaires à adresser à : PEC, BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Mandats postaux à adresser à : PEC, CCP 2 322 42 T Paris.

Prix du numéro : 15 FF ; 2,5 dollars US ; 100 FB ; 7 FS ; 7 DM ; 15 SKr ; 1,5 livre sterling. Abonnement un an, six numéros : 75 FF ; 12 dollars US ; 500 FB ; 37 FS ; 37 DM ; 75 SKr ; 8 livres sterling.

9. Z dnia na dzien, bulletin du RKS de Wrocław paraissant plusieurs fois par semaine, numéro 66, 20-22 juin 1982.

10. Ibid.

11. Z dnia na dzien, numéro 63, 10-12 juin 1982.

12. Solidarnosc Walczaca, numéro 6, 18 juillet 1982.

13. Solidarnosc, bulletin d'information de Solidarité imprimé à Paris, numéro 34, 15 septembre 1982.

14. Z dnia na dzien, numéro 66, 20-22 juin 1982.

15. Ibid.

16. Solidarnosc Walczaca, numéro 3, 27 juin 1982.

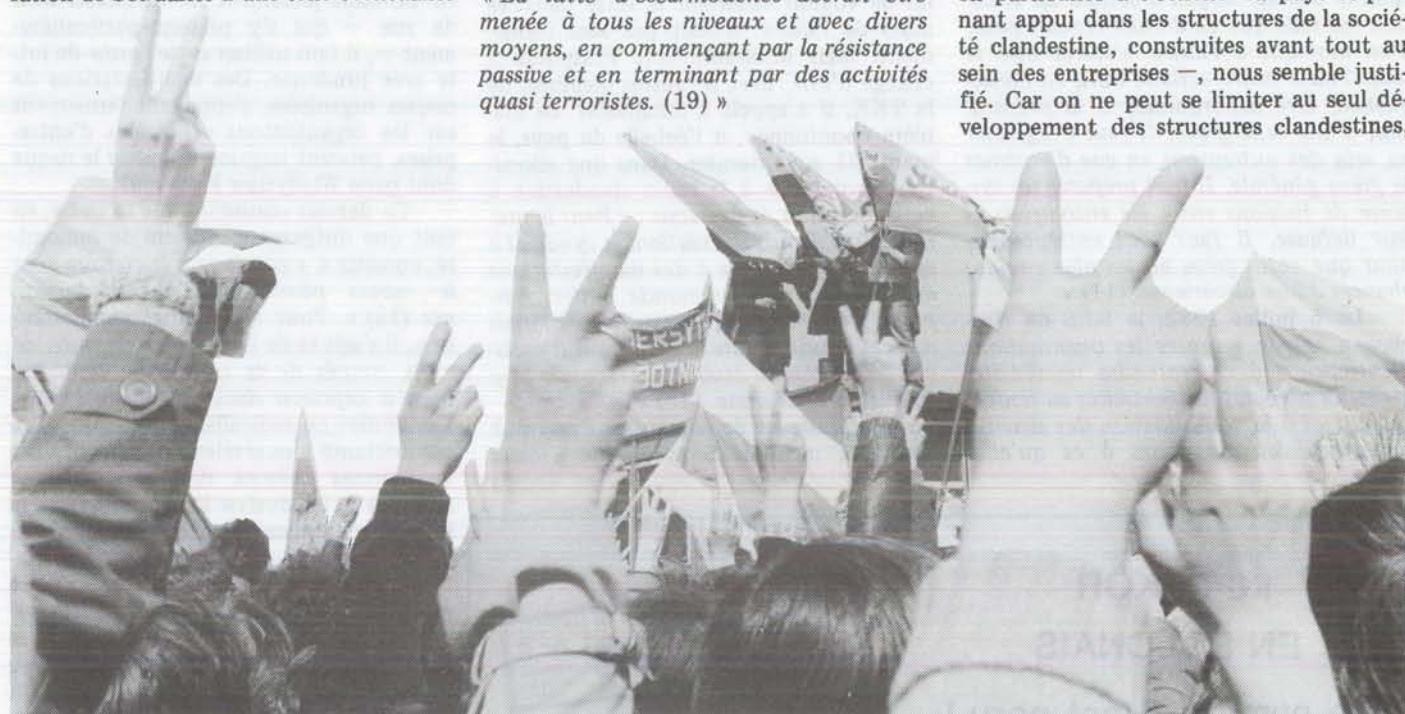
du bulletin du RKS de Wrocław, le danger de voir la crise politique se développer « dans le sens d'une "salvadorisation" de la Pologne, c'est-à-dire se transformer en guerre civile » existe et, dans ce cas, « les rues des villes vont se couvrir de barricades et on peut assister au plus grand bain de sang dans l'histoire récente de l'Europe. (17) » « Solidarité combattante » répond à cela : « Alors, vaut-il mieux faire des manifestations de rue qui expriment notre solidarité et sont une forme de pression sur le pouvoir, ou bien attendre une explosion incontrôlée de la colère du peuple exploité et abaissé ? (18) » Une telle réponse est inacceptable. Ni les manifestations de rue, ni aucune autre forme d'escarmouches visant à fatiguer la dictature militaire ne peuvent empêcher une explosion sociale incontrôlée. Seule la préparation de Solidarité à une telle éventualité

et non le contraire. « Solidarité combattante » ne voit pas la dépendance des actions de rue par rapport à l'organisation dans les entreprises. De ce fait, elle creuse la tombe des manifestations de rue, qu'elle popularise par ailleurs avec ardeur. Les manifestations de rue, si elles ne sont pas chaque fois (et de façon de plus en plus forte) appuyées sur les organisations syndicales d'entreprises, si elles ne servent pas au renforcement de ces organisations, deviendront vite une idée vide. « Solidarité combattante », si elle maintient sa « stratégie d'escarmouches » et sa formule « la rue et l'entreprise » risque de s'éloigner de la colonne vertébrale ouvrière de Solidarité et de tomber dans un radicalisme petit-bourgeois qui, déjà, ne lui est pas étranger. En témoigne, par exemple, ce qu'écrivit Kornel Morawiecki : « La lutte d'escarmouches devrait être menée à tous les niveaux et avec divers moyens, en commençant par la résistance passive et en terminant par des activités quasi terroristes. (19) »

constituée qu'au sein des entreprises. Les détachements de cette garde ne peuvent s'unir dans la rue ou coopérer que si les organes de coordination de l'activité syndicale, y compris l'autodéfense, existent au niveau inter-entreprises.

Enfin, les expériences acquises dans chaque manifestation ou dans chaque affrontement de rue ne peuvent être utiles qu'à la condition de se matérialiser dans le développement de l'organisation des travailleurs sur leurs lieux de travail, dans le développement des liens et de la coordination entre les entreprises, dans le développement de la garde ouvrière et de ses capacités de combat.

A l'étape actuelle de la lutte menée par Solidarité, le recours à des manifestations de rue — organisées et coordonnées en particulier à l'échelle du pays et prenant appui dans les structures de la société clandestine, construites avant tout au sein des entreprises —, nous semble justifié. Car on ne peut se limiter au seul développement des structures clandestines,



et son organisation sous la forme d'une grève générale le peuvent.

### LA TACTIQUE DES MANIFESTATIONS DE RUE

A notre avis, le succès tactique des manifestations de rue est subordonné à la réalisation d'une tâche essentielle, celle de la préparation de Solidarité dans les entreprises à la grève générale et à l'autodéfense. Il ne suffit pas de dire : « La rue et l'entreprise », comme l'affirme le slogan de « Solidarité combattante » corrigé dans le cours de la polémique avec Władysław Frasyniuk. Il s'agit uniquement là d'une formule abstraite. Pour la concrétiser, il faut expliciter les liens de dépendance entre ces deux formes de lutte et ces deux terrains de lutte. Ce qui se passe dans la rue dépend de ce qui se passe dans l'entreprise. Solidarité sera fort dans la rue à condition d'être fort dans les entreprises. Si tel n'est pas le cas, sa force dans la rue sera éphémère et se dissoudra en même temps que la manifestation, même si ce sont les manifestants qui auront pris momentanément le dessus sur les ZOMO

Les masses qui manifestent dans la rue et qui s'affrontent aux forces répressives ont besoin d'organisation. Une telle organisation ne peut être créée que dans l'entreprise. Elles ont besoin d'une coordination qui n'est possible que lorsque ce sont des bataillons ouvriers d'entreprises, s'appuyant sur la coordination inter-entreprises, qui sortent dans la rue. Elles ont besoin de liaisons, qui ne peuvent être assurées dans la rue que sur la base du réseau de liaisons constitué dans les entreprises et entre elles. Seules les équipes ouvrières d'entreprises peuvent agir dans la rue, non comme une foule désordonnée, condamnée à l'action spontanée, mais de manière organisée, structurée, disciplinée, capable de se regrouper après chaque dispersion, de manœuvrer, luttant de manière coordonnée, agissant enfin en connaissance de cause et sous une direction unique.

La garde ouvrière — c'est-à-dire des détachements d'autodéfense —, qui est nécessaire aux masses s'affrontant dans la rue à la police, même s'il s'agit uniquement d'assurer des éléments d'organisation dans une manifestation spontanée, ne peut être

même si on a conscience — comme Władysław Frasyniuk et le RKS de Basse-Silésie — que de telles structures ne sont pas une fin en soi mais un moyen indispensable pour préparer Solidarité à la grève générale et rassembler les conditions pour qu'une telle grève soit victorieuse.

Les formes de mobilisation des masses qui permettent, d'une part, de témoigner systématiquement de la combativité tant aux yeux des travailleurs qu'à ceux du pouvoir bureaucratique et du monde entier, et, d'autre part, de vérifier l'état d'organisation et les capacités de combat du mouvement social, sont nécessaires aujourd'hui. Les manifestations de rue doivent et peuvent jouer ce rôle. ■

Rédaction d'« INPREKOR » polonais  
24 septembre 1982.

17. *Z dnia na dzień*, numéro 66, 20-22 juin 1982.

18. *Solidarnosc Walczaka*, numéro 3, 27 juin 1982.

19. *Op. cit.*, numéro 9, 8 août 1982.

# Comment les ouvriers et dissidents chinois ont salué la lutte de "Solidarnosc"

**N**OUS publions ci-dessous un article consacré aux réactions suscitées dans la classe ouvrière chinoise et dans le Mouvement démocratique par l'émergence du syndicat Solidarité en Pologne depuis les grèves de l'été 1980.

Ji LI

Les effets de l'automne chaud polonais de 1980 se sont fait sentir jusqu'à Pékin, à plus de 10 000 km de distance.

Dès le début du mouvement de grève des ouvriers polonais, les régimes du bloc soviétique ont tiré le signal d'alarme et dénoncé la tentative « antisocialiste » des ouvriers polonais de former un syndicat indépendant et ils ont invité le Parti ouvrier unifié polonais (POUP) à répondre avec une main de fer. Mais la direction du Parti communiste chinois (PCC) a réagi différemment. Elle a peut-être, au début, pensé que l'Union soviétique allait intervenir militairement, comme elle l'avait fait en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968.

Or, dans la presse du parti, depuis un certain temps maintenant, la campagne antisoviétique est centrée exclusivement sur l'intervention de l'URSS en Afghanistan et au Kampuchea (prétendument par Vietnam interposé) ; les sentiments anti-soviétiques des travailleurs polonais s'accordaient donc apparemment très bien avec cette propagande ; c'est pourquoi nous avons eu droit, dans un premier temps, à une couverture très détaillée et favorable des grèves en Pologne. Ce qui n'a pas manqué d'avoir des conséquences profondes.

## LA PRESSE OFFICIELLE ET LA POLOGNE

Les 25 et 29 juillet 1980, le *Quotidien du peuple* a informé largement sur le développement du mouvement des grèves et sur la crise économique qui en était la cause. A partir du 14 août, quand le mouvement s'est généralisé, le quotidien du PC chinois a couvert les événements polonais presque quotidiennement durant un mois. L'article du 14 août soulignait que, en plus de leurs revendications économiques, les ouvriers réclamaient « l'organisation d'un syndicat ». Le 18 août, on pouvait lire en titre de première page : « Plusieurs usines polonaises ont formé des comités de coordination de grève afin de diriger la lutte à l'unisson et ont présenté 16 revendications au gouvernement. » Le reportage citait également le communiqué du Comité de grève, qui af-

firmait : « Quand la grève sera terminée, le Comité de coordination ne se dissoudra pas mais continuera à lutter pour la réalisation de ses revendications ; il deviendra le Comité régional pour le syndicat libre... Les ouvriers avancent des revendications politiques telles que l'abolition de la censure, la garantie de la liberté de parole et de presse, la formation de syndicats libres, la suppression des privilèges, la libération des prisonniers politiques, et d'autres encore. » Un éditorial du même jour, intitulé « La montée du mouvement ouvrier polonais », soulignait que les ouvriers « demandaient également la formation de syndicats libres afin de réaliser les réformes de la direction des entreprises et développer le rôle des comités d'autogestion ouvrière ». Après le 20 août, le *Quotidien du peuple* a même commencé à publier des photos montrant les ouvriers en grève en train de distribuer des tracts, et les piquets devant les usines occupées.

Grâce à ces reportages de la presse officielle du PC chinois, les travailleurs chinois ont pu être informés, en général, des méthodes de lutte et des revendications politiques, ainsi que de la victoire des ouvriers polonais qui s'étaient unis nationalement contre le POUP. Evidemment, la direction du PCC n'avait pas envisagé l'effet que les événements polonais auraient sur les travailleurs chinois et, quand elle s'en est rendue compte, il était déjà trop tard. Le *Quotidien du peuple* attaquait avec insistance l'hégémonie soviétique et dénonçait par avance une éventuelle intervention militaire en Pologne, espérant détourner l'attention des travailleurs de la signification profonde des luttes polonaises. Il n'a cependant pas réussi à masquer le fait que, si les sentiments antisoviétiques avaient sans doute joué un certain rôle, la lutte des ouvriers polonais s'attaquait surtout à la bureaucratie du POUP. Ils présentaient leurs revendications avant tout en tant qu'ouvriers et pas en tant que Polonais. Le *Quotidien du peuple* du 10 août avait d'ailleurs reproduit un des mots d'ordre des ouvriers de la Baltique en 1976 : « Tout le pouvoir à la classe ouvrière. »

Face à l'ampleur et à la durée des événements polonais, les dirigeants chinois ont commencé à comprendre qu'ils

Paru en chinois dans le numéro d'août 1982 dans la revue marxiste-révolutionnaire *October Review* de Hong Kong, il a été traduit à partir de sa version publiée en anglais dans la même revue au mois de novembre 1982.

jouaient avec le feu. Ainsi, on a vu apparaître dans le quotidien du parti de nombreux articles soulignant la nécessité de tenir compte des intérêts des masses et appelant les députés du peuple à représenter véritablement leurs mandants.

On a expliqué avec insistance que les autorités s'occupaient sérieusement des responsables de la catastrophe du pétrolier *Bohai 2* (due aux pratiques bureaucratiques et restée jusque-là sans suite), afin de souligner que le gouvernement était résolu à lutter contre le bureaucratisme. Les journaux se sont également mis à expliquer comment les syndicats chinois s'occupaient du bien-être des travailleurs, et comment le Ve Congrès national du peuple avait été un Congrès pour « la démocratie et les réformes ».

Tout cela visait à convaincre les lecteurs que le PCC et le POUP étaient bien différents, et que les masses chinoises n'avaient vraiment aucune raison de suivre les traces des travailleurs polonais.

L'évolution même des reportages dans le *Quotidien des travailleurs* (journal des syndicats) reflète cette préoccupation croissante du régime. Le 22 août, le journal a informé sur le mouvement de grève et la revendication de la mise en place d'un syndicat indépendant ; mais, après cette date, il n'a plus mentionné cette revendication. Le journal est resté silencieux même le 31 août à l'occasion de la victoire des ouvriers. Son dernier commentaire sur les événements polonais a paru le 1er septembre quand il a signalé que les ouvriers de Szczecin étaient arrivés à un accord avec le gouvernement. Mais il n'a pas mentionné le nom de Solidarité. Néanmoins, l'impact des luttes ouvrières polonaises apparaît avec évidence dans l'insistance avec laquelle le *Quotidien des travailleurs* affirme que « l'exigence fondamentale de tout travail syndical est de se lier avec les masses ».

De toute façon, les semences de la lutte antibureaucratique des travailleurs polonais, répandues, oh ironie, par le PCC, ont trouvé un terreau très favorable en Chine, où les sérieuses difficultés économiques et la dictature bureaucratique ont déjà stimulé une profonde indignation parmi les travailleurs.

Les publications *samizdat*, en tant qu'expression des véritables sentiments

populaires, n'ont pas attendu pour saluer la lutte des ouvriers polonais, pour analyser leur riche expérience et pour tirer les leçons des luttes des travailleurs de Pologne. La classe ouvrière chinoise a également réagi par des actions et des grèves, et l'idée de la création d'un syndicat indépendant du type de Solidarité a connu une popularité croissante. Même les étudiants ont demandé un syndicat étudiant indépendant et ont commencé le travail organisationnel pour lier entre elles les universités de tout le pays.

### LES PUBLICATIONS SAMIZDAT AUX COTÉS DE SOLIDARITÉ

Les publications *samizdat*, dont le drapeau est la démocratie et l'objectif la réalisation totale de la révolution chinoise, avaient fleuri à Pékin à partir de novembre 1978. Il n'a pas fallu longtemps pour qu'elles s'étendent dans tout le pays. La plupart d'entre elles ont réussi à rester totalement indépendantes du parti.

Les publications *samizdat* ont salué les événements polonais avec enthousiasme et ont apporté leur solidarité interna-

tionnaliste inconditionnelle aux travailleurs de Pologne. Plus de 10 de ces publications ont traité longuement de ces événements. Tout d'abord, l'éditorialiste du numéro 7 (août 1980) de la revue *les Vagues de la mer de Qingdao* intitulé : « *Félicitations à la glorieuse victoire de l'organisation des ouvriers polonais* », soulignait qu'on était face à « *une nouvelle ère de l'histoire du mouvement communiste* ». Il continuait : « *La propriété publique des moyens de production n'a pas éliminé l'exploitation et la répression ... Les privilégiés qui ont remplacé les capitalistes répriment les travailleurs de façon plus ouverte et plus intensive que ceux-ci. Il ne reste rien de l'idée fondamentale de Karl Marx : "L'émancipation de l'homme..."* De Pologne nous est arrivé la nouvelle de la victoire de la lutte des travailleurs. Cela nous démontre que le socialisme doit être un moyen pour arriver à l'émancipation de l'homme ... La structure de parti unique mène au contraire à la dictature. »

La revue *les Vagues de la mer* a publié dans son numéro 10 (novembre 1980) un autre article intitulé « *A propos de l'inévitabilité du système pluripar-*

*tite à la lumière de l'expérience du syndicat indépendant polonais* », dans lequel on pouvait lire : « *La grève des ouvriers polonais, dirigée par Lech Walesa, a remporté une victoire avec la création du syndicat indépendant, et elle représente un nouveau point de départ glorieux dans l'histoire du mouvement communiste international ...*

« *Quand les ouvriers entrent massivement en grève et organisent eux-même un syndicat qui représente leurs intérêts, quand ils ont la possibilité de mener leurs propres activités indépendantes, on peut dire que, en essence, un parti politique est né. Les partis politiques ne sont en effet rien d'autre que des organisations qui ont un objectif commun, une volonté commune, des intérêts et un programme commun. Solidarité renferme tous ces éléments. Un second parti politique est donc apparu en Pologne socialiste, et ce parti appartient vraiment à la classe ouvrière.*

« *L'impact de la victoire des travailleurs polonais va bien au-delà de ce qu'ils peuvent eux-mêmes imaginer et ne se limite pas aux frontières de leur pays. Elle représente une nouvelle étape pour le système communiste. C'est un exemple pour tous les travailleurs des pays socialistes. Elle montre la possibilité d'une révolution continue dans les conditions du socialisme.*

« *Le mouvement des ouvriers polonais avertit tous les partis communistes que l'émergence d'un système multipartite dans tous les pays communistes est désormais à l'ordre du jour.* »

En novembre 1980, Xu Wenli, rédacteur de *Correspondance et Etudes de Pékin* écrivait une « *Lettre ouverte à Walesa, président de Solidarité en Pologne* », saluant la victoire des travailleurs de ce pays. Le Comité de rédaction de la *Jeunesse de Pékin* écrivait également une « *Lettre ouverte au peuple polonais* » en décembre 1980, soulignant que « *les accords du 31 août et la décision de la Cour suprême polonaise du 10 octobre (légalisation de Solidarité) sont des étapes importantes pour la victoire de la démocratie socialiste* ». Il souhaitait, dans cette lettre, que « *tous les pays du monde aideraient fraternellement le peuple polonais* ».

Le *Temps de Pékin* publia également un article, en janvier 1981, pour saluer chaleureusement l'impact du mouvement des travailleurs polonais sur tous les « *pays socialistes* ».

La *Voix de la démocratie* de Shanghai organisa un débat entre des lecteurs et des journalistes à propos des grèves polonaises. L'Association des amis de la démocratie, de Qingdao, a même affiché des tracts et peint des slogans, le 16 décembre 1980, pour soutenir les travailleurs polonais et dénoncer les menaces d'intervention soviétique.

Les publications *samizdat* sont allées bien plus loin que la couverture officielle de l'information. Le *Forum libre* de Guangzhon, la *Voie de Shanxi*, et même l'organe de l'Association nationale des publications non-officielles, *Zeren* (le Devoir), ont reproduit les 21 revendications

Sur la place Tien An Men à Pékin. (DR)



des ouvriers polonais et la Charte des droits des travailleurs polonais, de telle sorte que les gens connaissent en détail les revendications mises en avant par les travailleurs de Pologne.

Les publications *samizdat* ont tiré un parallèle entre la répression qui frappait les ouvriers polonais et celle qui frappe les travailleurs chinois et ont indiqué les moyens d'y mettre fin en soulignant comment, en Pologne, la liberté de publication a pu être obtenue par la grève.

Le numéro 5 de *Zeren* a publié un article de Xin Hua, « *Breve discussion des 4 principes fondamentaux* », dans lequel l'auteur critique les violations répétées de la légalité par le PCC et conclut que, si les ouvriers veulent lutter pour leur droit, ils doivent faire grève. « *La classe ouvrière polonaise a lutté au moyen de la grève et nous a montré comment résoudre toute une série de problèmes tels que l'affirmation du statut de la classe ouvrière et le dépassement de la domination bureaucratique dans les pays à système socialiste. On peut donc voir que les grèves se sont développées parallèlement au renforcement de la classe ouvrière ; elles ont joué un rôle historique très actif et ont toujours une signification progressiste.* »

La revue *la Jeunesse de Pékin* annonçait, pour sa part, qu'elle publierait deux articles intitulés « *Analyse des événements polonais* » et « *Discussion sur le Congrès ouvrier* » dans son 3e numéro qui aborderait la question du Congrès ouvrier à la lumière des événements polonais.

Pour le *Drapeau théorique* de Qingdao, les événements polonais montrent la voie à suivre pour mettre fin à la domination bureaucratique et consolider la démocratie prolétarienne. Son éditorial de février 1981 posait la question : « *Avec quoi allons-nous remplacer la domination de la classe bureaucratique privilégiée ?* » Et il répondait : « *La domination de la classe bureaucratique ne doit pas être remplacée par la domination de la bourgeoisie... La seule issue correcte est de construire un système de démocratie prolétarienne adapté à cette période historique transitoire, liant fermement la propriété collective et la véritable démocratie afin qu'elles se complètent et se renforcent mutuellement sur la voie de la construction du socialisme authentique.* »

Toutes ces citations montrent l'impact profond des événements polonais sur les militants chinois qui luttent pour la démocratie et contre la dictature bureaucratique.

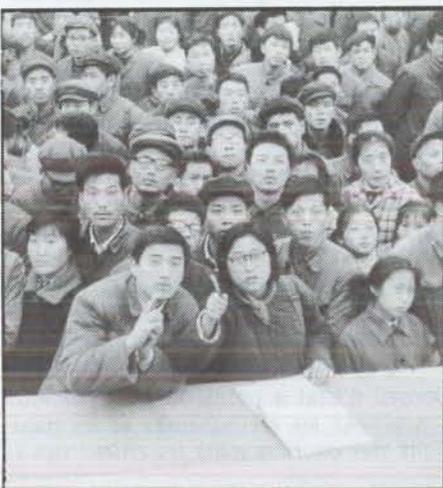
## LA RÉPONSE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

En fait, le mouvement des ouvriers polonais n'a pas influencé seulement les militants des revues *samizdat*. Malgré le blocage officiel des informations, on a pu apprendre que, depuis novembre 1980, des grèves et des actions ouvrières ont eu lieu à plusieurs reprises en Chine. En outre, les revendications avancées par les ouvriers n'étaient pas seulement économiques ; certaines parlaient également de la création d'un syndicat indépendant sur le

modèle polonais. Selon une correspondance étrangère du 14 avril 1981, de vingt à trente grèves et manifestations ont eu lieu en Chine en automne 1980.

Le *samizdat la Voile*, de décembre 1980, a mentionné l'action spontanée des travailleurs du complexe sidérurgique de Taiyuan en défense de leurs conditions de travail et de leurs intérêts. Le quotidien officiel de Chagjiang du 14 janvier 1981 a parlé de tentatives d'organiser des syndicats indépendants. Le quotidien officiel de Wuhan du 19 janvier 1981 a annoncé que des ouvriers de cette ville avaient revendiqué la formation de syndicats indépendants.

L'éditorial du très officiel *Quotidien des travailleurs* du 16 février 1981 mentionnait que, dans de nombreuses régions (y compris Wuhan, Shanghai et Xian), les



Lecture d'un dazibao de l'opposition démocratique. (DR)

travailleurs voulaient organiser des syndicats indépendants.

Le 8 mars 1981, 3 ouvriers du Livre de Taiyuan ont été condamnés à des peines de prison pour avoir organisé le « Parti démocratique de Chine ».

La revendication de l'organisation de syndicats indépendants n'a pas été avancée seulement dans les régions des plaines centrales de la Chine. La radio de Lhasa (Tibet) a annoncé le 24 janvier 1981 que, parmi les personnes arrêtées aux cours d'une manifestation, on trouvait des travailleurs qui voulaient organiser un syndicat indépendant.

Il est difficile pour le monde extérieur de connaître le nombre et l'envergure des grèves dont les médias officiels ne parlent pas. Cependant, on peut se faire une idée de leur importance à partir de la crainte et de la vigilance manifestées par les dirigeants du pays.

Les étudiants ont également été influencés par l'exemple polonais. Le quotidien officiel de Chagjian du 14 janvier 1981 a informé des tentatives de former des syndicats étudiants indépendants. Les revues *samizdat* ont révélé que Tu Shen, le dirigeant étudiant du Hunan, a fait une grève de la faim avec 87 autres étudiants en octobre 1981, puis a dirigé une délégation porteuse d'une pétition à Pékin. Durant son voyage, il a échangé des idées avec des étudiants d'autres universités et ils ont discuté des mesures à prendre pour

mettre sur pied un syndicat national qui représente véritablement les intérêts des étudiants.

## LA RIPOSTE DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

La direction du PCC a pris les événements polonais très au sérieux. Elle est en effet consciente que les travailleurs chinois pourraient bien suivre l'exemple polonais, peut-être même de façon plus radicale. Après la victoire des grévistes polonais, la direction du PCC s'est préparée à présenter son interprétation des faits. Une revue de Hong Kong, *Seventies Monthly*, d'avril 1981, a reproduit un document interne élaboré par le département de la Propagande d'une fédération régionale du PCC, le 25 novembre 1980, document qui présentait une « *Discussion des événements polonais* ». Il insistait sur les erreurs commises dans la gestion économique en Pologne et s'attachait surtout à analyser la « *dégénérescence* » et la « *décadence* » du POUP, la « *grave bureaucratization* », l'« *opposition des larges masses* », le fait que « *les cadres du parti forment des cliques dans le but de satisfaire des intérêts égoïstes, abusent du pouvoir pour s'accorder des privilèges* » et qu'une « *énorme disparité existe entre les riches et les pauvres dans la société* ». Le document indiquait également que l'« *impact des événements polonais dépassait largement les frontières du pays* ». Il proposait enfin que les autorités adoptent une série de mesures telles que « *la promotion de la démocratie socialiste...*, la reconnaissance du fait que le syndicat est une institution indépendante et autogérée de la classe ouvrière », « *la reconnaissance du droit de grève* ». En conclusion, ce document affirmait que « *certaines pays d'Europe de l'Est craignent l'extension des événements polonais et ont publié de nombreux articles condamnant l'apparition de courants anti-socialistes en Pologne. Les autorités tchécoslovaques, afin d'éviter l'extension des événements polonais, renforcent les mesures de contrôle sur les syndicats, accentuent la répression contre le mouvement de la Charte 77 et interdisent les publications catholiques clandestines. La Hongrie cherche à empêcher l'apparition de syndicats indépendants en accordant plus de droits aux syndicats officiels. Dernièrement, les dirigeants de la République démocratique allemande (RDA) ont réprimé violemment une grève des travailleurs du métro afin de bloquer le développement d'événements à la polonaise dans leur pays. Cela amène de nombreux observateurs internationaux à considérer que l'on verra au cours des années 1980 de nouveaux soulèvements en Europe de l'Est inspirés par les événements polonais.* »

Bien qu'il ne soit pas fait mention de la Chine, l'implication de ce passage est évidente : quelles mesures devrait prendre la Chine pour éviter également un tel soulèvement ?

On ne sait pas exactement comment le débat s'est poursuivi dans le parti. Mais certains discours des dirigeants du PCC, et

les mesures prises ultérieurement par le gouvernement, indiquent clairement le résultat de cette polémique.

Au cours de rencontres avec des journalistes ou des hommes politiques étrangers, les dirigeants du PCC ont exprimé à plusieurs reprises leur appréhension face aux événements polonais. Le 30 avril 1981, Chen Yu, vice-président de la Fédération nationale des syndicats chinois, s'est efforcé de démontrer que ceux qui voulaient établir des syndicats libres de type polonais « n'avaient pas le soutien des masses », et de souligner que son syndicat était totalement indépendant, et que le parti n'intervenait pas dans son travail. Le 10 juillet 1981, Li Xiannan, vice-président du PCC, affirmait au président du Parlement européen que, si la Chine s'endettait comme la Pologne, elle connaîtrait la même crise que ce pays.

Au début, le PCC a tenté d'adopter une attitude réformiste. A la fin 1980, l'élection des députés du peuple au niveau local a été organisée dans tout le pays et le système des congrès ouvriers a été expérimenté dans plusieurs entreprises. Le 21 mars 1981, lors de la visite d'une délégation de la Confédération française démocratique du travail (CFDT), un dirigeant du PCC lui a affirmé que 38 000 des 400 000 entreprises chinoises s'étaient dotées de congrès ouvriers. Il a également admis que la formation des congrès ouvriers était un des moyens d'éviter l'explosion d'une crise de type polonais en Chine. Toutefois, dans la mesure

où les bureaucrates aux différents échelons de la hiérarchie n'ont aucune intention d'abandonner leur pouvoir, beaucoup se sont opposés aux élections locales et ont cherché à les entraver. Par ailleurs, les prétendus congrès ouvriers n'existent que formellement. En outre, la direction du PCC est prise dans des difficultés économiques et politiques croissantes. C'est pourquoi elle a finalement décidé de suivre la voie empruntée par la Tchécoslovaquie et la RDA, en réprimant sans pitié les forces d'opposition.

En avril 1981, les responsables du PCC ont procédé à des arrestations massives de militants du Mouvement démocratique chinois, et presque tous les rédacteurs des principales revues *samizdat* ont été arrêtés. A la fin de mai 1982, après plus d'un an de détention, deux d'entre eux, Wang Xizhe et He Qiu, ont été condamnés à quatorze et dix ans de prison.

En novembre 1981, la mairie de Pékin a promulgué un décret interdisant les manifestations, les réunions ou les prises de parole place Tien An Men.

En mars 1980, le PCC a proposé de supprimer de la Constitution chinoise les « Quatre Libertés » (de parole, d'opinion, de débat et d'affichage) et, en avril 1982, la direction centrale du parti a proposé à l'Assemblée nationale populaire (ANP) de supprimer également le droit de grève.

A la même époque, en mai 1982, le Conseil d'Etat a publié les « Règlements concernant les récompenses et les punitions des ouvriers dans les entreprises »,

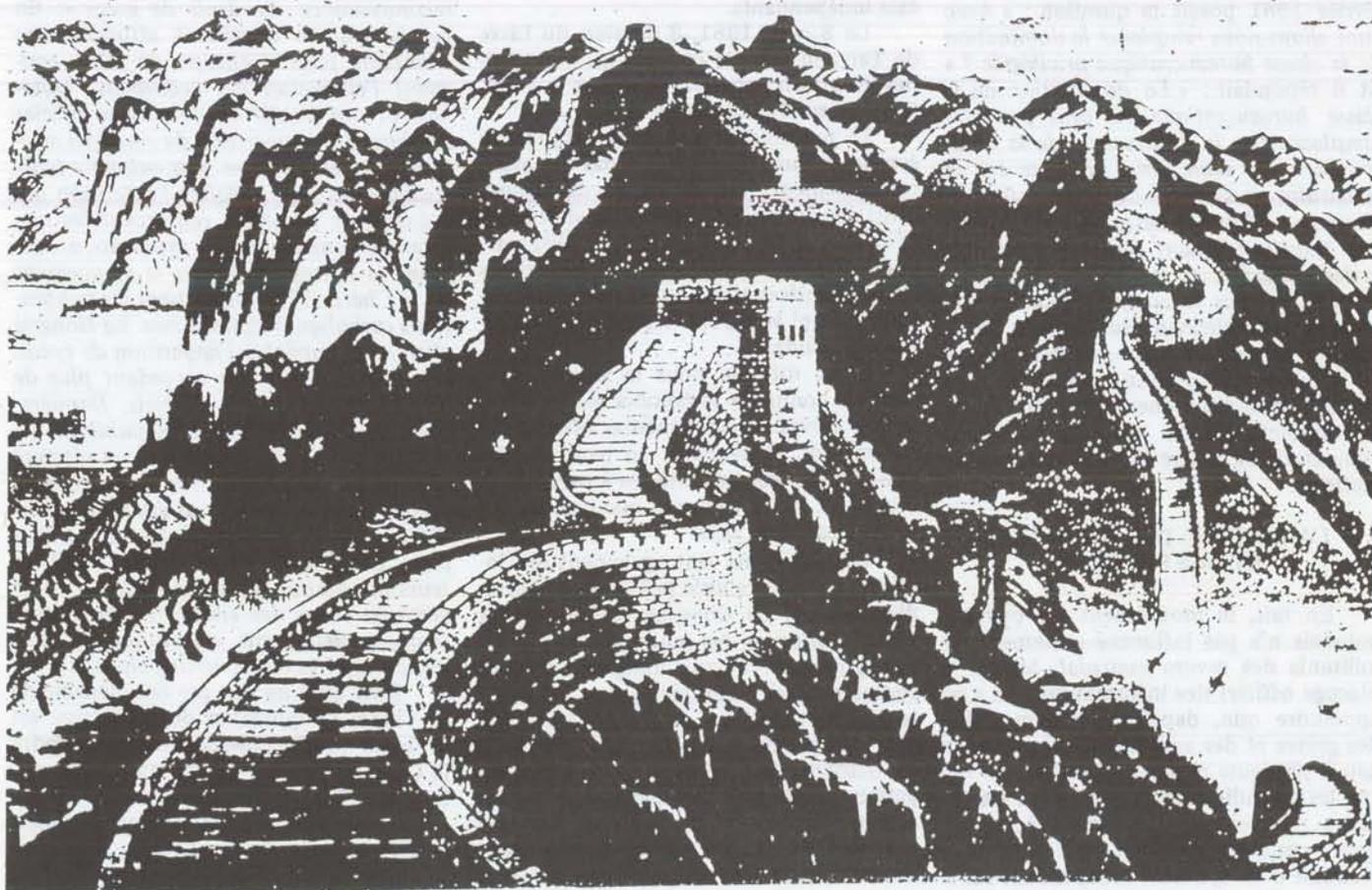
qui menacent les travailleurs d'amendes et de suspensions administratives, de façon à mieux les contrôler.

Depuis la défaite des dirigeants maoïstes, la fraction de Deng Xiaoping applique la ligne de Liu Shaoqi, mais le pays est toujours plongé dans une grave crise politique et économique. Les cadres, à tous les niveaux, poursuivent et intensifient même leurs pratiques corrompues et leurs recherches de privilèges, de telle sorte que l'autorité de la fraction Deng Xiaoping en a beaucoup souffert. Le parti est confronté à une crise de confiance sans précédent. Dans ce pays où les gens sont avides de changement, les événements polonais peuvent avoir l'effet d'une torche enflammée lancée sur un tas de bois sec. La crainte du PCC n'est pas sans fondement, car les événements polonais indiquent une alternative au peuple chinois, en premier lieu à la classe ouvrière.

Pour le moment, le Mouvement démocratique chinois a été réprimé et la classe ouvrière a subi de dures attaques. Solidarité a également été réprimé. Cependant, il n'a pas été écrasé par les autorités, et sa force demeure en grande partie intacte. Face à la détérioration de la situation économique et politique et la crise du régime bureaucratique, la résurgence d'un mouvement socialiste pour la vraie démocratie est inévitable, en Pologne comme en Chine. ■

Ji LI

« OCTOBER REVIEW »  
Hong Kong, samedi 26 juin 1982.



# Derrière la première crise du gouvernement MMM-PSM

## Le dilemme de Paul Bérenger : imposer des mesures d'austérité sans provoquer de riposte populaire

La victoire électorale sans appel de la coalition du Mouvement militant mauricien (MMM) et du Parti socialiste mauricien (PSM, formation bourgeoise issue du Parti travailliste au pouvoir depuis l'indépendance en 1968) aux élections législatives du 11 juin dernier a ouvert une nouvelle période de la lutte des classes dans l'histoire de ce petit pays de l'Océan indien (1).

Pourtant, dès les premières déclarations post-électorales — le journal *le Nouveau militant* du MMM titrait, le 13 juin : « Pardonnons nos adversaires, oublions les querelles » —, l'orientation conciliatrice du MMM est apparue clairement. Dans

le domaine social, c'est l'idée du « consensus social » qui domine le projet politique du nouveau gouvernement. Mais cette orientation se heurte à la fois au profond délabrement de l'économie du pays, qui est mono-producteur de sucre, et au maintien d'une combativité et d'un niveau de conscience de classe assez élevé dans le prolétariat mauricien.

Dès lors, il n'est pas étonnant que ce soit à propos du rythme et des modalités exactes d'application des mesures d'austérité préconisées par le Fonds monétaire international (FMI) qu'ait éclaté la première grave crise politique du gouvernement de coalition MMM-PSM, il y a quelques semaines.

Claude GABRIEL

Le déferlement des coups de théâtre qui ont agité les sphères du pouvoir ces dernières semaines est sans doute apparu comme un véritable imbroglio aux yeux des masses populaires. Cependant, loin d'être de simples péripéties sans importance, ces événements représentent la confirmation éclatante des contradictions du nouveau pouvoir et de la crise interne du MMM.

Tout a commencé début octobre, au retour de Paul Bérenger, le ministre des Finances et véritable dirigeant du MMM, d'un long voyage à l'étranger. L'hebdomadaire de Port-Louis, *Week-End*, précisait alors que Bérenger avait « rapidement mesuré le fossé qui se creusait de plus en plus entre le nouveau gouvernement et la population, avec pour fâcheuses conséquences une grogne grandissante et un retour vers la déprime (2) ».

Les jours suivants, un désaccord s'élève entre le MMM et le PSM et occupe le devant de la scène politique : à l'approche des élections municipales du 12 décembre, le PSM refuse de se présenter sur les listes du MMM, contrairement à ce qui s'était passé lors des élections législatives de juin dernier.

Le 19 octobre, avec force dénonciation des « tiraillements et coups bas » dans l'équipe gouvernementale, Paul Bérenger annonce sa démission de son poste ministériel. Cette décision est tout d'abord présentée comme la conséquence d'une divergence avec le ministre des Prix, membre du MMM, Kader Bhatat. Puis, Paul Bérenger présente ce conflit comme « insignifiant » et annonce que le désaccord se situe désormais avec le Premier ministre Aneerood Jugnauth, lui aussi membre du MMM.

Nouveau coup de théâtre, le 22 octobre. Après la réunion des instances dirigeantes du MMM, les Mauriciens apprennent que ce sont « les tiraillements entre le MMM et le PSM qui nuisaient au bon

fonctionnement du gouvernement » et que le MMM venait de rompre l'alliance gouvernementale avec le PSM et se préparait à gouverner tout seul (3).

Mais, trois jours plus tard, nouveau rebondissement de la crise, lorsqu'il est annoncé que le « PSM est invité à demeurer au gouvernement ». Le Premier ministre réussissait à maintenir le principe de la coalition gouvernementale, contre les décisions antérieures des instances du MMM. Les choses n'en restèrent pas là pour autant. N'ayant pas apprécié l'attitude de deux de ses ministres, celui du Plan et celui de la Santé, lors de la crise gouvernementale, la direction du PSM décide de les exclure du parti et demande au Premier ministre de les relever de leurs fonctions gouvernementales. Ce dernier hésite... et le PSM quitte alors le gouvernement, de son propre chef cette fois-ci.

Enfin, dernier acte, du moins provisoirement, par un appel solennel au patriotisme du PSM, le Premier ministre obtient son retour au sein de la coalition gouvernementale et les événements en sont là pour l'instant.

### DES PRESSIONS CONTRADICTOIRES SUR LE GOUVERNEMENT

La crise politique mauricienne cumule à la fois des conflits au sein du MMM et des frictions entre celui-ci et le PSM. L'analyse ne peut donc être réduite à un affrontement programmatique entre un MMM « de gauche » et un PSM « à droite », comme l'ont laissé un moment entendre les dirigeants du MMM. D'une certaine manière, il faut plutôt insister sur le conflit qui a opposé les ministres du MMM entre eux, car cela est significatif des pressions sociales contradictoires qui s'exercent sur le parti majoritaire.

Paul Bérenger joue un rôle central dans les négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Il a fait siennes les propositions maintenant classiques de ces institutions,

notamment en ce qui concerne la réduction des dépenses publiques et l'austérité sur les salaires. Comme il le dit lui-même, la cause essentielle de la crise est la stratégie économique mise en place par le gouvernement. « Je me suis mis au travail, dit-il, pour préparer minutieusement la présentation au public de l'augmentation du prix du riz et de la farine, qui devait se faire en même temps que la présentation de plusieurs autres mesures qui, elles, soulageaient dans la mesure du possible les problèmes de la population. (4) »

Il ne fait aucun doute que certains hommes du pouvoir ont été sensibles au risque d'impopularité de telles mesures et se sont inquiétés de la cohérence du projet économique de Bérenger. Aneerood Jugnauth, le Premier ministre, confirme ces hésitations quand il affirme : « Au sujet de la politique économique, nous n'avons pas le choix... Mais ce qu'on essaie de faire, c'est de trouver, dans le cadre de cette politique, des moyens d'alléger le fardeau imposé aux petits. (5) » Ainsi, les reproches de Bérenger à l'encontre des services du ministre des Prix, Kader Bhatat, apparaissent plutôt comme une dénonciation de telles hésitations face à une politique ferme d'austérité. Mais il lui est d'autant plus facile de leur adresser des critiques qu'ils n'ont aucune politique alternative à proposer. Bérenger, fort du charisme dont il a, jusqu'à présent, bénéficié,

1. Cf. *Inpreccor*, numéro 130 du 12 juillet 1982.

2. *Week-End* du 17 octobre 1982.

3. *Le Mauricien* du 22 octobre 1982.

4. « Certains qui étaient parfaitement conscients de tout cela et qui savaient quel effort cette responsabilité exigeait, ont choisi ce moment pour commencer à contester ce qu'ils avaient voté au Conseil des ministres le 8 octobre, pour finalement essayer de me présenter comme l'homme du FMI et du secteur privé, et eux comme les sauveurs du petit peuple. Ce n'est même pas de la haute trahison, c'est de la basse trahison. » Paul Bérenger, dans *le Mauricien* du 22 octobre 1982.

5. *Le Mauricien* du 20 octobre 1982.

## L'opposition de gauche au MMM

Dans un article intitulé « La gauche après le changement », l'hebdomadaire mauricien *Horizons nouveaux* (7-14 novembre 1982) analyse ainsi ce qu'il appelle les « organisations de gauche extra-parlementaires » :

« Lalit, né d'une scission des membres de Lalit de Klas d'avec le MMM, après l'alliance de celui-ci avec le PSM, est un petit parti socialiste. Actif, il peut accomplir un travail de formation idéologique, d'éducation politique, de mobilisation populaire, mais il ne peut prétendre, actuellement, à lui tout seul, combler "le vide" laissé par le MMM.

« De toutes les organisations de gauche extra-parlementaires, celle qui paraît posséder une "base" considérable est le FNAS. Recrutant ses militants essentiellement parmi le "lumpen proletariat" (et c'est peut-être l'une de ses faiblesses, car le "lumpen" n'a pas de base fixe), ce front "bann dimun miser" (front de tous les pauvres) impressionne, d'abord par la bonne volonté, l'énergie, le courage et, dans une moindre mesure, le degré de conscience anticapitaliste (beaucoup ont tendance à réduire le marxisme, ou même le concept de lutte de classes à la seule dichotomie capitaliste/ouvrier) de ses militants, ensuite parce qu'il n'hésite pas à proposer publiquement, et en détail, ses "solutions révolutionnaires" et à utiliser un langage populaire convaincant.

« Mais l'action du FNAS est limitée. Il ne peut, par exemple, s'en prendre ouvertement au MMM, comme le fait Lalit, tout simplement parce que ses dirigeants et un grand nombre de ses militants sont encore au MMM. Alors que Lalit se présente déjà, pour employer les termes de ses dirigeants, comme "l'alternative socialiste" au présent gouvernement "social démocrate", le FNAS n'a d'autre choix que d'accorder un "soutien critique" à l'alliance de gauche au pouvoir. On note cependant que le FNAS fait, en ce moment, de grands efforts pour renforcer sa "base" et se doter de structures, sinon comparables, du moins aussi efficaces que celles du MMM. Prépare-t-il, lui aussi, une rupture avec ce dernier ? »

ficié auprès des masses, se croit capable d'imposer les projets du FMI et de la Banque mondiale.

La droite a cherché à exploiter cette crise gouvernementale, mais elle a toutefois pris soin de donner un soutien implicite à Bérenger. Les journaux *le Mauricien* et *Week-End* de leur côté, se sont montrés très confiants dans le coup de force du ministre des Finances. Le chef du petit parti réactionnaire, l'Union démocratique mauricienne (UDM), Guy Ollivry, reconnaît par exemple en Bérenger celui qui est considéré par les milieux financiers internationaux comme « l'homme clé du gouvernement », et Gaëtan Duval, du Parti mauricien social-démocrate (PMSD), ajoute : « C'est trop malheureux. On ne peut pas toujours être d'accord avec M. Bérenger, mais on doit reconnaître qu'il a eu du courage et qu'il est un rude travailleur. (6) »

Ce conflit au sein du MMM n'oppose donc pas deux conceptions de programme économique. Mais il traduit les hésitations que certains peuvent avoir, cinq mois après la victoire électorale, à frapper l'électorat populaire par des mesures draconiennes.

Dans ce cadre, Bérenger apparaît de plus en plus comme le chef de file d'une aile technocratique au sein du pouvoir. Son action vise à rationaliser l'économie mauricienne, à trouver les investissements étrangers capables de réduire le sous-emploi et de permettre au secteur privé national de réinvestir sur place. Une telle politique est vouée à l'échec à un moment où les pays producteurs de sucre comme l'île Maurice subissent les contre-coups de la chute des cours qui touche leur monoproduction et de la politique

protectionniste des betteraviers européens. Elle n'a pas plus de chances du côté des investissements industriels dans une période où les taux d'intérêts sont très élevés et où les liquidités sur le marché financier international sont moins importantes que par le passé. Enfin, le gouvernement MMM-PSM ne peut espérer retrouver la confiance définitive de la bourgeoisie mauricienne et étrangère qu'en imposant la paix sociale et un recul relatif des salaires (7).

Bérenger apparaît donc jusque dans les sphères du pouvoir comme « l'homme du FMI et de la Banque mondiale ». Mais il exaspère aussi ceux qui, faute d'avoir la moindre idée précise en économie, sont sensibles aux pressions des couches bourgeoises locales les plus mercantiles et timorées. C'est là que resurgit la question du « communalisme » (8) et que s'explique le rôle particulier du PSM dans la crise gouvernementale. Bérenger reflète au sein du gouvernement les pressions de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie mauricienne, et son projet heurte les habitudes de clientélisme des fractions bour-

6. *Ibid.*

7. Ainsi le maintien et les perspectives de développement de la « zone franche » industrielle ne peuvent reposer (comme dans tous les pays où de telles zones existent) que sur l'attrait des bas salaires et de la passivité d'une main-d'œuvre majoritairement féminine et peu organisée syndicalement. Le MMM avait d'ailleurs dénoncé par le passé cette « zone franche » comme un « Etat dans l'Etat ».

8. Le « communalisme » est le fondement du système politique réactionnaire mauricien. Il constitue une sorte de clientélisme politique basé sur l'attachement au groupe ethnique ou religieux d'origine. Il s'ajoute au « castéisme »,

geois et petites-bourgeoises retardataires pour lesquelles le communalisme demeure un instrument d'enrichissement. Le PSM, mais aussi Jugnauth, le Premier ministre, sont très sensibles à ces pressions-là. Et le coup de gueule de Paul Bérenger, ses exigences d'un gouvernement homogène, puis la présentation du PSM comme la « cause » des conflits, montrent bien que ce gouvernement est aussi soumis à la pression d'intérêts bourgeois contradictoires. Il n'y a pas, à l'île Maurice, de classe bourgeoise nationale homogène, bien au contraire. Le colonialisme y a laissé un ensemble de fractions bourgeoises aux intérêts divergents.

Elu grâce au vote massif des travailleurs et des couches populaires, ce gouvernement MMM-PSM s'est empressé, dès le lendemain de son élection, de rassurer les patrons, de proclamer la « réconciliation nationale ». A tel point que dans les faits s'est constituée, à l'île Maurice, une véritable « union nationale », même si les patrons ne sont pas directement représentés au sein du gouvernement. Ce sont donc les premières conséquences de cette alliance contre nature auxquelles nous assistons.

Mais les travailleurs maintiennent la pression pour obtenir la satisfaction de leurs revendications, et les directions syndicales sont bien obligées de s'en faire, d'une certaine manière, l'écho. Les diverses fractions patronales et bourgeoises exigent, chacune de leur côté, toujours plus de garanties pour accorder leur confiance au nouveau régime. On retrouve ces forces sociales antagoniques dans les négociations pour la semaine de 40 heures dans l'industrie sucrière, dans la réorganisation des transports, dans le fonctionnement du port, etc. (9). Et l'« union nationale » de fait dont se réclame ce gouvernement de collaboration de classes n'arrive pas à déboucher pour autant sur le véritable consensus social prôné par Bérenger.

### UN RUDE COUP PORTÉ A LA « SOCIÉTÉ PARTICIPATIVE »

En préambule au programme gouvernemental sur lequel le MMM et le PSM se sont fait élire il est, entre autres, mentionné le développement d'une société « libre, égalitaire, juste et participative ». Or, la récente crise gouvernementale montre le peu d'intérêt des dirigeants du MMM et du PSM pour cette promesse.

Reproduisant les pires habitudes de la politique bourgeoise, ils ont pris soin de régler leurs affaires en reléguant pen-

phénomène de la hiérarchie des castes propre à la communauté hindoue.

9. Le patronat du sucre vient d'obtenir une baisse de la taxe à l'exportation, mais il tergiverse pour accorder les 40 heures de travail par semaine à ses salariés (voir *Horizons nouveaux* du 21 octobre). Au port, les travailleurs s'inquiètent de projets nouveaux comme celui de l'importation en « vrac » de maïs, ce qui pourrait une fois encore menacer l'emploi des dockers. (*Week-End* du 17 octobre 1982). Enfin, dans les transports, les petites entreprises sont parmi les secteurs les plus liés aux cliques communalistes, ce qui s'oppose dans les faits à des projets modernistes du grand patronat industriel.

dant toute la crise les travailleurs dans le rôle de spectateurs passifs.

Ainsi, après sa démission, Paul Bérenger annonce qu'il « ne pose pas de conditions formelles », mais qu'il ne retournera « au gouvernement que si certaines choses changent. (10) » Il ne précisera pourtant jamais vraiment ces « conditions ». Alors qu'il joue la comédie de celui qui veut « retourner aux affaires syndicales », il prend bien soin de ne permettre aux travailleurs ni d'arbitrer le conflit ni de donner leur avis sur le gouvernement qu'ils désirent avoir.

De la même manière, quand le MMM affirma sa volonté de rompre avec le PSM, la seule explication avancée accusait laconiquement le PSM d'être « la cause des tiraillements au sein du MMM ». C'est un peu court, lorsque l'on se rappelle que cette même direction du MMM, dans un passé très proche, menaçait de « démissionner » (encore !) si la base du parti n'acceptait pas l'alliance électorale avec le PSM. Ceux qui alors dénonçaient cette perspective comme un compromis avec un parti bourgeois s'étaient vu violemment sermonner au nom du réalisme et du « consensus social » (11). Ne faudrait-il pas que Bérenger et Jugnauth s'expliquent maintenant sur ce bilan, alors qu'ils dénoncent la présence du PSM au gouvernement, moins d'un an après avoir combattu la gauche de leur parti sur ce point ?

La diplomatie secrète dans les allées du pouvoir n'élimine pas les pressions des patrons ou celle des représentants de la Banque mondiale, mais par contre, elle agit directement contre le droit démocratique des travailleurs à peser sur leurs directions. Et si l'on informe rapidement quelques membres du Comité central du MMM ou quelques dirigeants syndicaux,

c'est pour mieux contrôler l'étanchéité des débats entre le sommet et la base. « Personne n'explique rien, chaque explication ne fait que tout compliquer », écrit l'hebdomadaire *Horizons nouveaux* à propos de ces va-et-vient ministériels (12).

Et pourtant, cela ne suffit pas encore à la droite ni à la presse bourgeoise. C'est ainsi que l'éditorialiste Lindsay Rivière, dans *Week-End* du 31 octobre dernier, regrette que les statuts du MMM prétendent toujours vouloir faire contrôler les ministres membres du MMM par le parti. Il dénonce cette situation qui, selon lui, placerait le Premier ministre sous l'autorité d'une assemblée de délégués du MMM. « La clause 7 de la Constitution du MMM se trouve de ce fait en contradiction directe avec la Constitution du pays », affirme-t-il.

Lindsay Rivière, dont les articles ont un certain poids au sein même de la direction du MMM, veut donc porter le dernier coup au vieux MMM, celui de l'organisation militante dans laquelle les travailleurs pensaient pouvoir débattre et décider. Car Lindsay Rivière ne veut pas se contenter d'un MMM dont toutes les structures de base sont dorénavant totalement inactives. Il veut un nouveau MMM, bâti comme l'a été le Parti travailliste, un parti de notables, respectueux d'une démocratie formelle et à l'abri des pressions populaires.

10. *Le Mauricien* du 21 octobre 1982.

11. A cette époque des regroupements de gauche avaient manifesté leur opposition à cette coalition. Cette opposition au sein du MMM était le fait du courant *Lalit Travayer*, de celui de *Lalit de Klas* et des membres du Mouvement chrétien pour le socialisme. Ils avaient représenté environ 20 % au moment de l'assemblée des délégués du MMM. La presse avait alors souligné

Il veut en faire définitivement un parti qui cesserait de dépendre de sa base ouvrière. Et le sentiment de ce journaliste est sans aucun doute partagé par une partie de la direction du MMM.

### QUE FAIRE DU PSM ?

A la différence du MMM, le PSM, qui est un parti représentant les intérêts d'une fraction bourgeoise d'origine hindoue, n'est même pas comptable de ses actions devant les travailleurs. La direction du MMM reste, pour le moment, encore relativement sensible aux risques de grogne dans sa base syndicale, et plus précisément dans les syndicats de la General Workers Federation (GWF), la principale organisation syndicale de l'île, contrôlée par la direction du MMM. Elle doit prendre garde à ne pas laisser trop de place aux courants qui se situent à sa gauche (voir encart). La crédibilité à court terme du MMM aux yeux du patronat et de l'impérialisme réside dans ses moyens de garantir la paix sociale et de mettre les ouvriers au travail. Sans liens avec les directions ouvrières, le MMM ne pourrait tenir ce pari.

Le PSM, lui, n'a pas tous ces problèmes, et c'est bien ce que soulignaient, à l'époque, les opposants au sein du MMM, à une alliance avec lui. Harish Boodhoo, le secrétaire général du PSM pouvait, sans

la force de cette opposition, mais les manœuvres de la direction du MMM et le peu de débat interne avaient réduit son impact. Depuis lors, les membres de *Lalit de Klas* ont quitté le MMM pour former l'organisation indépendante *Lalit*, tandis que les militants regroupés autour du bulletin *Lalit Travayer* animent le Front national anti-chômage (FNAS).

12. *Horizons nouveaux* du 31 octobre 1982.

Manifestation des chômeurs dans les rues de Port-Louis. (DR)



problèmes, devant les 200 000 personnes rassemblées en juin à Port-Louis après les élections, demander que les entreprises soient des « lieux sacrés ». Qui, au sein de son parti, pouvait lui reprocher d'être allé trop loin ?

Or, le PSM a bénéficié de son alliance avec le MMM. De groupuscule bourgeois il devient peu à peu une force politique qui recrute. Boodhoo devenu vice-Premier ministre et responsable du portefeuille de l'Information a pu, dès lors, mener une politique plus musclée et proposer, par exemple, un statut de mise sous tutelle de la télévision qui gêna même Paul Bérenger.

Les manœuvres se sont multipliées depuis la victoire électorale, pour placer les hommes du PSM à certains postes de l'appareil d'Etat, dans les ambassades, etc. Et à la veille des élections municipales, ce parti exige un contingent de candidatures qui dépasse les 30 % qui lui avaient été concédés pour les législatives. Le journal *Week-End* du 17 octobre notait malicieusement que la perspective du PSM de se présenter seul aux élections municipales pouvait sans doute obliger le MMM à « aller seul devant l'électorat, en pleine crise économique, à assumer la responsabilité électorale du mécontentement actuel ».

Certes, le PSM n'est pas à proprement parler le « cheval de Troie » au sein de la coalition. La direction du MMM ne l'a pas attendu pour faire la politique des patrons. Mais les travailleurs peuvent maintenant se saisir de toutes ces affaires pour dénoncer la présence au gouvernement de ce parti communaliste, qui ne sert à rien d'autre qu'à exprimer les intérêts de quelques couches bourgeoises.

Mais chasser le PSM du gouvernement ne peut évidemment pas suffire. Il faut lier cette exigence à celle d'un changement radical de politique de la direction du MMM. Et pour cela, il faut commencer par un bilan de la politique gouvernementale. Les entreprises maintiennent leurs perspectives de licenciements. Ce sont les travailleurs qui font les frais de l'austérité : outre l'augmentation prévue de la farine et du riz, on prévoit que le budget de l'Education devra être ramené à 14 % des dépenses courantes de l'Etat alors qu'on prévoit, par contre, la baisse de la pression fiscale sur l'hôtellerie. La situation quotidienne des masses laborieuses n'a pas changé et l'arrogance des patrons est toujours la même.

Il faut donc une autre politique que celle de Bérenger, que le ministre des Finances lui-même résume comme suit : « Placer le secteur privé devant ses responsabilités, afin que son management, ses capacités de marketing, ses possibilités professionnelles et techniques soient utilisés à fond. (13) »

Cette autre politique consisterait à faire sortir l'île Maurice de son héritage colonial et à décider une véritable maîtrise de l'économie nationale. Ce serait d'abord la nationalisation des grandes propriétés sucrières et des raffineries, la nationalisation du port, des transports et des banques, afin de reprendre, au profit de la population, ce que les grands patrons ont hérité de leurs ancêtres esclava-

gistes. L'établissement du monopole du commerce extérieur et la renégociation de la dette constitueraient l'autre maillon indispensable à l'indépendance économique. Enfin et surtout, c'est en s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs et en favorisant leur contrôle sur les entreprises et sur la vie économique que l'on pourrait concilier l'effort de reconstruction du pays et l'amélioration des conditions de vie de la population.

Les choix actuels du gouvernement en matière économique et sociale sont principalement motivés par des raisons politiques : se concilier la bourgeoisie, passer un accord à long terme avec elle et suivre un modèle de développement qui préserve les profits patronaux, afin de conserver son soutien.

### L'HOMME PROVIDENTIEL

La personnalité propre de Paul Bérenger n'est pas étrangère à l'imbroglio gouvernemental actuel. Numéro 3 du régime, après Aneerood Jugnauth et Harish Boodhoo, il demeure le principal leader du MMM, celui qui conserve une influence certaine parmi les travailleurs. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que de constater que sa démission, somme toute motivée par des considérations économiques et politiques contraires à l'intérêt des masses, a provoqué un choc dans l'esprit d'une partie des travailleurs, prêts à lui apporter leur soutien.

Le pire des dangers serait de voir les travailleurs suivre, derrière Bérenger, la politique du FMI et n'exercer leur combativité que contre les secteurs les plus arriérés des fractions communalistes toujours influentes. C'est pourtant le piège que leur tend Bérenger : jouer sur son crédit, au sein du mouvement syndical notamment, pour s'affirmer dans un conflit in-

ter-bureaucratique dans le MMM et pour y imposer la politique bourgeoise la plus rationnelle, celle des institutions financières impérialistes.

Bérenger a su, depuis sa nomination au poste de ministre des Finances, demeurer en contact avec les travailleurs. On l'a vu chez les ouvriers du port ou ceux des transports venir faire passer sa politique ou, plus modestement, venir faire patienter une base toujours prête à partir en grève.

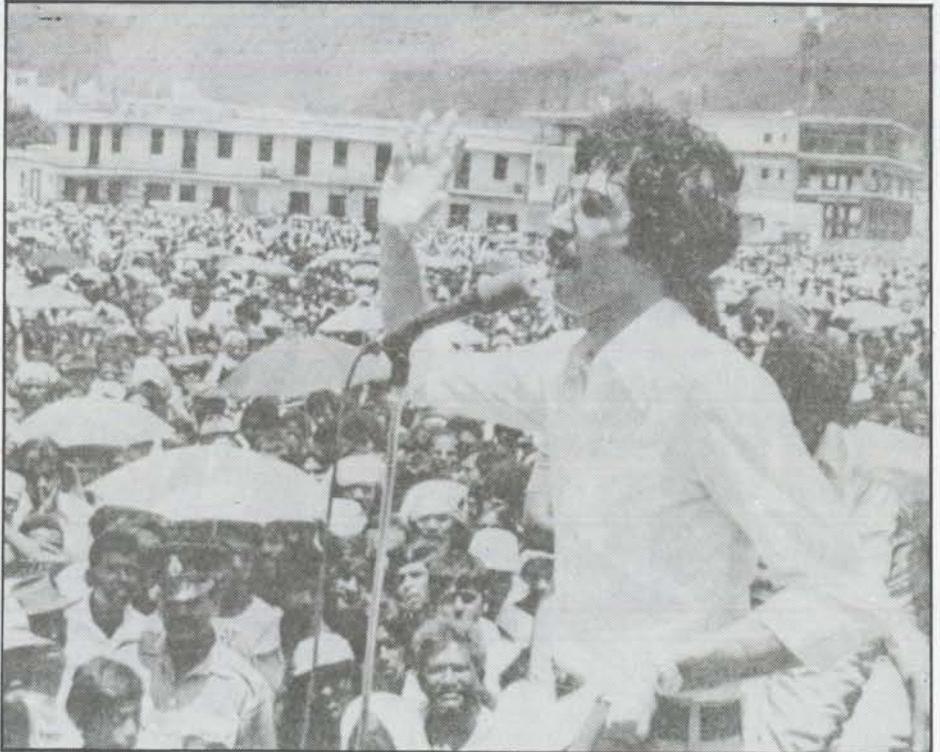
Au sein du pouvoir il y a donc un Premier ministre officiel et un Premier ministre de fait. Bérenger est l'homme fort du gouvernement, parce que c'est lui qui dicte la politique économique et que c'est encore lui qui peut empêcher la contestation des travailleurs. Il peut ainsi se forger, peu à peu, un personnage d'homme providentiel « au-dessus des classes ». Lindsay Rivière, encore lui, dans le *Mauricien* du 22 octobre, affirme ainsi que « chaque étape de sa démarche (celle de Bérenger) avait été mûrement réfléchie : du désordre, selon lui, allait jaillir l'ordre ! »

Les mois qui viennent vont donc être décisifs. La crise gouvernementale qui vient de se dérouler concentre un grand nombre des questions qui se posent aux travailleurs. Les réponses qu'ils leur donneront dépendront de la capacité des militants révolutionnaires à fournir des explications d'ensemble et à démonter la démagogie du pouvoir. C'est en définitive l'indépendance du mouvement de masse qui est en jeu aujourd'hui. ■

Claude GABRIEL  
10 novembre 1982.

13. Le *Mauricien* du 22 octobre 1982.

Paul Bérenger lors d'un meeting électoral. (DR)



# Vingt ans après l'indépendance

Museler le mouvement de masse et avancer prudemment vers une "libéralisation économique" sont les deux piliers de la politique de Chadli Benjedid

Il y a vingt-huit ans, le 1er novembre 1954, les premières actions du Front de libération nationale (FLN) marquaient le début du soulèvement armé algérien contre le colonialisme français. Au terme d'une longue guerre de libération, le 3 juillet 1962, l'Algérie arrachait son Indépendance. Le peuple algérien avait payé cette victoire au prix fort : un million de morts, 400 000 détenus, 300 000 réfugiés, et plus de 3 millions de personnes déplacées. Toute la population algérienne avait été touchée et brassée par la tourmente.

Vingt ans après l'Indépendance, la population algérienne a pratiquement doublé. Elle est passée de 10 millions à près de 20 millions d'habitants, dont 57 % ont moins de vingt ans. La croissance démographique se poursuit, avec le taux important de 3,2 % par an, qui annonce un nouveau doublement de la

population au début du siècle prochain. La population urbaine représente désormais 45 % du total, contre 30 % en 1962. Le nombre de salariés est passé de 1,7 million en 1966 à 3,4 millions en 1982 ; l'emploi salarié agricole de 700 000 à 2 millions, et le nombre d'emplois industriels de 100 000 à 750 000.

En vingt ans, l'espérance moyenne de vie s'est accrue de dix ans : de 47 à 57 ans. Les Algériens mangent qualitativement mieux en 1979 qu'en 1967. Le nombre de jeunes scolarisés est passé de 400 000 au moment de l'Indépendance à 5 millions, et le nombre d'étudiants algériens de 2 000 à près de 100 000. Alors qu'il y avait un médecin pour 10 000 habitants en 1966, il y en a aujourd'hui un pour 2 500 habitants, mais l'infrastructure hospitalière a stagné.

Claude DEVILLIERS

Ce processus de développement, après plus d'un siècle d'oppression coloniale, n'est pas allé sans difficultés. La résistance armée du FLN avait été affaiblie par le rouleau compresseur du Plan Challe appliqué à partir de février 1959, et consistant en des opérations militaires aéroportées menées d'Est en Ouest, depuis la « ligne Morice » le long de la frontière avec la Tunisie jusqu'au barrage électrifié situé le long de la frontière marocaine. Les accords d'Evian, signés le 18 mars 1962 sur la base de ce rapport de forces militaires, prévoyaient l'installation d'un Etat néocolonial (1).

Mais la mobilisation des masses algériennes allait ouvrir, en 1962 et 1963, une dynamique de révolution permanente. Elle s'engouffrait dans le vide laissé par l'effondrement des structures coloniales et le départ précipité des Européens. La bourgeoisie algérienne, rachitique, étouffée par la colonisation de peuple, n'avait pas la force d'occuper cet espace.

Dès 1963, le président Ahmed Ben Bella portait un coup d'arrêt à cette dynamique, en mettant au pas le Congrès de l'organisation syndicale, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), fondée en 1956 en pleine guerre, et qui prétendait affirmer son autonomie par rapport au régime. Dès lors, le régime de Ben Bella ne constituait plus qu'une formule politique de transition, produit d'un compromis temporaire entre le mouvement de masse et la bureaucratie en formation dans le cadre de l'appareil d'Etat.

Le coup d'Etat dirigé par le colonel Houari Boumedienne, le 19 juin 1965, dénouait au profit de la bureaucratie et de la bourgeoisie privée cette situation d'équilibre instable. Leur victoire allait se traduire aussitôt par une caporalisation

généralisée du mouvement de masse, et par l'adoption significative, dès 1966, d'un Code des investissements accordant des facilités au secteur privé.

Nos camarades du Groupe communiste révolutionnaire (GCR) algérien ont exposé avec lucidité la logique de ce régime : « Cette forme inhabituelle d'organisation économique de la société bourgeoise, le capitalisme d'Etat, ne modifie en rien la nature de classe de cette société. Les principales sources d'accumulation du capital et les secteurs clefs de l'économie sont certes étatisés, mais le système reste fondamentalement régi par les lois du mode de production capitaliste, et l'Etat n'en est pas moins l'instrument de l'exploitation du travail salarié par le capital. Elle représente pourtant l'unique possibilité pour le bloc petit-bourgeois hybride, dominant politiquement, de profiter de sa mainmise sur l'Etat bourgeois pour s'approprier le rôle déterminant dans la répartition du surproduit social.

« C'est en ce sens que, le bonapartisme en étant l'expression politique, le capitalisme d'Etat est l'expression économique de la substitution de ce bloc social à une bourgeoisie structurellement très faible. Véhicule idéal pour l'ascension capitaliste et l'affirmation face à l'impérialisme mondial des couches petites-bourgeoises regroupées autour de l'armée des frontières, le capitalisme d'Etat offre par ailleurs des avantages incontestables sur toute autre forme d'organisation capitaliste dans un pays arriéré.

« L'appropriation d'une part importante des rentes pétrolière et foncière, la nationalisation des secteurs clefs de l'économie, et le contrôle des investissements permettent à l'Etat bourgeois de réaliser une accumulation intensive et accélérée de capital industriel. Le monopole du commerce extérieur, même relatif, en amenant l'Etat bourgeois à traiter lui-

même avec les firmes multinationales, en fait un interlocuteur de poids non négligeable, qui peut se permettre de s'affronter ponctuellement à l'impérialisme, non pas pour remettre en question sa domination sans partage sur le marché mondial, mais pour négocier la redéfinition des termes de l'échange inégal. (2) »

Le bilan et l'héritage du régime Boumedienne vérifient largement ce jugement.

## LE BILAN ET L'HÉRITAGE DU RÉGIME BOUMEDIENNE

La politique économique de Boumedienne a été rythmée par un plan triennal (1967-1969) et deux plans quadriennaux (1970-1973 et 1974-1977). Pendant dix ans, il s'est agi de « semer du pétrole pour récolter des usines ». La priorité absolue a été accordée à l'industrie lourde et à la mise en place de complexes orientés vers les biens de production (pétrochimie, sidérurgie, machine-outil). Cette politique dite des « industries industrialisantes », financée grâce à la rente pétrolière, était censée consolider l'indépendance économique du pays et entraîner, dans un deuxième temps, l'essor d'industries de consommation.

1. Le texte des accords d'Evian affirmait que « l'indépendance de l'Algérie en coopération avec la France répondait aux intérêts des deux pays » ; il comprenait un engagement de la part de l'Algérie de garantir les intérêts français en contrepartie d'une aide économique et technologique de la France. Ces garanties concernant les droits acquis par les personnes physiques et morales d'origine française étaient contenues dans une « déclaration de garanties » qui représentait un des textes des accords d'Evian.

2. Cahier Et Taliaa numéro 1, « La crise du capitalisme d'Etat et du bonapartisme en Algérie », p. 14, 1978.

Cet effort volontariste (illustré par la naissance de grands complexes sidérurgiques à Annaba, de liquéfaction du gaz à Arzew, ou de raffinage à Skidda) s'appuyait sur une politique offensive de nationalisations : nationalisation des assurances et des biens vacants en 1966, de la distribution pétrolière à l'occasion de la Guerre des Six Jours en 1967, des sociétés pétrolières françaises et des gisements de gaz en 1971, du secteur bancaire en 1972, du commerce extérieur de gros en 1973. Au moment de la mort de Boumedienne, le 27 décembre 1978, 73 % de la valeur ajoutée industrielle était réalisée dans le secteur public, contre 43 % seulement en 1967. En 1978, le monopole du commerce extérieur était également institué.

Au milieu de cette décennie placée sous le signe de la « révolution industrielle », le discours officiel du régime commençait à l'associer à deux autres « révolutions » : agraire et culturelle. Décrétée par ordonnance le 16 novembre 1971, la « révolution agraire » a été conçue comme une opération administrative à froid, devant éviter l'explosion des conflits de classe à la campagne. Elle prétendait éliminer les rapports d'exploitation à la campagne en supprimant les formes de faire valoir indirectes, en expropriant les propriétaires non exploitants ou les propriétaires exploitants non résidents sur l'exploitation, en limitant la taille des exploitations, en attribuant des lots à cultiver aux paysans sans terre, et en encadrant la distribution dans un système coopératif étatisé.

Mais cette volonté déclarée s'est heurtée aux pesanteurs, quand ce n'est au sabotage, d'une administration bureaucratique souvent de connivence avec les propriétaires visés. Ces grands propriétaires ont contourné de mille façons les mesures de nationalisation et de limitation des surfaces (recours à des prête-noms, etc.). L'ambiguïté des textes et la complicité de l'administration locale ont facilité une interprétation des ordonnances dans un sens plus conforme aux intérêts des possédants. Ainsi, les recours ont permis la dénationalisation et la récupération de près du quart des terres des grands propriétaires, à tel point que le quotidien national *El Moudjahid* qualifia ces commissions de recours, de véritables syndicats des propriétaires fonciers ...

D'autre part, l'imposition bureaucratique de la révolution agraire a privé Boumedienne du soutien de la paysannerie pauvre. En responsabilisant l'administration locale, il voulait éviter la mobilisation des paysans. L'appel au volontariat étudiant pour l'application de cette « révolution » ne compensait pas la passivité des paysans méfiants, soumis à des pressions, sceptiques quant aux mécanismes de commercialisation. Nombre de bénéficiaires de la révolution agraire se sont désistés et nombre de paysans tributaires, loin d'être des militants de cette « révolution » octroyée, étaient en fait déjà sur le chemin de l'exode rural.

Enfin, l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) qui devait, à l'origine,

organiser la masse des paysans sans terre nouveaux tributaires et des petits paysans, s'est vite trouvée investie par les secteurs de la bourgeoisie agraire et transformée en courroie de transmission de leur influence politique.

Dans ces conditions, la révolution agraire était incapable de servir de tremplin à la mobilisation des paysans pauvres, ou d'élargir le marché intérieur, malgré l'alignement du salaire minimum agricole sur le salaire minimum interprofessionnel garanti, malgré la réduction des impôts et l'amélioration des prestations sociales (toujours grâce à la redistribution de la manne pétrolière plutôt qu'à une

des programmes. » Elle doit décider de l'affectation des résultats financiers de l'entreprise et de la répartition des bénéfices éventuels.

Mais le pouvoir décisif est détenu par le conseil de direction composé d'un ou deux membres de l'Assemblée des travailleurs, élus par elle, mais placés sous la présidence d'un directeur général nommé et révoqué par l'autorité de tutelle. Ce directeur général « agit sous l'autorité de tutelle », est « responsable du fonctionnement général de l'entreprise » et « exerce l'autorité hiérarchique sur le personnel ».

Au regard des moyens mobilisés et des ambitions affichées, le bilan est



Alger, octobre 1979. (DR)

amélioration de l'agriculture). Le volontarisme étatique ne pouvait, à lui seul, offrir une issue au développement du marché intérieur. Il contribuait plutôt à « établir le contrôle de l'Etat bourgeois sur la rente foncière dans le but de l'orienter, en fonction de son choix stratégique, dans le processus d'accumulation accélérée du capital national (3) ».

Sous le drapeau de la « révolution culturelle », enfin, allaient intervenir des mesures touchant aussi bien à la gratuité de la santé, qu'à l'éducation, ou à la campagne pour l'arabisation. Mais le régime Boumedienne devait surtout mettre l'accent sur la « gestion socialiste des entreprises », instituée par l'ordonnance du 16 novembre 1971 pour toutes les entreprises « dont le patrimoine est constitué intégralement par les biens publics ». Il prétendait ainsi faire des travailleurs des « producteurs gestionnaires ».

La base de ce système de gestion est constitué par l'Assemblée des travailleurs, élue pour trois ans par l'ensemble des travailleurs parmi les travailleurs syndiqués proposés par une commission électorale tripartite (le parti FLN, le syndicat UGTA et l'administration). Cette assemblée dispose en théorie de tous les « pouvoirs de contrôle sur la gestion de l'entreprise ou de l'unité, et sur l'exécution

économiquement coûteux et porteur de nouvelles contradictions sociales.

— Non seulement l'industrialisation a capté l'essentiel des investissements des trois plans économiques successifs, mais elle a encore consommé trois fois plus que prévu. Les hydrocarbures, qui ont été les principaux bénéficiaires de l'investissement industriel, se sont développés plus vite que les industries de base qui devaient fournir les équipements industriels. Cette politique d'exploitation maximale du pétrole, avec priorité au raffinage et au gaz naturel liquéfié, a empiété sur les autres secteurs, y compris l'industrie lourde, de sorte que le remplacement escompté des importations est devenu impossible. En 1977, à la fin du deuxième plan quadriennal, sur 100 produits industriels jugés nécessaires, 76 étaient toujours importés.

— Le bilan n'est guère plus reluisant concernant le commerce extérieur. Les signes de la dépendance, y compris sous des formes classiques, reviennent à la surface, après une courte éclipse. La très faible diversification des exportations n'est pas dépassée : hydrocarbures et matières premières (fer, phosphates et ... vin) constituent 92,3 % des exportations, alors que

3. *Ibid.*, p. 17.

la part des produits industriels finis est quasi nulle. Quant aux débouchés, la diversification demeure limitée : 91 % des exportations vont aux pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), les Etats-Unis, la France et l'Allemagne fédérale drainant à eux seuls 73 % des exportations minières. Du côté des importations, en revanche, la satisfaction des besoins alimentaires dépend pour 70 % des livraisons américaines ...

— L'ampleur de l'endettement donne une idée de la dépendance technologique et financière. L'OCDE évalue à 35 % de la valeur des exportations le montant du service de la dette pour 1981. Le gros de la dette (25 milliards de dollars) consiste en crédits des firmes impérialistes plutôt qu'en aide des institutions monétaires internationales. La conjoncture de baisse des prix du pétrole, le renouvellement de l'équipement industriel arrivant à échéance et le recours massif à l'importation de biens de consommation, accentuent cette tendance. Si l'austérité est à l'ordre du jour, les incohérences de la politique économique perpétuent la gabegie, comme l'illustre l'opération démagogique de construction à Alger d'un « monument des martyrs » qui a exigé un emprunt supplémentaire de 100 millions de dollars canadiens.

— Sur le plan social, l'industrialisation n'a pas répondu aux objectifs de plein emploi visés sous Boumedienne. La population active a triplé en dix ans, et 140 000 personnes accèdent chaque année au marché du travail. Le chômage des jeunes est estimé à plus d'un million, alors que le pouvoir s'efforce de comprimer les effectifs des entreprises pour augmenter leur productivité. Malgré les concessions salariales accordées, souvent sous la pression des luttes entre 1977 et 1980, le pouvoir d'achat s'est détérioré. La crise du logement et des transports urbains atteint un point critique. Le nombre total de logements est passé de 1,8 million en 1966 à 2,2 millions en 1977, soit une croissance de 18 %, alors que la population augmentait de 40 %. La part du logement précaire a augmenté, avec l'apparition, pendant cette période, de 150 000 logements de type bidonville en milieu urbain. Les plans de construction n'envisagent que pour l'an 2 030 ... le retour à la situation de 1966 ! Et ces plans, avec la livraison de 25 000 logements en 1979 et 30 000 à 40 000 en 1980, prennent chroniquement du retard. Cette crise du logement et du transport agit en retour sur l'absentéisme et la productivité du travail en général.

Le projet capitaliste d'Etat mis en œuvre sous Boumedienne a donc globalement failli. Il était porté par la bureaucratie d'Etat, qui a initié une accumulation capitaliste, en prenant en main l'appareil d'Etat, et à travers lui la rente pétrolière et foncière. Une nouvelle bourgeoisie a commencé à émerger, à la campagne, dans le secteur privé nourri des subsides de l'Etat, et dans les flancs même de l'appareil d'Etat.

## Des commandos réactionnaires assassinent un jeune syndicaliste étudiant

Un jeune étudiant en langues de l'Université d'Alger, âgé de vingt ans, Amzal, vient d'être tué, le 1er novembre dernier, lors des affrontements qui ont eu lieu à la Cité universitaire « Taleb-Abderhamane » de la capitale. Ses obsèques, suivies par 7 000 personnes, ont pris la signification d'un acte politique.

Malgré la vague de répression et les arrestations qui avaient frappé le mouvement étudiant algérien en mai 1981, le régime n'a pas réussi à écraser le mouvement étudiant qui avait manifesté son dynamisme lors des grandes grèves d'avril 1980 dans les universités d'Alger et de Tizi Ouzou (Kabylie). Il est cependant parvenu à l'affaiblir, tout en tolérant ou en favorisant le développement parallèle de courants d'extrême-droite d'inspiration religieuse (Frères musulmans) ou nationalistes arabes (les étudiants militants du FLN, dits « Baathistes »). Ces courants, qui jugent le pouvoir gouvernemental trop « à gauche », se veulent le fer de lance, à l'Université, de la lutte contre les revendications démocratiques des étudiants. A plusieurs reprises ces dernières années, ils se sont illustrés par leurs agressions et leurs actions de terreur, afin d'étouffer le mouvement démocratique et de briser les luttes syndicales étudiantes.

En 1980, Frères musulmans et « Baathistes » s'étaient emparés du comité de la Cité universitaire « Taleb-Abderhamane » (4 000 étudiants). Ils voulaient en finir avec les revendications syndicales contre les conditions déplorables d'hébergement et de restauration. Les assemblées étudiantes furent interdites et la seule musique tolérée se réduisait à la diffusion des versets du Coran par les haut-parleurs de la mosquée.

A la rentrée de 1982-1983, les résidents s'organisaient dans les pavillons pour réagir en imposant l'élection de délégués représentatifs. Le lundi 1er novembre au soir, les commandos de droite, armés, attaquaient les militants syndicalistes les plus actifs. Le jeune Amzal était tué. On comptait de nombreux blessés, dont certains gravement. Le pouvoir en profitait pour faire boucler la Cité universitaire par la police, arrêter 150 étudiants, faire fouiller les pavillons, interdire l'affichage et les réunions.

Dès le lendemain pourtant, les étudiants des Instituts de langues et de sciences économiques se mettaient en grève et un millier d'étudiants se rassemblait, malgré les intimidations, à la Faculté centrale d'Alger, pour protester contre cette nouvelle agression de groupes d'extrême-droite jouissant de la complaisance du régime. Les Frères musulmans comme les « Baathistes » bénéficient en effet de structures légales — respectivement les mosquées universitaires et les cellules étudiantes du FLN —, alors que toute forme d'organisation indépendante est interdite au mouvement étudiant progressiste. Depuis mai 1981, les collectifs démocratiques sont déclarés hors-la-loi et les universités placées sous le contrôle de la police.

En fait, l'entreprise de mise au pas — officielle et parallèle — contre le mouvement étudiant s'inscrit dans une politique d'ensemble du régime visant à briser le mouvement de masse. ■

INPRECOR

La convergence entre la bourgeoisie traditionnelle faible et cette couche bourgeoise en formation à l'ombre de la protection étatique se traduit par une pression en faveur d'une libéralisation économique et politique qu'on a pu qualifier, par analogie, de « sadatisation ».

Dès 1978, avant même la mort de Boumedienne, les marxistes révolutionnaires du GCR algérien avaient clairement perçu cette dynamique : « L'assimilation de cette caste bureaucratique bourgeoise, couche sociale en pleine mutation, à une "bourgeoisie d'Etat ou bourgeoisie bureaucratique", en lui reconnaissant implicitement la stabilité d'une classe bourgeoise constituée, ne saisit pas son instabilité constante, liée directement au caractère éminemment transitoire du système dont elle est porteuse. Même si elle a réussi à affirmer son hégémonie politique et économique sur la société algérienne, ce qui suppose une claire

conscience de ses intérêts et surtout un régime politique relativement stable qui l'unifie et unifie autour d'elle l'ensemble des classes dominantes, cette bureaucratie bourgeoise n'en reste pas moins en pleine mutation sociale, son ascension ne s'achevant qu'avec le dépassement du capitalisme d'Etat lui-même et le retour à des formes d'organisation capitaliste plus classiques. La mise en œuvre d'un tel processus, de plus en plus important ces dernières années au sein de la couche dominante, nous rapproche à grands pas de ce moment de remise en question pratique du capitalisme d'Etat. L'accumulation de capitaux par chaque bureaucrate bourgeois finit par l'amener à investir dans le secteur privé (en son nom propre ou en association avec quelqu'un d'extérieur à l'appareil d'Etat, ou sous une couverture quelconque) et favorise ainsi l'émergence, des flancs mêmes du capitalisme d'Etat, de nouvelles couches bourgeoises,

dans l'industrie, le commerce ou l'immobilier. (4) »

### LE RÉGIME CHADLI BENJEDID SUR LA VOIE ÉTROITE DE « L'INFITAH »

Les pressions en faveur d'une « ouverture » (*Infitah*) économique et institutionnelle ont commencé à s'exprimer explicitement au milieu des années 1970. La publication d'un appel, le 9 mars 1976, signé par plusieurs personnalités comme Ferhat Abbas, Youssef Ben Khedda (tous deux anciens présidents du Gouvernement provisoire de la République algérienne, GPRA), Kheireddine et Hocine Lahouel, en avançant la revendication d'une Assemblée constituante souveraine, manifeste les aspirations de la bourgeoisie à un nouveau partage du pouvoir.

C'est Boumedienne en personne qui, dans son discours du 1er mai 1975, mena la contre-attaque en opposant à la « démocratie parlementaire bourgeoise » la « démocratie révolutionnaire des ouvriers, paysans, djounouds (combattants) et intellectuels révolutionnaires ». L'adoption par référendum, le 27 juin 1976, d'une Charte nationale, radicale dans sa forme, à 98,5 % des voix, fait partie de cette contre-offensive. Boumedienne définit lui-même la Charte comme « une garantie de la continuité de la révolution ». Il entend ainsi consolider le rapport de forces en faveur de la fraction populiste de la bureaucratie d'Etat, et marquer un coup d'arrêt aux pressions de la bourgeoisie traditionnelle. Mais il doit néanmoins reculer en acceptant la définition de l'Etat comme islamique et surtout en renonçant à l'idée, avancée en 1974, d'un « Parti socialiste d'avant-garde constitué uniquement de cadres socialistes regroupés autour d'un programme bien défini et d'une ligne politique unifiée ». C'est le FLN, avec l'ensemble de ses composantes, qui est défini par la Charte comme parti d'avant-garde. Echouant dans sa tentative tardive de mobiliser un courant populiste au sein du FLN, Boumedienne trouvera dans les militants du Parti de l'avant-garde socialiste (PAGS, le PC algérien), les supporters les plus zélés de sa politique dans les derniers mois avant sa mort.

Le Bonaparte est mort en décembre 1978.

La lutte pour la succession s'ouvre entre Yayaoui, dirigeant du FLN, représentant de la bureaucratie populiste d'Etat, et Abdelaziz Bouteflika, ex-ministre des Affaires étrangères, qui incarne les aspirations de la bourgeoisie montante.

Le début de la crise politique remonte à 1974. La bourgeoisie avait alors élevé le ton en profitant du fait que le mouvement de masse était à son niveau le plus bas. Dès 1975 et 1976, cependant, les désillusions commençaient à s'exprimer et les problèmes sociaux à se manifester. Avec les débats autour du projet de Charte nationale en 1976 et surtout avec la vague de grèves en 1977, la mobilisation prenait corps. Boumedienne essayait alors

d'en appeler au mouvement de masse contre la bourgeoisie. Une nouvelle page de la lutte de classe s'ouvrait.

En débarrassant aussi bien la bourgeoisie que le mouvement populaire du frein que représentait le Bonaparte, la mort de Boumedienne a accéléré cette crise. Pour éviter un affrontement public susceptible de provoquer une intervention des masses, les différentes fractions de la bourgeoisie et de la bureaucratie d'Etat optent pour un compromis autour de la figure du colonel Chadli Benjedid. Ce consensus s'accompagne d'un nouveau partage de pouvoir à travers l'instauration d'un système de collégialité qui représente toutes les cliques au sein du Bureau politique (BP) du FLN en 1979.

Si la bourgeoisie n'a pas remporté une victoire décisive, comme c'eût été le cas avec l'accession de Bouteflika au pouvoir, le centre de gravité du régime s'est néanmoins déplacé à son avantage.

Pourtant, l'arrivée de Chadli Benjedid au pouvoir, le 7 février 1979, n'a pas inauguré un processus de « sadatisation » rapide, mais plutôt un processus d'« *Infitah rampant* ». Il y a à cela deux raisons fondamentales : la faiblesse de la bourgeoisie en tant que classe et la force potentielle du mouvement de masse.

En effet, la classe ouvrière n'est pas hostile par principe à l'« ouverture » économique. Le nouveau régime est assez habile pour faire miroiter une amélioration de la consommation, des conditions de logement et de transports. Il s'efforce ainsi d'exploiter la lassitude, notamment de la population urbaine, qui ressent ces fléaux comme le prix du volontarisme industriel de Boumedienne. Si la modification des priorités économiques est donc plutôt favorablement accueillie, en revanche, toute tentative pour restaurer les critères de rentabilité des entreprises se heurte directement aux acquis des travailleurs.

Or, depuis les grèves de l'été 1977, la classe ouvrière a commencé à reprendre confiance en ses forces. Mis à part un tassement en 1978, le nombre de grèves est en progrès constant tout au long de la décennie (voir Tableau).

#### PROGRESSION DU NOMBRE DE GREVES EN ALGERIE

Année	Grèves	Ouvriers grévistes	% grévistes classe ouvrière
1969	72	10 865	4 %
1970	99	—	—
1971	152	—	—
1972	146	20 140	7 %
1973	168	—	—
1974	210	—	—
1975	259	—	—
1976	349	—	—
1977	521	70 000	11 %
1978	323	—	—
1979	696	—	—
1980	870	—	—

En outre, ces grèves n'ont pas la même signification selon qu'elles se déroulent dans le secteur privé ou dans le secteur public. Celles du secteur d'Etat ont inévitablement une portée directement

politique, par rapport aux priorités du Plan et aux options économiques du régime, et d'abord par le fait même qu'elles défient l'interdiction du droit de grève dans ce secteur. Or les grèves dans le secteur d'Etat, qui ne représentaient en 1969 que 2,7 % de l'ensemble des grèves, en représentaient 15,7 % en 1972, 36 % en 1977, et même plus de 45 % en 1980 ! Dans les deux secteurs, les revendications portent principalement sur les salaires (et sur la participation aux bénéfices dans le secteur d'Etat), mais aussi sur les licenciements individuels et collectifs et sur les libertés syndicales.

Parallèlement, on assiste en 1979 et 1980 à une réactivation des mouvements de la jeunesse, étudiant et lycéen. Le mouvement culturel kabyle, publiquement absent depuis 1963, agit au printemps 1980 comme le catalyseur direct des contradictions. Au-delà des revendications culturelles et linguistiques, il cristallise des revendications sociales convergentes, avec la formation en Kabylie d'un comité populaire ouvrier-étudiant.

Enfin et surtout, cette remontée du mouvement de masse s'exprime au niveau syndical par un renouveau de l'UGTA, jusqu'à voir la direction syndicale menacer le Congrès du FLN et intervenir directement sur tous les débats importants au sein du FLN : question agraire, santé, etc. Sans sortir du cadre de la collaboration de classe, la démocratisation et l'autonomisation relatives du syndicat indiquent une modification de ses rapports à la bourgeoisie et à la classe ouvrière.

Le régime a pris prétexte des événements de Kabylie d'avril 1980 pour mettre fin à l'expérience de la collégialité : le Comité central (CC) dissout alors le BP et remet les pleins pouvoirs à Chadli Benjedid, ravivant les traits bonapartistes du régime. Mais le danger principal à ses yeux, c'était le processus en cours dans l'UGTA et la possibilité de voir se répéter un phénomène analogue à celui de l'UGTT tunisienne (5).

Pour faire face à cette montée du mouvement de masse, la bourgeoisie n'était pas assez forte pour passer par dessus les institutions bonapartistes du régime. La période 1970-1980 a bien vu un essor du capital privé. Ce dernier a bénéficié aussi bien de subventions étatiques concernant les investissements, que de la création d'un marché intérieur par la distribution d'une part de la rente pétrolière sous forme de salaire. Le monopole du commerce extérieur lui a, de plus, assuré un marché protégé et un quasi-monopole pour l'offre de certains biens de consommation.

4. *Ibid.*, p. 21.

5. Le 25 janvier 1978, une grève générale, dirigée par l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGT) a éclaté. Le bilan en fut de 400 tués, plus d'un millier de blessés et 1 500 arrestations. Nous analysons alors cela comme « la dynamique de la radicalisation ouvrière et la montée de l'UGT, en tant qu'organisation de masse, encadrée par une bureaucratie syndicale à caractère de collaboration de classe. » (*Inprecor* numéro 23 du 3 mars 1978.)

Pendant cette période, le nombre d'entreprises employant plus de 5 salariés est passé de 1 945 à près de 5 000 et les micro-entreprises de moins de 5 salariés ont proliféré. La création d'entreprises s'est encore accélérée entre 1978 et 1980. S'il s'agit souvent d'entreprises situées en aval du secteur public ou dans une situation de sous-traitance par rapport à lui, et si le nombre de salariés estimé du secteur privé reste modeste (environ 150 000), il n'en demeure pas moins que ce secteur bénéficie d'un transfert du secteur public. Ainsi, dans le commerce ou le bâtiment, alors que le secteur public est fortement déficitaire, le secteur privé réalise des profits substantiels.

Le chiffre d'affaires par salarié est nettement plus important dans le privé que dans le public : plus du double dans le textile, le cuir et la chaussure, plus de 42% pour les industries chimiques. Les effectifs nombreux, la faible productivité, la prise en charge des infrastructures pèsent largement sur le secteur public.

Malgré ces avantages, la bourgeoisie privée n'a pas pris le relais, dans le secteur de l'industrie des biens de consommation, de l'industrie des biens de production créée par le secteur d'Etat. Le manque de confiance dans l'avenir et le manque de traditions industrielles ont fait qu'elle s'est cantonnée dans des opérations à court terme, souvent spéculatives. De sorte que, si elle s'est développée, elle reste trop faible pour affronter seule le mouvement de masse. Elle a le plus grand mal à trouver une base sociale lui permettant une modification radicale des rapports de forces sociaux.

Dans ces conditions, la recentralisation des pouvoirs dans les mains de Chadli Benjedid et le recours aux institutions pour mettre au pas le mouvement de masse, constituaient la solution du moindre mal, fût-ce au prix d'un recul par rapport aux rythmes souhaités de l'*Infatih* et à la timide tentative de collégialité.

## REPRISE EN MAIN ET PLAN QUINQUENNAL

Dès le printemps 1980, la répression contre le mouvement kabyle (manifestations de Tizi Ouzou en avril) et contre le mouvement étudiant d'Alger a sonné l'heure de la normalisation. Le Congrès extraordinaire du FLN de juin 1980 systématise cette contre-attaque. Elle prend la forme du recours à l'article 120 des statuts du FLN, en vertu duquel les dirigeants des organisations de masse (syndicat, jeunesse, organisation des femmes) doivent tous être membres du parti.

L'ancien projet de démantèlement des fédérations syndicales, qui n'avait pu passer au Ve Congrès de l'UGTA, reviendra dès lors sur le tapis, à l'occasion d'un VIe Congrès préfabriqué qui sera celui d'une nouvelle caporalisation. Les positions tenues par le courant lié au PAGES, comme certaines fédérations ou l'Union territoriale d'Alger-Centre (UTAC), sont les premières visées. Désarmés par leur ligne de soutien forcené au FLN, les staliniens font le dos rond, et cherchent des

compromis au sommet au lieu d'organiser la mobilisation en défense de l'UGTA. C'est ce qui facilite l'entreprise de la bureaucratie du régime et aboutit à la mascarade du VIe Congrès de l'UGTA.

En même temps, le Congrès extraordinaire du FLN de juin 1980 a resserré la discipline dans ses rangs, en imposant aux militants de « *préserver en toutes circonstances les secrets du parti* » (art. 23, alinéa II des nouveaux statuts). En vertu de quoi, « *tout démissionnaire est tenu de restituer à l'organe dont il relève tous les documents et les biens en sa possession et demeure pendant cinq ans soumis aux dispositions de l'alinéa II de l'article 23* ». Ces dispositions sont à l'évidence destinées à dissuader toute velléité d'opposition ou même de critique au sein du parti.

Le régime ne s'est pas contenté d'une remise au pas de l'appareil syndical. Parallèlement, en 1981, il a entrepris d'infliger des défaites à certains secteurs ou entreprises dont la combativité pouvait servir d'exemple, en recourant à l'intimidation, à la répression brutale (6), ou encore, comme à la Sonacom-Rouiba, à l'arrestation des travailleurs pendant le transport, au lock-out et à la réembauche individuelle. La répétition de telles défaites aurait un effet démoralisateur profond.

Sur le plan économique, l'adoption du Plan quinquennal 1980-1984 marque une réorientation importante. La période 1980-1990 a été décrétée « *décennie sociale* ». Le préambule du rapport général du Plan quinquennal fixe comme priorité « *la mise en place de dispositifs devant se traduire, au niveau social, par l'adaptation et l'articulation des actions de développement autour des besoins sociaux prioritaires* ». La présentation démagogique tend à affirmer la priorité à la consommation pour justifier la libération des mécanismes de marché et l'ouverture au marché mondial, au détriment des contraintes fixées par le capitalisme d'Etat.

Le Président Chadli Benjedid engage ainsi une inversion des priorités économiques par rapport à l'ère Boumediène. Dès 1979-1981, il y a déjà eu une modification radicale de la structure des importations. Malgré de bonnes récoltes, les importations alimentaires ont été multipliées par deux, sans pour autant mettre fin à une pénurie illustrée par les queues interminables dans les supermarchés (les pommes de terre se vendaient pour l'équivalent de 12 francs français le kilo en octobre 1982).

La priorité du Plan actuel ne va plus à l'énergie, mais à la consommation, au logement, aux transports. C'est ce qu'exprime clairement la structure des investissements prévus. Aucun nouveau projet n'est envisagé concernant l'industrie lourde. L'investissement dans ce secteur, s'il reste important, est consacré principalement au renouvellement de l'équipement existant (38% du Plan), qui n'a jamais été rentabilisé. Pour le reste, le plus gros revient à l'agriculture et à l'habitat, c'est-à-dire aux questions sur lesquelles le danger d'explosion sociale est le plus fort. L'ambition de construire une économie

moderne, fortement industrialisée, capable d'asseoir les fondations d'une bourgeoisie qui se respecte et taille sa part dans le marché mondial, est pratiquement abandonnée. En dilapidant la rente pétrolière pour parer au plus pressé, l'Algérie s'enfonce dans la voie classique du « développement du sous-développement ».

De petits pas sont faits, en conséquence, dans le sens d'un démantèlement de la planification et d'une remise en cause du monopole du commerce extérieur (par exemple, autorisation d'importation postale de pièces détachées). C'est dans ce cadre que s'inscrivent les mesures de « décentralisation » administrative et économique mises en œuvre.

Ainsi, le secteur d'Etat éclate en une centaine de sociétés nationales. La Société nationale des hydrocarbures (SONATRACH), qui regroupait à elle seule

Le terminal de Skikda d'où partent les méthaniens vers l'Europe. (DR)



85 000 salariés, est subdivisée en douze sociétés. Cette restructuration, opérée pour des raisons de gestion, affaiblit la résistance du secteur d'Etat, facilite la multiplication des liens avec le privé, la passation d'accords et la généralisation des mécanismes du marché. En même temps, le commerce extérieur voit un accroissement des importations de semi-produits ou de pièces nécessaires au montage (comme les tubes de téléviseurs).

Cette tendance s'accompagne d'un effort pour restaurer la productivité du travail. Le Statut général du travailleur (SGT) adopté par l'Assemblée nationale populaire (APN) en 1978 interdit le droit de grève dans le secteur public. Le gouvernement a purement et simplement décidé de ne pas tenir compte du vote par l'APN de la semaine de 40 heures. De nouvelles

6. Le 1er juin 1981, les piquets de grève de la SONATRACH de Béni-Mered étaient brutalement attaqués par la police. Le bilan était lourd : 3 morts, 80 blessés et 25 arrestations parmi les grévistes.

offensives sont à prévoir concernant les modalités de licenciement dans le secteur public ou la gratuité de la médecine. Les résolutions du Comité central du FLN, de décembre 1980, renvoient en apparence dos à dos les partisans du secteur public et ceux du libéralisme en matière de santé. Mais la gauche est évincée de la direction de l'Union des médecins et muselée dans le Syndicat des travailleurs de la santé...

La question agraire est également dans le collimateur du « cours nouveau ». La production agricole n'a augmenté que de 1 % par an, de 1967 à 1973, et de 2 % par an, de 1974 à 1977, malgré la « révolution agraire ». Les importations alimentaires ont été multipliées par cinq depuis 1967, jusqu'à représenter 16 % des importations totales et 15 % des exportations des hydrocarbures en 1979. L'agriculture a été fortement mécanisée, mais comme l'industrie, elle continue à fonctionner largement en dessous de ses capacités de production, faute de maîtriser les modèles technologiques choisis.

Pour l'agriculture aussi, le Plan quinquennal 1980-1984 marque donc un tournant. Sous couvert de « débureaucratisation », il envisage un redécoupage des « domaines autogérés » et des coopératives nées de la « révolution agraire », pour former des exploitations plus petites et spécialisées. Depuis 1980, une directive autorise les exploitations du secteur agricole d'Etat à vendre leur production au plus offrant. Les organismes commerciaux d'Etat se trouvent ainsi de nouveau en concurrence avec les mandataires privés, qui n'avaient jamais réellement disparu. Cette mesure renforce la bourgeoisie commerçante, et les prix à la consommation des fruits et légumes, qui ne sont plus freinés par la politique de bas prix précédemment pratiquée par le secteur commercial étatique, s'envolent.

Slimane Bedrani, auteur de *L'Agriculture algérienne depuis 1966*, écrit ainsi dans le *Monde* du 4 juillet 1982 : « Au sein de l'Etat, les partisans de la logique d'accroissement du profit semblent enfin l'avoir emporté sur les partisans de la logique de contrôle du profit. » Et d'après l'analyse du Plan quinquennal et de ses effets sur l'agriculture, il conclut : « La croissance de la production restera bien en deçà des besoins d'une population qui croît bien trop vite et dont les exigences alimentaires augmentent... Elle se fera par l'augmentation de la dépendance technologique de l'agriculture de façon directe ou indirecte... Elle s'effectuera aux dépens des paysans pauvres et des travailleurs agricoles... Elle s'accompagnera de coûts écologiques élevés. »

La bureaucratie bourgeoise algérienne a pu accentuer son ascendant à la fois sur les autres secteurs de la bourgeoisie et sur le mouvement populaire, parce qu'elle prétendait briser la perspective néocoloniale d'associé mineur dans la répartition internationale du profit. La crise du capitalisme d'Etat débouche sur un processus insidieux d'« *Infitah rampante* », pour éviter une confrontation généralisée avec la classe ouvrière et les paysans pauvres.

Le régime procède par petites mesures et grignotages dont la portée et la dynamique sont plus importantes que leur contenu intrinsèque immédiat.

La rente pétrolière a été le moyen de l'édification de ce capitalisme d'Etat. Elle a permis en même temps de jeter les bases de l'industrialisation et d'établir, entre le régime et les masses, un rapport paternaliste qui ne se réduit pas à la coercition brute. Mais les marges de manœuvre se restreignent aujourd'hui. La rente pétrolière tend à baisser irrésistiblement, du fait de la conjoncture internationale de réduction des prix, et plus fondamentalement du fait de la réduction des réserves. La bureaucratie bourgeoise est conduite à réagir par l'atomisation du secteur d'Etat et la libération des mécanismes marchands. Mais elle revient ainsi vers une



structure néocoloniale et un renforcement des liens de dépendance envers l'impérialisme.

En effet, malgré l'ampleur des investissements engagés, la base industrielle lourde est restée très faible. Le coût élevé des installations industrielles, le retard énorme dans leur construction et le faible rendement de l'appareil productif ont freiné le développement de ces secteurs de base. En s'imposant comme principaux clients et fournisseurs du secteur d'Etat, les firmes multinationales ont fourni le financement, la technologie et leur assistance dans la gestion ou la maintenance de l'appareil industriel public. Elles se sont octroyé l'essentiel des contrats en facturant au prix fort leur technologie et en

créant les conditions d'une étroite dépendance. Les firmes américaines dominent ainsi le secteur des hydrocarbures et de l'électronique, les firmes allemandes, la mécanique et la métallurgie, alors que les firmes françaises et italiennes sont très présentes dans l'industrie des biens de consommation (textile et alimentaire).

L'« *Infitah rampante* » avance donc à travers des mesures dosées et peu spectaculaires. Le régime s'est d'abord attaqué aux secteurs marginaux comme le tourisme (privatisation), la santé (ouverture de cabinets privés sans remise en cause directe de la santé gratuite), le logement (vente de biens vacants et de HLM, libéralisation de la construction privée). Il a encouragé la tendance à la privatisation dans l'agriculture. Les mandataires achètent désormais aux enchères les récoltes sur pied et supplantent dans la commercialisation les entreprises étatisées. Il est d'ailleurs significatif que la caporalisation de l'UGTA ait été suivie de l'annonce d'un nouveau Code des investissements favorisant encore plus le secteur privé.

Cependant, craignant les réactions du mouvement de masse, le pouvoir n'a pu avancer qu'avec prudence dans la voie qu'il a choisie. Il a bénéficié pour cela de circonstances lui permettant de différer certaines échéances importantes. Les bonnes récoltes de 1980 et 1981 (avec un niveau de production sans précédent depuis l'Indépendance, excepté en 1975), et le relèvement des prix pétroliers en 1979-1980 (de sorte que la balance commerciale a connu un solde positif en 1979 et en 1980), lui ont permis de soutenir les prix et de mettre en œuvre un programme anti-pénurie appuyé sur les importations.

Mais les prix du pétrole baissent à nouveau et la production agricole rechute en 1982 dans un contexte de récession internationale.

Le pouvoir, avec la répression contre le mouvement kabyle et le mouvement étudiant, et surtout avec la caporalisation de l'UGTA, a infligé une défaite politique au mouvement de masse, qui connaît depuis un recul relatif. Ayant repris l'initiative, il cherche à pousser son avantage, en réprimant les velléités de lutte, en supprimant ou réduisant les « bénéfiques » payés aux salariés dans les entreprises d'Etat (qui n'ont jamais été payés aussi bas), en appliquant des primes au rendement, en bloquant l'embauche.

Mais ces mesures sont encore insuffisantes. Pour modifier qualitativement les rapports de forces sociaux et s'engager plus loin et plus ouvertement sur la voie de la libéralisation économique, le pouvoir devra donc attaquer de front des acquis matériels de la classe travailleuse, comme la santé gratuite, le système des salaires, ou la protection de l'emploi, qui sont autant de verrous sociaux. Il ne sera alors pas à l'abri de vives réactions, voire d'explosions du mouvement de masse. ■

Claude DEVILLIERS  
1er novembre 1982.

## SRI LANKA

### La victoire des grévistes de Paranthan

L'activité gréviste relativement limitée du prolétariat du Sri Lanka ces derniers mois a néanmoins été marquée par une lutte exemplaire, celle des travailleurs de la Paranthan Chemicals Corporation.

Les quatre cents grévistes de cette entreprise d'Etat installée dans le nord du pays, surtout peuplé de Tamouls, sont partis en lutte le 27 novembre 1981, sur des revendications relatives au respect de leurs droits démocratiques et syndicaux dans l'entreprise. Ils réclamaient notamment le réembauchage des dirigeants et militants syndicaux licenciés pour leur activité syndicale, la restitution des locaux syndicaux situés à l'intérieur de l'entreprise, le droit pour les travailleurs temporaires de se syndiquer et de faire grève, et l'arrêt des discriminations professionnelles à l'encontre des représentants syndicaux.

Lancée dans une période de faible niveau de lutte des travailleurs, dans une région à majorité tamoul où la question nationale tamoul prédomine sur la tradition de grèves ouvrières, la grève de Paranthan, vigoureusement soutenue par le Ceylon Mercantile Union (CMU, syndicat ceylanais des employés de commerce) a abouti, après dix mois de lutte, à une victoire des travailleurs de cette entreprise.

En effet, le 9 septembre 1982, un protocole d'accord était signé, qui donnait satisfaction aux grévistes à peu près sur tous les points. Seule la question des travailleurs temporaires était renvoyée à de nouvelles négociations.

L'importance non négligeable de cette victoire ouvrière tient au fait qu'elle concerne le respect des droits syndicaux des travailleurs dans un secteur qui a du mal à se remettre de l'échec des grèves de juillet 1980, et qu'elle est intervenue quelques semaines seulement avant la réélection à la présidence de la République du leader du United National Party (UNP, Parti de l'unité nationale), le très réactionnaire J-R Jayewardene, lors des élections du 20 octobre 1982 (cf. *Inprecor* numéro 137 du 22 novembre 1982).

Tout au long des dix mois de grève, cette lutte des travailleurs de Paranthan a donné lieu à plusieurs actions de solidarité, qui ont pris une signification particulière du fait qu'elles exprimaient aussi une certaine unité d'action entre des travailleurs cinghalais et les travailleurs tamouls

de Paranthan. C'est un élément important de l'unification du prolétariat du Sri Lanka. Contrairement à ce qu'avait proclamé un député du Tamil United Liberation Front (TULF, Front uni de libération tamoul), qu'aucun travailleur cinghalais ne ferait une seule heure de grève pour un travailleur tamoul, des actions ont été organisées dans toute l'île le 14 juillet 1982, puis durant une semaine, du 23 au 27 août, par le CMU.

De son côté, le TULF n'a pas tenu un seul meeting de solidarité avec les grévistes ni consenti le moindre soutien financier. En revanche, comme le note le journal du CMU *Vanguard*, dans son numéro 5 de septembre-octobre 1982, la grève du 14 juillet et les piquets de protestation organisés ce jour-là ont concerné « environ 120 entreprises du secteur public et privé, à Colombo, Ja-ela, Ratmalana, Moratuwa, Galle-Polonnaruwa, Jaffna, etc ». A Paranthan même, les commerçants avaient fermé boutique ce jour-là. Un meeting de 2 000 personnes s'est tenu à Colombo, la capitale, autour du thème : « Une victoire des travailleurs de Paranthan est une victoire de toute la classe ouvrière. » ■

## CHINE

### Les attendus du jugement de Xu Wenli

C'est au mois de juin 1982 que Xu Wenli, arrêté en avril 1981, a été jugé par la Cour populaire municipale de Pékin (cf. *Inprecor* numéro 132 du 13 septembre 1982).

Les chefs d'inculpation portés contre cet ouvrier électricien de 38 ans viennent d'être publiés par une revue de Hong Kong et ont été repris par *October Review*, publication marxiste révolutionnaire également publiée à Hong Kong. Le comité de rédaction de cette revue lance d'ailleurs un appel international pour la défense de Xu Wenli et des autres prisonniers d'opinion de la République populaire de Chine (RCP).

Xu Wenli est tout simplement accusé d'avoir « organisé une clique contre-révolutionnaire en vue de renverser la dictature démocratique du peuple chinois et le système socialiste ». Toujours selon l'acte d'accusation officiel, il aurait, avec d'autres accusés, « tenu une réunion durant trois nuits consécutives, du 10 au 12 juin 1980, dans un hôtel de Pékin ». Pendant cette réunion, « l'accusé Xu Wenli a émis des calomnies en expliquant que notre pays de dictature démocratique du peuple était une "dictature du parti unique", et a

cherché à former une organisation contre-révolutionnaire appelée "Alliance des communistes chinois" et à lancer "une action nationale", de style "insurrectionnel", pour briser la "dictature du parti unique" à l'aide de ce parti prolétarien nouvellement formé. Ils ont émis la considération que "les conditions n'étaient pas mûres et qu'une préparation idéologique et organisationnelle était d'abord nécessaire" ».

Ils sont aussi accusés d'avoir publié une revue, *Correspondance et Etudes* (qui a succédé à la *Tribune du 5 avril* fondée en 1978) et dont Xu Wenli était l'animateur, chacun des accusés étant responsable de la diffusion de cette publication pour une province. Xu Wenli, « responsable pour Pékin, était coordinateur, chargé de la correction des manuscrits, de la couverture et des illustrations. En même temps, des méthodes et des moyens d'action contre-révolutionnaires étaient employés pour corrompre l'opinion publique, tenter le peuple et recruter des complices. De juillet 1980 à février 1982, six numéros de *Correspondance et Etudes* ont été publiés et chaque numéro distribué à plusieurs centaines d'exemplaires dans 18 capitales provinciales du pays. Ils y accusent ouvertement notre pays socialiste d'être "un capitalisme d'Etat sous la dictature d'une dictature bureaucratique de privilégiés", et proclament que "cela conduira inévitablement à une seconde révolution" ».

Toujours selon l'acte d'accusation, Xu Wenli a levé la bannière de la « construction démocratique du pays et de l'unification pacifique du pays ». De l'hiver 1980 au printemps 1981, il « s'est associé avec Liu-E-an, Sun Weinbang, etc., pour bâtir une organisation clandestine : "l'Association pour la promotion de la démocratie et de l'unification en Chine". L'accusé Xu Wenli a rédigé un "programme" contre-révolutionnaire et décidé d'envoyer des gens à Hong Kong pour collaborer avec des éléments anti-chinois et anticommunistes. Il a personnellement écrit des lettres à des éléments anti-chinois et anticommunistes pour comploter sur la tactique et le plan opérationnel de l'Association pour la promotion de la démocratie et de l'unification en Chine. Il projetait d'établir "le centre de cette organisation à Hong Kong, qui aurait compris "quatre divisions : la Chine continentale, Hong Kong, Taïwan et l'outre-mer" et des "branches devaient être mises en place dans d'autres régions". Il voulait faire de cette organisation une "entité politique" qui, "par la force", contraindrait le Parti communiste à faire des concessions"; organiser un "gouvernement provisoire", "faire un référendum" et "former un nouveau gouvernement" ».

Les « crimes » commis par Xu Wenli et ses « complices » ayant été « confirmés par des faits clairs et évidents, de vraies preuves basées sur des témoignages, des déclarations de complices dans le même cas, la possession de matériel technique (1) qui a été saisi », citons les « crimes » commis par les accusés :

« L'accusé Xu Wenli a même effectué un prétendu sondage d'opinion, a fait des discours, écrit des articles, affiché et distribué des tracts, déformé les faits, confondu le vrai et le faux, excité les masses, s'est opposé aux justes verdicts des institutions judiciaires contre des éléments contre-révolutionnaires et au traitement correct de criminels ayant enfreint les lois. Il a même envoyé des articles calomniant les institutions judiciaires à des journalistes étrangers, à des ambassades étrangères en Chine, et les a répandus au-delà des mers par courrier ou porteur, il a en conséquence semé la confusion dans l'opinion publique, troublé l'entendement des gens et fourni des prétextes à des attaques et des calomnies sur la Chine de la part de forces anti-chinoises et anticommunistes. » Bref, il a « ouvertement appelé à une réforme du système social chinois... »

N'était-ce donc pas suffisant pour le condamner à 12 ans d'emprisonnement et à 3 ans de privation de ses droits civiques ?

1. Il s'agit de matériel de ronéotypie, d'environ 20 revues différentes publiées à Hong Kong (environ 170 numéros en tout), de plusieurs livres publiés à Hong Kong, d'un recueil de publications clandestines chinoises publié à Taïwan, d'une copie des discours de Wang Xizhe (auteur d'un célèbre *dazibao* sur la « légalité socialiste »), de cahiers de notes et de casettes.

## BRESIL

### "Em Tempo" a cinq ans

Le journal *Em Tempo* fête son cinquième anniversaire. Depuis trois numéros, l'équipe éditoriale retrace l'itinéraire qui a conduit ce journal, de la lutte pour l'amnistie et les libertés démocratiques à un engagement dans la construction du Parti des travailleurs (PT) et à une défense ferme des positions marxistes révolutionnaires et internationalistes.

Tout au long de ces cinq années, les colonnes d'*Em Tempo* se sont largement ouvertes aux débats sur la construction du PT, mais aussi à la solidarité avec la révolution en Amérique centrale, avec la lutte antibureaucratique des travailleurs polonais, ou avec les combats du peuple palestinien contre le sionisme.

*Em Tempo* publie également, à l'occasion de cet anniversaire, de nombreux messages de sympathie, qui témoignent de l'audience et du respect conquis par le journal. Parmi ces témoignages, citons les suivants :

Luis Inacio da Silva « Lula », président du PT : « Le journal *Em Tempo* est la démonstration la plus claire de la façon dont un journal alternatif peut être fait avec sérieux. C'est pourquoi j'espère pouvoir commémorer avec vous d'ici à cinq ans, qui sait, le dixième anniversaire d'*Em Tempo*. »

Jaco Bittar, président du Syndicat du pétrole de Caminas et membre de la direction nationale du PT : « A l'époque où les travailleurs voyaient la presse se fermer devant eux, *Em Tempo*, en se plaçant aux côtés des exploités, fut le journal qui informait sur leurs luttes... Mais le rôle d'*Em Tempo* continue à être de première importance, puisque la lutte des travailleurs n'est pas terminée. Le journal peut grandement contribuer à ce processus, et le fera sûrement jusqu'à la victoire. »

Paulo Freire, auteur de *Pédagogie de l'opprimé* et sociologue de réputation internationale : « *Em Tempo* est un journal qui a donné, au cours de ces cinq années, un exemple de détermination et de courage. Pour ce cinquième anniversaire, je tiens à affirmer que je suis tout à fait d'accord avec votre lutte, et que j'ai une grande confiance en votre combat. »

Florestan Fernandez, intellectuel socialiste : « *Em Tempo* joue un rôle de grande importance, parce qu'il constitue l'un des rares moyens d'expression politique dans le pays, où existe une conjonction entre le mouvement ouvrier et les idées socialistes. »

Jorge Nahas, ancien prisonnier politique et candidat sénateur du Minas Gerais pour le PT : « La lecture d'*Em Tempo* a été décisive pour mon engagement dans le PT. La défense de cette perspective, même sous une forme critique, est la raison d'être du journal aujourd'hui. Le PT a besoin d'une presse capable de systématiser et d'élaborer non seulement à partir de ses succès, mais surtout de ses erreurs. L'honnêteté et l'intégrité avec lesquelles le journal a rempli ce rôle est sa meilleure garantie. »

José Genoïno Neto, qui participa à la guérilla d'Araguaia et est aujourd'hui candidat du PT aux élections : « Je relève trois aspects importants d'*Em Tempo* : la couverture des luttes du mouvement ouvrier et populaire, le débat sur les problèmes importants de ces mouvements, et le traitement des questions théoriques et politiques des forces de gauche, qu'on ne trouve souvent pas dans d'autres journaux. »

Paulo Skromov, dirigeant du Syndicat du cuir de Sao Paulo et membre de la direction nationale du PT : « Ce qui fonde la durée d'*Em Tempo*, d'après moi, fut et continue d'être sa capacité à rendre compte des problèmes centraux rencontrés par le mouvement ouvrier et populaire, et à prendre correctement position face à ces problèmes. La majorité des journaux alternatifs sont entrés en crise après l'émergence du processus d'organisation politique des travailleurs et la fondation du PT, pour n'avoir pas su se définir en rapport avec ce changement. Alors qu'*Em Tempo* a été, dès la première heure, en première ligne du combat pour la construction du PT. »

On trouve également des messages et salutations d'Olivio Dutra, vice-président du PT ; de Perly Cipriano, ancien prisonnier politique et candidat gouverneur de l'Etat d'Espirito Santo pour le PT ; de Luis Eduardo Greenhalg, secrétaire des relations extérieures du PT ; de Athos Magno, président du PT du Goias ; de José Clovis, candidat du PT à Rio Grande do Sul ; de Flavio Koutzi, militant révolutionnaire brésilien, prisonnier politique en Argentine durant plusieurs années ; de George Novack, philosophe et militant du Socialist Workers Party (SWP) des Etats-Unis ; d'Ernest Mandel, membre du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale.

*Inprecor* s'associe à ces manifestations de solidarité avec *Em Tempo* et lui souhaite une longue vie de luttes, à l'occasion de son cinquième anniversaire.

## LES NOTRES

### Herminio Sacchetta, un vétéran de l'opposition de gauche au Brésil

Herminio Sacchetta, vétéran de la lutte pour le socialisme, vient de mourir. La grande presse brésilienne a rendu hommage à ses talents de journaliste, mais elle est restée beaucoup plus discrète sur sa biographie politique.

Tout au long des années 1930, Sacchetta fut l'un des principaux rédacteurs de l'organe officiel du Parti communiste brésilien (PCB), *A Classe Opéaria*. Après le VIIe Congrès de l'Internationale communiste (1935) et son tournant vers la politique des Fronts populaires, une tendance de gauche se forme dans les rangs

du Parti communiste, notamment à Sao Paulo. Il y a quelques mois, Sacchetta lui-même rappelait, dans une interview au journal *Em Tempo*, les racines de cette expérience : « Avec l'accentuation du révisionnisme stalinien va surgir une tendance de gauche qui prend pour référence les écrits de Trotsky, en particulier Révolution et contre-révolution en Allemagne, qui développe la nécessité du Front unique ouvrier contre le fascisme. A la base des divergences, il y avait le virage droitier de la IIIe Internationale vers la politique des Fronts populaires, c'est-à-dire l'alliance des partis ouvriers avec la bourgeoisie : la politique de collaboration de classes. »

En 1945, la direction du Parti communiste lance une politique d'alliance avec le dictateur populiste Getulio Vargas. Le groupe de Sacchetta, écarté de la direction du parti, rompt et prend le nom de Parti socialiste révolutionnaire (PSR). Ce groupe, en opposition consciente au stalinisme, s'affiliait à la IVe Internationale. En 1952, en désaccord avec l'orientation majoritaire d'alors de la IVe Internationale, le PSR rompt avec cette organisation et prend le nom de Ligue socialiste indépendante (LSI).

Hermínio Sacchetta est resté toute sa vie un militant du combat pour le socialisme et contre la bureaucratie. ■

## MEXIQUE

### Le PRT a imposé sa légalisation après cinq ans de luttes

C'est le 7 octobre dernier que la commission électorale fédérale a officiellement reconnu l'enregistrement définitif du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IVe Internationale) comme organisation légale. Ce succès pour le PRT représente une victoire des travailleurs et de tous ceux qui l'ont soutenu dans ce combat, notamment lors de sa récente campagne électorale pour les présidentielles.

La lutte du PRT pour sa légalisation remonte en fait à l'année 1977, quelques mois seulement après sa fondation. Le chemin fut long et pavé d'embûches. Les provocations réactionnaires, les arrestations de militants et les agressions diverses n'ont pas manqué. En 1977, le camarade Alfonso Peralta, dirigeant du PRT, était assassiné.

En cinq ans d'acharnement, le PRT a néanmoins réussi à contraindre le pouvoir à lui reconnaître le droit à la légalité, suivant les modalités relatives au statut dit de l'« enregistrement définitif ». Cette légalisation n'est d'ailleurs pas tout à fait définitive. Il est prévu, en effet, que le parti bénéficiant de ce statut doit obtenir plus de 1,5 % des suffrages à toutes les consultations électorales futures au niveau fédéral.

En 1977-1978, lorsqu'avec cette réforme politique plusieurs partis obtinrent

leur enregistrement, sous réserve des résultats des élections de 1979, le PRT obtint le statut d'« association politique nationale », formule bâtarde quasiment inventée pour lui. En 1981, le PRT revint à la charge pour revendiquer la possibilité d'une nouvelle vague d'enregistrement de partis à la veille des élections de juillet 1982. Après une première et ferme opposition des autorités, le PRT obtint néanmoins satisfaction en juin de la même année. Il pouvait dès lors se lancer dans la campagne électorale avec la candidature de Rosario Ibarra de Piedra.

Malgré une fraude massive, aujourd'hui largement reconnue, qui a empêché le PRT d'avoir un groupe d'élus au Parlement, le gouvernement dut néanmoins reconnaître que la candidate du PRT à l'élection présidentielle avait obtenu plus du fameux 1,5 % des suffrages nécessaire pour avoir droit à l'enregistrement définitif d'un parti. Pourtant, il faudra encore attendre trois mois pour que les autorités acceptent d'en faire la notification officielle. Il s'est agi, par ce retard, d'empêcher la section mexicaine de la IVe Internationale de présenter des candidats dans les consultations municipales qui ont eu lieu dernièrement. Ainsi, prétextant du fait que la reconnaissance officielle du PRT était différée, ses candidatures furent refusées dans certaines régions, alors que dans d'autres, les autorités locales elles-mêmes eurent quelque scrupule à utiliser une ficelle si grossière. ■

## GRECE

### Importante manifestation anti-impérialiste à Athènes

La traditionnelle manifestation commémorative de l'occupation, le 17 novembre 1973, de l'Ecole polytechnique d'Athènes par les étudiants — premier acte de la lutte pour le renversement de la Junte militaire —, a connu, cette année aussi, un gros succès, rassemblant plusieurs centaines de milliers de manifestants en direction de l'ambassade américaine, à l'appel de toutes les organisations ouvrières.

Après la chute de la Junte militaire grecque, en 1974, et durant toute l'époque de gouvernement bourgeois du parti Nouvelle démocratie, sous la houlette de Constantin Caramanlis, cette manifestation commémorative fut soit purement et simplement interdite, soit détournée de son objectif traditionnel, l'ambassade des USA. A plusieurs reprises, des affrontements violents eurent lieu en ces occasions. En 1980 par exemple, il y eut même deux morts parmi les manifestants, à la suite d'affrontements avec la police.

Cette année, un an après la victoire électorale du Parti socialiste pan-hellénique (PASOK) et la mise en place du gouvernement d'Andreas Papandreou, et

quelques semaines seulement après la confirmation de la poussée électorale de la gauche lors des consultations municipales d'octobre dernier, cette manifestation, qui se fit autour du mot d'ordre « Hors de l'OTAN ! », revêtait un caractère particulier.

Mais au-delà, l'affluence à cette mobilisation rend compte du puissant sentiment anti-impérialiste et anti-USA des masses populaires de ce pays. Ce sentiment est alimenté par le fait que les Etats-Unis, après avoir soutenu des années durant la dictature des militaires grecs, maintiennent toujours dans le pays quatre grandes bases militaires et environ 3 500 soldats. Deux de ces bases sont installées non loin de la capitale, à Hellinikon et à Nea-Makri, et deux autres sont situées en Crète, à Heraklion, où se trouve la « grande oreille » (centre d'écoutes internationales) de l'armée américaine pour toute la région, et à Suda-Bay, où se trouve une base navale qui sert de port d'attache aux navires de la VIe flotte. Ce dispositif militaire joue donc un rôle essentiel dans la défense du flanc sud de l'OTAN. Or, le PASOK a mené en partie sa campagne électorale de 1981 contre la participation de la Grèce à l'OTAN et pour le démantèlement des bases américaines.

Aujourd'hui pourtant, le discours gouvernemental du PASOK est plus timoré. Les négociations engagées entre le gouvernement de Andreas Papandreou et les représentants américains, le 1er novembre dernier, témoignent de l'infléchissement des intentions du PASOK, et avant tout de sa volonté de monnayer et de mieux contrôler l'occupation du territoire national par l'impérialisme américain. Aujourd'hui, le gouvernement d'Andreas Papandreou ne parle plus à ce sujet que d'obtenir un accord fixant un délai « raisonnable » au départ des bases US. Mais lorsque l'on sait que les seuls pourparlers doivent, de l'avis même de Papandreou, durer entre six et neuf mois, on voit que la perspective du retrait américain s'estompe dans le lointain.

C'est là, en partie, la raison de la surenchère verbale à laquelle s'est livrée le Parti communiste pro-soviétique, dit « de l'extérieur », lors de la manifestation du 17 novembre dernier. Le cortège du PC(e), un peu plus long que celui du PASOK, qui s'écoula pourtant pendant plus d'une heure et demie, reprenait le slogan « La lutte continue ! », tandis que les militants socialistes lui préféraient celui qui disait « La lutte a payé ! »

Dans le cortège de l'extrême gauche, un groupe d'une dizaine de militaires en uniforme était présent. Devant l'ambassade US, deux d'entre eux furent arrêtés par la police. Condamnés à 15 jours d'emprisonnement ferme, ils sont aujourd'hui l'objet d'un chantage visant à leur faire avouer le caractère concerté de leur action, pour pouvoir ensuite les traduire devant un tribunal militaire où ils risquent d'écoper de très lourdes peines d'emprisonnement. Car le changement n'a pas encore touché la « grande muette », qui le fut d'ailleurs si peu dans l'histoire de ce pays. ■

## A l'écoute de "Radio Solidarnosc"

Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'une émission de « Radio Solidarnosc » clandestine du 16 novembre dernier. Celle-ci traite principalement du bilan de la grève du 10 novembre dans la région de Wrocław.

Elle contient aussi une déclaration de Jozef Piniór, nouveau président du RKS NSZZ de Solidarité de Basse-Silésie, après l'arrestation de Wladyslaw Frasyński et de Piotr Bednarz. Jozef Piniór est aussi membre de la TKK, direction nationale clandestine de Solidarité.

Présentateur de « Radio Solidarnosc » : — Les grèves annoncées pour le 10 novembre se sont déroulées autrement que celles menées jusqu'alors. Avant tout, c'est la tactique du pouvoir, son attitude envers les ouvriers, qui étaient différentes. Auparavant, le pouvoir s'était limité à des répressions après le début du déclenchement de la grève. Cette fois, la répression et les arrestations ont largement précédé le jour prévu pour la grève, elles en ont limité efficacement l'étendue. Voici quelques exemples des moyens préventifs mis en œuvre.

Entreprise Pafawag (Wrocław) : dès avant le 10 novembre, on a arrêté et interné les militants les plus actifs. Beaucoup ont été envoyés à l'armée et à la ROMO (1). Dès le 5 novembre, on notait la présence d'une quarantaine d'officiers de l'aviation qui fouinaient partout, jusque dans les moindres recoins. Le 5 également, une réunion de 200 membres du parti, dont la moitié de retraités, a voté une résolution anti-grève demandant la dissolution de l'entreprise et un réembauchage à ces nouvelles conditions. Des groupes de membres du parti étaient de piquet 24 heures sur 24, de même que la cellule d'entreprise des services de sécurité.

Entreprise Polar (Wrocław) : dès le 5 novembre, 96 personnes ont été écartées de l'entreprise et, la nuit du 9 au 10 novembre, d'autres arrestations ont eu lieu. Les contremaîtres et chefs de brigade ont été avertis qu'ils seraient licenciés en cas de grève dans leurs unités. (...)

Telles ont été les mesures de précaution prises par le pouvoir. Elles se sont poursuivies le jour de la grève.

Entreprise Pafawag : toute l'entreprise était contrôlée de l'intérieur, par la direction, les commissaires militaires et les services de sécurité, sans compter les activistes du parti. On avait donc une atmosphère de menace personnelle pour chacun. Les 40 officiers de l'aviation continuaient à rôder dans toute l'entreprise. Mais ce n'étaient pas eux les plus acharnés. Certains se sont plaints dans des conversations privées d'être utilisés comme épouvantails contre les ouvriers. Ils ont encore confié : nous avons autant d'in-

fluence sur les événements que les électeurs en ont sur le Sejm (Parlement) ...

Il y aurait de quoi les plaindre, en effet, car leur rôle est ridicule. Mais il y a des ordres qu'un individu honnête devrait refuser d'exécuter.

Entreprise Polar : les ouvriers sont arrivés au travail en groupes organisés. A l'entrée, les groupes ont été dispersés et les ouvriers expédiés chacun à son poste de travail. Les membres de la direction couraient à travers toute l'entreprise, accompagnés de commissaires militaires, pour tenter de terrifier chacun à son poste de travail. (...)

La caractéristique de l'action du pouvoir dans les entreprises : elle est dirigée contre les individus. Le pouvoir a cessé d'appliquer les mesures de contrainte de masse. Il tente maintenant de s'en prendre à chacun isolément, pour briser l'unité. Il tente de créer l'impression que chacun de nous est personnellement observé, suivi. Telle sera probablement la méthode utilisée de plus en plus largement dans tous les milieux. On l'a déjà éprouvée en URSS, où, depuis bien des années, tout le monde a peur de tout le monde. Ne nous laissons pas rendre fous ! Nous sommes 35 millions, eux ne sont tout au plus que quelques centaines de milliers. Ils n'auront jamais assez de mouchards pour en coller un à chacun d'entre nous, si nous agissons de manière solidaire, courageuse et sensée !

Le nouveau président du RKS NSZZ de Solidarité de Basse-Silésie est désormais Jozef Piniór. Nous lui donnons maintenant la parole.

Jozef PINIÓR : — Mes amis, je m'adresse à vous à un moment où nous sommes tous bouleversés par l'arrestation de Piotr Bednarz, et alors que nous sentons encore douloureusement les effets de celle de Wladyslaw Frasyński. Tous les trois, nous avons travaillé ensemble depuis le 13 décembre (1981). (...) L'arrestation de mes deux amis les plus proches est donc pour moi une dure épreuve personnelle.

J'ai pourtant conscience du devoir qui m'incombe : poursuivre la coordination du travail du RKS. Je déclare que jamais je ne renoncerai à la lutte pour les idéaux de Solidarité. Je déclare que jamais je ne renoncerai à la lutte pour la libération de toutes les personnes condamnées et internées, pour la libération du président du Comité régional, Wladyslaw Frasyński et de son remplaçant Piotr Bednarz. (...) L'essence du système totalitaire tient à la paralysie de notre volonté d'action, elle repose sur la dégradation. Tout ce qui est beau et de valeur dans la vie de l'homme et de la société est rabaisé : le travail, la création, les relations entre les êtres. Voilà à quoi se



Grève avant l'état de guerre. (DR)

résume la *Pax Sovietica* du général Jaruzelski. Et c'est de nous seuls que dépend l'acceptation ou le refus d'une telle « normalisation ».

Solidarité est né dans les usines, ce sont elles qui sont source de sa force et de sa vitalité. Depuis onze mois, nous construisons des structures syndicales clandestines, nous créons une société indépendante. Des formes d'entraide sociale se développent. Des groupes de liaison entre milieux différents se constituent. Les préparatifs en vue de la grève générale se poursuivent. Notre combat est un devoir moral vis-à-vis des travailleurs qui ont donné leur vie pour les idéaux de Solidarité, vis-à-vis de nos camarades emprisonnés. L'état de guerre a supprimé toute possibilité de réforme. Ce qui était le plus important pour le développement de la société est paralysé : la vie économique. Notre bien, notre patrimoine national, œuvre de plusieurs générations, se dégrade de mois en mois. Dans une telle situation, le temps ne travaille pas en notre faveur. Une réforme économique authentique est impossible sans une République autogérée. La lutte pour une société ouverte, pour la démocratisation, la libéralisation, c'est aussi une lutte pour l'amélioration de nos conditions matérielles d'existence, pour des logements décentes, pour des places dans les hôpitaux, pour des produits alimentaires, pour des médicaments.

Je m'adresse à vous, mes amis, à un moment particulièrement dur pour notre région. Je vous appelle à défendre notre syndicat, à poursuivre la lutte pour une République autogérée, pour la liberté et la justice sociale. (...)